

# LES VIREMENTS EN BANQUE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 8 Décembre 1932, à 14 heures*

PAR

**Charles MARTIN**

---

JURY DE LA THÈSE

*Président* : M. A. WAHL.

*Suffragants* { M. PERCEROU.  
M. HÉMARD.

---

LYON

**BOSC Frères, M. et L. RIOU**

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1932



**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver  
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doi-  
vent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

# LES VIREMENTS EN BANQUE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 8 Décembre 1932, à 14 heures*

PAR

**Charles MARTIN**

---

JURY DE LA THÈSE

*Président* : M. A. WAHL.

*Suffragants* { M. PERCEROU.  
M. HÉMARD.

---

LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

—  
1932



# LES VIREMENTS EN BANQUE

---

## Introduction

Le virement est une opération complexe, qui a pu donner lieu à des définitions différentes suivant qu'on l'envisage du point de vue bancaire ou du point de vue juridique.

D'après Dalloz (1) « Le virement consiste, pour un déposant, à faire transférer au crédit d'un autre déposant, son créancier, tout ou partie des sommes figurant à son crédit. Il s'analyse en une délégation par changement de débiteur. Le délégataire, qui a accepté le virement, n'a plus d'action que contre le banquier à moins que celui-ci ne soit en faillite ou en déconfiture au moment de la délégation (C. civ. art. 1276, — Lyon-Caen et Renault, T. IV n° 678. — Thaller n° 1609). »

Le résultat du virement serait donc double : d'une part il y aurait extinction de dette, et, d'autre part, novation par changement de débiteur.

Mais cette dernière définition est trop restrictive, car, sans même s'en tenir à la théorie de la délégation,

(1) Dalloz, Rép. Prat. Banques, banquiers, p. 68, § 7.

(2) Voir aussi la loi du 30 juillet 1913 relative aux droits de timbre.

tion, qui suppose l'existence de trois personnes distinctes, le seul fait que le virement entraîne une extinction de dette suppose que celle-ci existe réellement, et, pour cela, il faut qu'on se trouve en présence d'un débiteur et d'un créancier, qui ne peuvent fusionner en la même personne, car la théorie de la confusion empêche une personne donnée d'être créancière d'elle-même.

Or au point de vue bancaire, comme nous nous proposons de le démontrer, il existe des cas où l'on considère comme des virements des opérations dans lesquelles les comptes débités ou crédités appartiennent à la même personne.

C'est pourquoi nous préférons la définition suivante, qui convient à tous les cas : le virement est l'opération technique, l'ensemble des procédés comptables, par lesquels on crédite un compte par le débit d'un autre compte sans déplacement matériel de signes monétaires. Cette opération technique, quand elle a lieu entre personnes distinctes produit, d'ailleurs, des conséquences juridiques dont les principales consistent en une extinction de dette, et une novation par changement de débiteur.

Il existe, d'ailleurs, des cas, où le virement ne produit pas d'effets juridiques, et c'est ce qui se produit quand un client de la banque a réclamé et obtenu de celle-ci la possession simultanée de plusieurs comptes entre lesquels il effectue des virements.

Il en est de même pour les opérations effectuées entre des comptes appartenant en propre à la même banque comme les comptes d'ordre; ou pour celles

qui se produisent entre bureaux, succursales ou agences d'un même établissement financier.

Toutes ces opérations, qui en droit, et au point de vue fiscal, ne peuvent s'appeler des virements, sont cependant qualifiées ainsi dans le langage bancaire.

Sans insister davantage pour le moment, nous voyons donc que, dans notre étude, il faudra prévoir deux grandes divisions : l'une consacrée à l'étude technique des virements, et l'autre à leur étude juridique.

Cependant nous serions loin d'avoir traité notre sujet, si nous nous contentions de ces deux parties, car le lecteur serait en droit de nous demander comment et pourquoi cette opération complexe et abstraite qu'est le virement en banque s'est substituée au paiement comptant au caractère simple et concret.

Nous devons donc, par l'historique, montrer comment s'est opérée l'évolution des moyens de règlement, et, par l'économie politique, essayer de comprendre pourquoi les virements ont eu une tendance de plus en plus grande à se généraliser. Enfin après avoir examiné le régime fiscal, qui leur est propre, nous terminerons notre étude en parlant des virements en droit international, et à ce sujet nous aurons à utiliser tout ce que nous aurons vu précédemment pour, en matière de conclusion, donner notre opinion sur le rôle, qu'est appelée à jouer la banque internationale des réparations de création encore assez récente.

Nous nous proposons donc d'adopter en définitive le plan suivant :

I. Historique.

II. Etude technique.

III. Etude juridique.

IV. Rôle et utilité économique. Cette division aura d'ailleurs été traitée, en partie, dans l'historique.

V. Régime fiscal.

VI. Etude des virements en droit international et conclusion.

## PREMIÈRE PARTIE

### Historique des virements en banque

#### SOMMAIRE

a) Notions générales sur l'évolution des moyens de paiement.

b) Précurseurs des virements dans l'Antiquité : Babylone ; la Grèce et l'Egypte ; Rome.

c) Précurseurs au Moyen Age : Juifs, Lombards et Cahorsiens ; les Templiers ; les banques italiennes, hollandaises et allemandes ; les foires de Champagne, de Lyon, de Lombardie et d'Espagne.

d) Evolution et extension des virements dans les temps modernes : le chèque et les clearing-house en Angleterre et aux Etats-Unis ; efforts accomplis en France et en Allemagne pour développer les règlements par compensation.

#### a) NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉVOLUTION DES VIREMENTS EN BANQUE.

Certains auteurs ont cru devoir consacrer une place prépondérante à l'historique des virements au détriment de leur étude technique et juridique.

Nous avons pensé, pour notre part, que, dans un pareil sujet, nous ne devons demander à l'histoire que l'explication et la description des faits ayant concouru à la création et à l'évolution des virements, et c'est pourquoi nous avons glissé sur tout ce qui n'est qu'érudition pure, pour insister, au contraire, sur tous les points qui peuvent faire comprendre et les formes prises par les virements dans les temps modernes, et leur extension de plus en plus grande.

Et comme le virement est au nombre des procédés les plus récents de règlement, pour préciser le chemin parcouru, nous avons jugé bon de donner quelques notions, d'ailleurs courantes, sur les différents stades des procédés de paiement.

D'après Aristote <sup>(1)</sup>, l'homme, qui était sous la dépendance de son mode d'alimentation, chercha à échanger les produits qu'il possédait en trop grande quantité contre ceux qui lui manquaient : d'où le premier procédé de règlement, qu'on désigne sous le nom de troc. Mais, comme le même Aristote l'explique dans son « Etude sur les monnaies », ce moyen de règlement était defectueux, car, par exemple, si étant cordonnier, on désirait acheter un bœuf, l'échange était difficile à réaliser, car le vendeur du bœuf n'avait besoin que d'une paire de chaussures, et non pas d'une grande quantité de ces dernières.

Pour remédier en partie à cet inconvénient, l'homme inventa les marchandises monnaie : marchandises différentes suivant les pays, mais qui étaient facilement échangées contre d'autres produits, car celui

(1) Traité de la politique, Livre I.

qui les acceptait savait qu'il pourrait en faire, à son tour, l'objet d'une transaction ultérieure.

Cependant ce procédé présentait, lui aussi, plusieurs inconvénients graves, car dans les pays, où, comme à Rome, on utilisait les troupeaux (pecus) comme marchandise monnaie, celui qui recevait des moutons en échange, devait les nourrir.

D'autre part si une personne désirait acheter un objet, qui ne valait qu'une partie du mouton, il fallait débiter ce dernier ; et, par suite, pour éviter de perdre la viande, on devait attendre le moment où on avait assez d'échanges à réaliser pour l'utiliser en entier comme moyen de règlement et d'alimentation.

La monnaie, qui succéda à ce dernier système, réalisait un gros progrès, car le métal choisi : or ou argent, était inaltérable ; on pouvait le diviser en fragments suffisamment faibles pour pouvoir satisfaire à des échanges même minimes, enfin, les lingots, puis ensuite les pièces frappées, ne tenaient que peu de place.

Mais l'argent pouvait être facilement volé ; et, pour le mettre à l'abri, les particuliers le confièrent aux temples, où il était placé sous la garde du dieu moyennant une légère rétribution correspondant au droit de garde actuel.

Cependant les gardiens des temples babyloniens, égyptiens ou grecs devaient au début rendre aux déposants les espèces mêmes, qui leur avaient été con-

(2) D'où pour désigner la monnaie ultérieure le terme de *pecunia* Dans les Indes on se servait de pièces d'étoffe appelées guinées, qui ont donné leur nom à la monnaie, qui les a remplacées.

fiées, ce qui les empêchait de faire des placements rémunérateurs avec le montant des dépôts.

Ultérieurement ils convinrent avec les déposants de ne plus leur rendre l'objet même des dépôts, mais son équivalent « non idem sed tantumdem » ; et, pour cela, au lieu de percevoir un droit, ils offrirent aux déposants un léger intérêt.

Mais comme les temples, en dehors des dépôts et des placements, ne s'occupèrent jamais d'opérations de banque proprement dites, nous ne nous en occuperons plus.

#### b) PRÉCURSEURS DE L'ANTIQUITÉ

##### *Babylone*

Dans ce pays sur lequel d'ailleurs la documentation est assez rare, puisqu'on en est réduit, ou à peu près, au seul ouvrage de M. Cuq (3), à la suite des temples des banques se fondèrent, et acceptèrent des dépôts des particuliers.

La plus ancienne d'entre elles fut la banque des Igibes, dont l'existence est certaine à partir du IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

Or ces banques reçurent tout d'abord des dépôts réguliers, c'est-à-dire pour lesquels, moyennant la perception d'un droit de garde, elles s'engageaient à

(3) M. Cuq : Etude sur les contrats de la première dynastie babylonienne, dans la Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1911, t. XXXIV, p. 4230.

L'illustration, n° 4611, du 18 juillet 1931, p. 424, représente la photographie du « plus ancien chèque connu », datant de la période babylonienne.

remettre à vue aux déposants les objets mêmes du dépôt ; ensuite avec les dépôts irréguliers elles rendirent seulement l'équivalent des sommes déposées.

A partir de ce moment ces banques pouvant disposer librement des capitaux qui leur étaient confiés, sauf à rembourser à vue les dépôts, en vinrent probablement à jouer un rôle analogue à celui qu'elles jouent de nos jours.

S'occupant, pour le compte de leurs clients respectifs, d'opérer les recouvrements et d'effectuer les paiements, elles s'obligèrent vis-à-vis de ces derniers, moyennant la présentation d'un reçu, à restituer la valeur déposée à un tiers désigné par le déposant, et cela soit dans la ville où les parties avaient contracté, soit dans une autre place. Grâce à ce procédé on pouvait régler toutes les opérations par un simple jeu d'écritures, partout où le dépositaire possédait des comptoirs, et même à l'étranger.

Le récépissé de dépôt, qui permettait d'effectuer ces règlements, a d'ailleurs été considéré par certains comme étant l'ancêtre du chèque. C'est peut-être aller un peu loin, mais néanmoins, ce qui est très vraisemblable, c'est que le récépissé de dépôt a dû jouer, à Babylone, un rôle assez semblable au chèque actuel, en permettant d'opérer des virements et de retirer des fonds. (Il devait en être de même au Moyen Age pour les récépissés de dépôts des banques italiennes) ; sa circulation était d'ailleurs assez aisée, car il pouvait être revêtu de la clause à ordre.

### *La Grèce*

Si pour Babylone nous en étions réduits en définitive à l'hypothèse très vraisemblable de M. Cuq, ce qui nous a empêché de rechercher les raisons profondes du développement des virements dans ce pays, nous sommes, par contre, mieux documentés sur la Grèce. Nous possédons, en effet, pour ce pays, en plus de sources historiques nombreuses, plusieurs plaidoyers : l'un d'Isocrate : le *Trapézitique*, les autres pro Posion et pro Phormion, attribués à Démosthène, qui nous permettent de suivre pendant près d'un demi-siècle l'évolution d'une banque d'Athènes sous trois directeurs successifs : Archestratos, Posion et Phormion.

Et s'il est certain que les banquiers athéniens jouèrent un rôle de premier plan dans la Cité, il semble cependant qu'initialement ils devaient être assez mal considérés, si l'on s'en rapporte à Aristote, et à ses critiques relatives au prêt à intérêt <sup>(4)</sup>. D'autre part la constitution de Solon interdisant aux citoyens de s'occuper d'autre chose que des affaires publiques, il est plus que probable que les premiers banquiers furent ou des esclaves affranchis, ou des étrangers, ce qui n'était pas fait pour favoriser le développement des établissements de crédit, vu le dédain qu'on devait éprouver pour d'anciens esclaves ; et l'animosité, ou tout au moins la défiance plus ou moins grande, qui se manifeste chez presque tous les peuples primitifs à l'égard des étrangers.

(4) Aristote : *Traité de la Politique*, livre I, et principalement chapitre III.

Cependant malgré des débuts probablement difficiles les banques avaient pris assez rapidement une extension considérable, et à la méfiance initiale du public avait succédé une confiance tellement grande qu'il n'était pas d'usage d'appeler des témoins aux dépôts de fonds effectués chez les Trapézistes (5) .

Or cette évolution complète de l'opinion publique à l'égard des banquiers ne peut s'expliquer selon nous que par le rôle particulièrement important qu'étaient appelés à jouer les trapézistes dans un pays dépourvu d'unité politique: et par la perfection technique des procédés employés, qui, en réduisant au minimum les erreurs et les risques, parvint à développer la confiance.

Ce qu'on est convenu de nommer la Grèce en tenant compte des affinités de langue, de race et de coutumes n'a, en effet, jamais existé comme Etat libre dans l'Antiquité. Bien loin d'être unies les cités grecques étaient, au contraire, indépendantes, et souvent rivales les unes des autres ; et toutes avaient le droit, qu'elles utilisaient, de battre monnaie.

Or, suivant l'importance politique et commerciale des cités, les monnaies qu'elles émettaient, avaient cours dans un rayon plus ou moins étendu ce qui, en les faisant rechercher plus ou moins, contribuait à créer une différence entre les valeurs nominales et

(5) Beauchet: *Histoire du droit privé de la République Athénienne*, tome IV : le droit des obligations, Paris, 1897, p. 326. — Le mot trapéziste, sous lequel on désignait les banquiers, vient des tables *τραπέζαι* sur lesquelles on comptait primitivement les monnaies.

réelles des unes par rapport aux autres, c'est-à-dire un change (6).

Les banquiers commencèrent donc par être principalement des changeurs de monnaie. Pour faire ces opérations ils étaient, en effet, indispensables, car, à une époque où l'imprimerie n'existait pas, il était difficile, sans être professionnel, de se tenir au courant des variations de cotations, et, d'autre part, comme les trapézistes possédaient des comptoirs nombreux dans la plupart des cités ils pouvaient accepter en paiement toutes les monnaies étant sûrs de pouvoir les écouler. Cependant l'existence du change entre cités de faible superficie, et aux rapports commerciaux, par suite de ce fait, extrêmement nombreux, devait conduire aux virements en banque en enlevant au paiement comptant son caractère de sécurité.

On sait, en effet, à l'heure actuelle, que, dans une opération effectuée, même au comptant, avec des commerçants de pays étrangers, le bénéfice escompté peut être supprimé, et même se transformer en perte, si le taux des changes sur lequel on s'était fié pour traiter varie entre l'exécution du marché et le moment où on opère la conversion des monnaies. Or cet inconvénient était beaucoup plus sensible dans

(6) Pour en citer quelques exemples tandis que les tétradrachmes de Tlosos avaient presque seules cours en Thrace, et les tétradrachmes corinthiennes en Illyrie et en Epire, les chouettes du Laurium se répandirent rapidement dans toute l'étendue du littoral méditerranéen. Les chouettes du Laurium désignaient en langage populaire les tétradrachmes athéniennes, et ce nom leur avait été probablement donné en raison de la chouette, emblème de Minerve et de Pallas Athénée, qu'elles portaient sur une de leurs faces.

la Grèce antique vu le nombre des cités indépendantes, et, pendant un temps assez long, vu l'absence de la lettre de change (7), et d'autres moyens de compensation, qu'en obligeant les gens à régler leurs transactions en numéraire, augmentait les différences dues au change de frais de transport très élevés.

D'autre part comme le rapporte Aristote dans le chapitre consacré à l'évolution des monnaies le nombre de pièces fausses en circulation était très élevé, et cette raison contribuait à rendre moins sûr le paiement comptant.

Aussi pour se soustraire aux aléas dus aux changes et aux fausses monnaies les commerçants prirent l'habitude de consulter les trapézistes, dont l'expérience les rassurait et, d'autre part, afin d'éviter d'être lésés dans les paiements ils chargèrent ces derniers d'effectuer leurs recouvrements.

Comme, d'un autre côté, à cause des risques de perte ou de vol, les particuliers, après s'être servis au début des temples, déposaient volontiers leur argent disponible dans les banques, ce qui leur rapportait d'ailleurs un intérêt élevé (8) les banquiers disposèrent rapidement de capitaux considérables (8 bis),

(7) L'existence de la lettre de change chez les Grecs a été soutenue par Caillemier : « Note sur la question de savoir si les Athéniens ont connu la lettre de change » dans les *Etudes sur les Antiquités juridiques d'Athènes*, Paris et Grenoble, 1865, p. 90, cité par Beauchet, *op. cit.*, p. 509-512.

(8) Lorsque le banquier Posion donna à ferme sa banque à son affranchi Phormion, il était créancier de près de 50 talents prêtés à des particuliers; or le talent attique valait environ 5.600 francs or à une époque où l'argent avait une valeur bien supérieure à celle qu'il a de nos jours. (Maurice Chapoutot : *Les dépôts en banque*, 1928, page 11, note 1).

(8 bis) La constitution de Solon ayant interdit de limiter le taux

qui leur permettaient de faire face à de nombreux engagements.

Chargés par leurs clients d'effectuer leurs recouvrements et leurs paiements ils s'aperçurent rapidement que pour effectuer une opération entre deux clients d'une même banque il était plus facile et plus économique d'opérer le règlement par virement plutôt que par déplacement de numéraire.

Si, en effet, Statoclès doit mille drachmes à Posion, supposés tous deux clients d'une même banque, au lieu d'aller toucher cette somme chez Statoclès pour la porter à Posion, ou en créditer son compte, il est plus simple, si les parties sont d'accord, de débiter le compte de Statoclès de mille drachmes pour en créditer le compte de Posion. En opérant ainsi on évitera des déplacements, c'est-à-dire des frais et des causes de perte ou de vol, et on supprimera également les opérations de caisse, qui peuvent donner lieu à des erreurs souvent irréparables.

Mais pour être autorisés par les clients à régler les opérations par virements il fallait que les banquiers leur inspirent confiance par l'exactitude et par l'honnêteté avec laquelle ils effectuaient les opérations, et par la façon sérieuse, dont étaient tenues les écritures.

Or les trapézistes pour prouver la solidité de leurs établissements exécutaient d'une façon tellement scrupuleuse leurs engagements que suivant une épi-

de l'intérêt, celui-ci était de 30 à 35 % pour les prêts maritimes ou à la grosse aventure, et de 10 à 18 % pour les prêts ordinaires (Haristoy) : Les virements en banque, page 41).

gramme rapportée par Chapoutot (op. cit. p. 12) on disait que « Caicos (le banquier) restitue, même la nuit, à tout réclamant, l'argent qu'on lui a prêté ». D'autre part ils montrèrent la puissance de leur crédit en prêtant à un taux modéré des sommes considérables au gouvernement d'Athènes pendant les guerres du Péloponèse, et lors du siège de Syracuse (Démosthène : exception pour Phormion cité par Haristoy, op. cit. p. 40).

Quant à la tenue des livres nous sommes documentés grâce à un plaidoyer attribué à Démosthène (C. Callipe, § 4, Beauchet, op. cit. 507). Les trapézistes possédaient deux sortes de livres : des journaux :

ἐξημέρις , sur lesquels ils portaient chaque jour les dépôts reçus et les opérations effectuées, et des livres sur lesquels chaque client possédait un compte ouvert à son nom avec une page pour l'actif et une autre pour le passif. Ces livres étaient rédigés en partie double, et la même somme était mentionnée à son entrée et à sa sortie de la caisse. D'après Démosthène « on inscrit d'abord le nom du déposant, puis la somme déposée, et on mentionne en marge « payé à un tel ». Si la personne qui doit retirer les fonds est connue du trapéziste cette mention suffit ; dans le cas contraire on ajoute en marge le nom d'une personne connue du banquier, qui doit la présenter, et certifier son identité avant qu'elle puisse toucher ». Maintenant si créancier et débiteur possèdent le même banquier l'opération s'effectuera par un simple jeu d'écritures, sinon il y aura lieu d'effectuer un virement de banque à banque.

Cependant à l'origine les virements étaient encore assez difficiles à effectuer, car ils ne pouvaient avoir lieu qu'en présence des parties. Mais cet état de choses ne dura pas, et ultérieurement, les Grecs n'étant pas formalistes comme les Romains, on se contenta d'un ordre écrit, et même verbal.

Cependant devons-nous en conclure que les Grecs ont connu le chèque ? Caillemer l'a soutenu en se basant sur le texte suivant provenant d'un plaidoyer d'Isocrate <sup>(9)</sup> « Statoclès devait s'embarquer pour le Pont, et moi, je voulais faire venir de ce pays le plus d'argent possible. Je priai donc Statoclès de me laisser tout l'or dont il était porteur ; à son arrivée dans le Pont, il se ferait payer par mon père sur les sommes que celui-ci avait pour moi. Je regardais, en effet, comme un grand avantage de ne point exposer mes écus aux périls du voyage, alors surtout qu'à cette époque les Lacédémoniens étaient maîtres de la mer », et plus loin il ajoute que Statoclès reçut une lettre de l'étranger, et qu'à la demande qu'il fit de savoir « qui le rembourserait de ses avances si mon père ne se conformait pas aux instructions données dans la lettre, et s'il ne me retrouvait pas au retour de son voyage ; je lui présentai alors Pasion, qui s'engagea à lui rendre le capital et les intérêts échus ». Cependant il semble que voir dans ce texte une lettre de change, ou même un chèque est peut-être excessif, car il ne semble pas que les Grecs aient

(9) Traduction donnée par Bouteron : *Le chèque théorique et pratique*, Paris 1924, page 2, du texte d'Isocrate : *Trapézitique*, §§ 35 et 36, édit. Tauchnitz, c. 19.

connu comme les Babyloniens la clause à ordre. Mais on peut y voir une ébauche des instruments de crédit moderne, et on pourrait interpréter le texte comme constituant une sorte de lettre de crédit. Cependant ce qui est certain, et les mots nous importent peu pour notre étude, c'est qu'il était possible dès cette époque de partir sans argent, et de disposer d'un crédit sur une place lointaine grâce à des « lettres », et moyennant un dépôt cautionné effectué chez un ami ou dans une banque. Or, d'après notre définition mise en tête de notre ouvrage s'il y a virement chaque fois qu'une personne peut disposer d'un crédit sur une autre personne sans déplacement de numéraire, les Grecs ont certainement connu ce procédé bien que l'imprécision du texte empêche d'entrer dans le détail des moyens employés.

D'autre part ce texte indique très nettement que les opérations de crédit sont nées de l'insécurité des moyens de transport.

### *Rome*

Au début les argentarii romains eurent tout comme les trapézistes grecs une assez mauvaise réputation : Plante les assimilait aux lenones <sup>(10)</sup> tandis que Caton et Cicéron considéraient qu'ils exerçaient un commerce déshonnête ; mais ces opinions peut-être isolées ne les empêchèrent pas de jouer un rôle considérable dans la Cité.

Après avoir reçu des espèces pour en orner leur

(10) Entremetteurs (Curc., 5050).

étalage grâce à des prêts à usage les argentarii reçurent des dépôts de leurs clients. Ces derniers furent d'ailleurs au début des dépôts réguliers pour lesquels les banquiers ne pouvaient utiliser l'objet du dépôt puisqu'ils devaient rendre les espèces « in individuo » sous peine de s'exposer à l'actio furti et à l'actio depositi <sup>(11)</sup>.

Ultérieurement à une date qu'on ne peut préciser exactement mais qui remonte au moins au v<sup>e</sup> siècle av. J.-C. ils purent disposer des capitaux déposés puisqu'ils s'obligeaient à restituer non plus « idem, sed tantumdem », le cas échéant avec des intérêts. Ces dépôts étaient constatés par des reçus: recepta argentarii, qui devaient être fusionnés par Justinien avec le constitut.

Le banquier s'engageait par ces reçus à rembourser capitaux et intérêts à vue aux clients <sup>(12)</sup>.

On a d'ailleurs discuté pendant longtemps pour savoir s'il s'agissait d'un prêt de consommation (mutuum) ou d'un dépôt. Cette question étant d'ailleurs étrangère à notre sujet nous nous contenterons d'indiquer qu'à partir de Papinien ce contrat constitua ce que les glossateurs devaient désigner sous le nom de dépôts irréguliers.

Grâce aux fonds qu'ils se procuraient par ce procédé les banquiers romains devinrent les caissiers de leurs clients. Il n'était pas d'usage à Rome d'effectuer des paiements à domicile (domo ex arca sua),

(11) 3, § 6, Dig. Commodati vel contra, XIII, 6.

(12) 24 Dig., XVI, 3 : *Quae quando voles, et ubi voles confestim tibi numerabo.*

mais presque toujours les argentarii se chargeaient de payer pour leurs déposants (de mensa scriptura) (13).

A l'origine, tout comme en Grèce, le déposant amenait son créancier en personne devant l'argentarius, qui se déchargeait en payant devant témoins (Pararii — Sénèque : de beneficiis T. 23), mais par la suite le déposant remit un ordre de paiement à son créancier, et sur le vu de cet ordre le banquier comptait l'argent immédiatement, ou s'engageait à effectuer le paiement un jour déterminé. Cet engagement que nous avons déjà indiqué sous le nom de receptum argentarii pouvait, par conséquent, jouer un rôle analogue dans certains cas à celui du chèque actuel auquel on a voulu l'assimiler (14).

Il y a cependant deux différences capitales entre le receptum argentarii et le chèque, car tout d'abord pour le premier le banquier pouvait différer le paiement, ce qui permet d'assimiler plutôt le receptum argentarii à un effet de commerce ordinaire qu'on présenterait au banquier dans le but de le faire accepter par le client qu'à un chèque pour lequel cette formalité est rarement employée, et en tout cas extralégale. D'autre part la clause à ordre, qui permet la circulation de l'effet jusqu'à l'échéance, ne fut pas connue des Romains.

En définitive, les Romains n'ont pas connu le chèque.

(13) Donat ad Terent, Adelphes, 2, 4, 13 (*Tecum enim in foro et de mensae scriptura, magisque ex arca domoque velcista pecunia numerabatur* (Phormio, 5, 7, 29).

(14) Deloume : Les manieurs d'argent à Rome, Paris, 1892, p. 160-161.

que, mais seulement un certificat de dépôt susceptible de servir comme mandat de paiement, mais qui néanmoins était loin de pouvoir rendre les mêmes services que le chèque moderne, comme nous le montrerons ultérieurement.

Par contre les argentarii ont imaginé un système de comptabilité qui se rapproche beaucoup du compte courant <sup>(15)</sup>, puisque, d'une part, toutes les opérations effectuées par leurs clients étaient inscrites sur des livres divisés en deux parties avec une colonne pour les débits et une autre pour les crédits, et puisque, d'un autre côté, ces mêmes opérations étaient balancées périodiquement pour établir la situation respective des parties.

Mais si la comptabilité des banquiers romains a marqué un progrès sensible sur celle des autres peuples de l'Antiquité, l'initiative de ces méthodes revient aux particuliers et non aux argentarii.

Les banquiers se contentèrent, en effet, pour la tenue de leurs livres de prendre modèle sur le *codex accepti et expensi*, que possédaient tous les *paterfamilias* ; car la fortune étant, au temps du cens, la base du classement social, les mœurs avaient imposé aux premiers Romains l'obligation de tenir à jour le livre où était mentionnée leur situation pécuniaire.

Dans ce but le *codex* était divisé en deux colonnes : l'*acceptum*, dans lequel on portait les sommes re-

(15) Voir en sens contraire Chapoutot, *op. cit.*, p. 21, qui ne trouve qu'une lointaine ressemblance entre le compte courant moderne, et le *codex accepti et expensi*.

gues, et l'expensum où l'on inscrivait les paiements effectués.

Si, par exemple, Mœvius prête par mutuum cent sesterces à Titius, le carnet de Mœvius portera à l'expensum : *expensum Titio centum ex mutuo*, et celui de Titius à l'acceptum : *acceptum a Mœvio centum pro mutuo*. Quand l'argent sera payé les écritures seront passées en sens inverse, et par suite s'annuleront comme dans la comptabilité actuelle.

Mais il faut bien noter, et à ce point de vue M. Chapoutot a raison, que le codex accepti et expensi ne pouvait servir que de livre de compte, et même plutôt de livre de caisse. Ce n'était ni un moyen de preuve, ni une source d'obligations ; et, d'autre part, il ne pouvait servir comme mode d'extinction d'obligations.

Par exemple en ce qui concerne le mutuum ce dernier ne pouvait être éteint que par une solennité semblable à celle employée pour sa création.

Les Romains avaient, en effet, dès le <sup>vi</sup> siècle, établi la règle de la concordance des formes, et quand le droit romain devint moins formaliste il y avait déjà longtemps que les citoyens avaient perdu l'habitude de tenir le codex accepti et expensi pour charger de ce soin les banquiers.

Aux mains de ces derniers le codex accepti et expensi resta un simple livre de caisse, sur lequel, par conséquent, ne figuraient que les rentrées et les sorties effectuées en numéraire. Mais il servit de modèle pour le grand livre ou *liber rationum*. Dans ce dernier chaque client avait un compte ouvert sur

deux pages : l'une pour le doit, et l'autre pour l'avoir (*expensum ferre, acceptum ferre*) ; et les écritures y étaient portées de la même façon que sur le codex ancien, même quand elles constituaient des virements, et c'est là la grosse différence, qui existait avec ce dernier. Enfin les banquiers possédaient un journal : *ephemeris*, qu'ils avaient emprunté aux Grecs, sur lequel les opérations effectuées étaient notées avant d'être reportées au grand livre.

Le *liber rationum* permit au moment du déclin du formalisme d'opérer des virements produisant des effets novatoires, et l'étude de la novation en droit romain est très importante pour préciser un des rôles, et une des conséquences les plus importantes des virements à l'heure actuelle.

Il y eût d'ailleurs deux sortes de novation produites par la *transcriptio a persona in personam*, et par la *transcriptio a re in personam*.

*La transcriptio a persona in personam.*

Si nous supposons que Titius et Mœvius sont tous deux titulaires de comptes à la même banque, et que Mœvius ait une dette de cent sesterces à régler à Titius il lui suffira, si le solde de son compte est suffisamment créditeur, de donner l'ordre (*jussum*) à son banquier de débiter son compte par le crédit de celui de Titius pour régler l'opération.

Le banquier, sur le vu de cet ordre pour lequel aucune condition de forme n'était exigée, passera sur ses livres les écritures suivantes :

à la page de Mœvius il inscrira à l'*expensum* : ex-

pensum Titio centum, ce qui indiquera que Mœvius ne doit plus rien à Titius ; et à la page de Titius il portera à l'acceptum : acceptum a Mœvio centum, ce qui éteindra la créance de Titius sur Mœvius.

Ces inscriptions portées sur les livres, on nomina transcripticia (16), soulevaient des questions juridiques, que le jurisconsulte Celsius a analysées de la façon suivante : entre délégant et délégataire le virement constitue un paiement (solutio), mais il y a bien plus, et bien que faite au délégataire la prestation fournie par le délégué (le banquier) s'adresse au délégant : c'est lui seul qu'il connaît, c'est donc encore une solutio. Mais comme à Rome toutes les obligations devaient avoir une cause pour expliquer l'obligation du délégué à l'égard du délégataire on eût recours à une fiction et on tint en définitive, pour accomplies trois numérations d'argent, qui en réalité n'avaient pas eu lieu : l'une réputée faite par le délégué au délégant, une autre par le délégant au délégataire, et la troisième par le délégataire au délégué. Les deux premières réalisaient des paiements, auxquels on avait substitué des virements, et la dernière ne servait qu'à expliquer la dette du délégué envers le délégataire.

Maintenant pour nous permettre de faire une comparaison utile entre le procédé du jussum suivi des

(16) Les nomina transcripticia, qui étaient la source d'obligations litteris, ont été précédées au temps des obligations re par les nomina arcaria (de arca, caisse). A cette époque, la source de l'obligation ne se trouvait pas dans les écritures, mais dans le décaissement, et les inscriptions ne constituaient qu'un simple moyen de preuve faisant foi jusqu'à preuve contraire.

nomina transcripticia, et du chèque actuel employé comme instrument de compensation, nous allons supposer un cas plus compliqué.

Si Titius, créancier de Seius de cent sesterces, doit la même somme à Mœvius — supposés tous les trois clients de la même banque — Titius pourra offrir à Mœvius de se libérer en lui déléguant à ses lieu et place, non pas le banquier, comme dans le cas précédent, mais Seius. Si Mœvius accepte <sup>(17)</sup> Titius donnera l'ordre au banquier de payer Mœvius par le débit du compte de Seius, et le banquier pour exécuter cet ordre passera les différentes écritures suivantes : à la page de Mœvius il portera : acceptum a Titio centum, et par suite Titius sera libéré par une solutio; à l'expensum il inscrira : expensum Seio centum pour expliquer l'obligation de Séius ; à la page de Titius il inscrira à l'expensum : expensum Mœvio centum, et à l'acceptum : acceptum a Seio centum, écritures qui le libèreront à l'égard de Mœvius, et en même temps libèreront Seius à son égard ; enfin pour Seius à l'expensum il y aura : expensum Titio centum, et à l'acceptum : acceptum à Mœvio centum, cette dernière écriture servant à expliquer la créance de Mœvius sur Seius.

Une fois ces écritures effectuées il y aura eu changement de débiteur, car Seius sera débiteur de Mœvius, et il faudra recourir au procédé précédent avec l'intervention du banquier comme délégué pour éteindre cette nouvelle créance.

(17) Nous n'avons pas parlé de l'autorisation dans le cas précédent, car le délégué étant un banquier elle était très souvent accordée une fois pour toutes.

Actuellement, au contraire, avec le chèque il aurait suffi pour arriver au même résultat d'endos successifs du chèque.

Par conséquent le procédé romain était beaucoup plus compliqué que celui ayant cours actuellement, et, d'autre part, il nécessitait l'accord préalable du délégataire.

Par contre ses effets étaient beaucoup plus énergiques, car si les endossements successifs d'un chèque permettent d'éteindre un grand nombre de dettes sans déplacement de numéraire, néanmoins le chèque ne produit par endossement qu'une novation imparfaite, car par suite de la solidarité des endossataires successifs et du tireur ils ne sont tous libérés qu'au moment où le tiré paie le chèque ; tandis qu'à Rome une fois la délégation acceptée par le créancier le débiteur délégué était — sauf convention expresse — substitué entièrement au débiteur initial, qui ne devait par conséquent plus rien même si le débiteur délégué ne remplissait pas ses obligations <sup>(18)</sup>.

A la fin de l'Empire il y eut un autre procédé qui permettait d'effectuer facilement des virements-: c'est le constitut, qui pouvait constituer un ordre écrit, ou même peut-être verbal.

Cependant si les virements à Rome étaient plus

(18) Cette libération complète du délégant est indiquée ainsi dans la loi : 180 D 50 17 « *Solvit qui reum delegat, solutionis vicem continet haec delegatio* » et d'autre part, la même loi indique : « *Quod jussu alterius solvitur pro ea est quasi ipsi solutum esset* ». En cas de paiement effectué par erreur, c'était d'ailleurs au délégant et non au délégué qu'il appartenait d'exercer la *condictio indebiti*. On disait enfin : « *In delegatione semper inest novatio* ».

difficiles à réaliser qu'à l'heure actuelle même entre clients d'une même banque, l'infériorité des procédés romains était surtout apparente quand il y avait lieu d'effectuer des virements entre clients de banques différentes. L'absence du chèque endossable, et des chambres de compensation, empêchait, en effet, les règlements par virements entre banques différentes et toutes les fois où le volume de leurs opérations entre elles n'était pas suffisant pour opérer des règlements par compensation, il fallait que les banques recourent entre elles au procédé primitif des règlements en espèces effectués par des *collectarii*.

*La transcriptio a re in personam.*

Cette seconde forme dérive comme la précédente de la transformation des *nomina arcaria* en *nomina transcripticia*. A ce moment ces inscriptions devinrent un mode de s'obliger : une obligation née litte-  
ris : l'*expensiliatio* <sup>(19)</sup>, et l'étude de cette seconde forme de transcription nous servira à préciser l'importance que peuvent avoir les virements en ce qui concerne les modifications dans la nature des créances, qui peuvent en résulter.

On sait qu'un des effets du compte courant actuel consiste dans la novation de la créance, qui perd

(19) Avec l'*expensiliatio* les inscriptions portées sur les livres, constituant non plus seulement un moyen de preuve, mais la source même de l'obligation, en vertu d'un édit de la République (4 pr. Dig., II, 13) les banquiers, à la demande de leurs clients devaient produire leurs livres en justice. D'autre part, à partir du 1<sup>er</sup> siècle ap. J.-C. ils furent soumis au contrôle du *praefectus urbis* (1, § 9, 2 Dig., I, 18), auquel Hadrien attribua compétence pour connaître des actions intentées pour ou contre les banquiers.

sa nature propre, et ses garanties particulières pour devenir un simple élément du crédit ou du débit.

Or ce sont les Romains qui ont été les premiers à comprendre cet effet possible des virements (Gaius 3, 129).

Supposons que Seius soit créancier de Titius de cent sesterces à la suite d'un contrat de société (contrat de bonne foi). S'il veut transformer cette obligation en une autre née litteris, et par suite de droit strict, il lui suffira de faire inscrire sur son compte en banque, d'accord avec son débiteur, un paiement fictif, qui éteindra la dette ancienne, et un versement fictif, qui sera la cause de l'obligation nouvelle.

Les écritures, par conséquent, seront passées au compte de Seius de la façon suivante :

| <i>Acceptum</i> . . . . . | <i>Expensum</i> |
|---------------------------|-----------------|
|---------------------------|-----------------|

|                                |                       |
|--------------------------------|-----------------------|
| A Titio centum ex<br>societate | Expensum Titio centum |
|--------------------------------|-----------------------|

et à la page de Titius il y aura :

| <i>Acceptum</i> . . . . . | <i>Expensum</i> |
|---------------------------|-----------------|
|---------------------------|-----------------|

|               |                                      |
|---------------|--------------------------------------|
| A Seio centum | Expensum Seio centum<br>ex societate |
|---------------|--------------------------------------|

Par ce procédé la dette ancienne de Titius à l'égard de Seius sera annulée, et si ensuite on porte sur les livres que Titius a reçu de Seius cent sesterces il se formera par ce procédé un nouveau type de créance née litteris.

Mais en dehors de la *transcriptio a persona in personam* et de la *transcriptio a re in personam*, qui sont les deux seuls cas indiqués par Gaius, on ne trouve pas de preuve de généralisation de l'obligation *litteris*, comme le soutiennent certains auteurs, et spécialement M. Cuq, qui considère que l'*expensilatio* pouvait consister en une inscription unilatérale susceptible de produire des effets juridiques tout comme la déclaration unilatérale de volonté dans le droit allemand actuel.

Mais si les Romains ont vu que par les virements on pouvait changer les caractères et les garanties d'une créance, il est plus difficile de savoir s'ils ont eu l'idée que la simple inscription d'une écriture au compte entraînait fatalement la novation d'une créance. Cependant ce qui serait de nature à faire supposer que cette notion ne leur a pas été étrangère, c'est le fait qu'ils balançaient périodiquement les écritures pour reporter le solde à nouveau. On concevrait mal, en effet, le rôle de ces balances si chaque écriture conservait sa nature propre au lieu de servir simplement à la formation du solde. Du reste, même si les Romains n'avaient pas tiré toutes les conséquences possibles des virements et des comptes courants, il faut se rappeler que les différents résultats, qu'on fait produire à ces derniers, sont la conséquence de pratiques anciennes, et que les Romains ont été les premiers à tenter une ébauche des comptes courants <sup>(20)</sup>.

(20) En ce qui concerne l'Égypte les documents connus ayant surtout rapport à l'occupation de ce pays par les Grecs et les Ro-

### *Le Moyen Age*

Sous la double influence des invasions barbares, et des idées religieuses concernant le prêt à intérêt les établissements de crédit fondés au temps des Romains disparurent en Europe occidentale <sup>(21)</sup>.

Cependant les particuliers, sentant leurs biens mobiliers menacés dans leurs demeures, cherchèrent à les mettre à l'abri, et pour répondre à ce désir on vit se créer de nouvelles banques de dépôts ; et comme, d'autre part, les juifs n'étaient pas visés par les doctrines religieuses du prêt à intérêt, on vit ces derniers pratiquer celui-ci, et même on assista à ce paradoxe, que ce furent les juifs considérés tout autant que les arabes comme ennemis de la chrétienté, qui subventionnèrent les croisades.

Mais comme le commerce de l'argent rapportait beaucoup à une époque où il n'existait presque pas de concurrence la fortune des juifs excitait l'envie ; et c'est pourquoi sous des prétextes religieux servant à dissimuler leur cupidité les rois et les seigneurs expulsaient les juifs pour confisquer leurs biens. Aussi ces derniers pour parer à ce danger prirent-ils l'habitude de remettre leurs fonds à des amis qui, dans les cas où ils étaient expulsés du territoire, leur procuraient des crédits au moyen de billets, dans lesquels M. le professeur Wahl voit les ancêtres du chèn-

main, il nous a semblé que faute de documents certains sur l'Egypte ancienne, une étude sur ce pays ne pouvait présenter que peu d'intérêt.

(21) Il n'en fut pas de même dans l'Empire romain d'Orient, qui subsista jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs, c'est-à-dire jusqu'à la fin du Moyen Age.

que et de la lettre de change. En voici un modèle de 1207 « Simon Rubens banchierus fatetur habiusse lib. 34 danarium Januæ et denarios 32 pro quibus Wmus banchierus ejus frater debet dare in Palermo marcas 8 boni argenti cui ei dabit hanc cartam » (22).

On pourrait, sans doute, dans la forme où ce billet est reproduit, faire l'objection que ce billet n'est pas daté, et ne contient pas, d'autre part, l'indication du lieu où il a été tiré ; mais si ces mentions sont nécessaires actuellement en France, et dans presque tous les pays, à peine de nullité, il convient de remarquer que les Anglo-Saxons, encore maintenant, ne les considèrent pas comme indispensables (23). On peut donc concevoir un chèque, qui ne les porte pas, et, d'ailleurs, il se peut fort bien que le chèque ait été daté puisque M. le professeur Wahl le mentionne comme étant de 1207, et que ces mentions n'aient pas été reproduites, pas plus que la signature qui existait certainement.

A part ces réserves toutes les autres mentions : désignation du tiré, somme et lieu de paiement sont indiquées. Quant au bénéficiaire, le billet était au porteur puisque cet ancêtre du chèque porte la mention que le paiement devra être fait entre les mains de « celui auquel il donnera cette carte ». Par contre ce billet porte une mention, qui n'est pas indispensable pour un chèque, et qui n'y figure jamais : l'in-

(22) Texte cité par M. Albert Wahl : *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*.

(23) Bills of Exchange Act « un chèque n'est pas nul pour la seule raison qu'il n'est pas daté ou ne porte pas mention du lieu de l'émission ».

dication de la cause de l'obligation, qui rapproche cet écrit des traites pour lesquelles la phrase « valeur reçue en espèces ou en marchandises » fut longtemps exigée à peine de nullité.

A l'exemple des juifs, des Italiens venus des régions d'Asti, de Florence et de Venise, après avoir appris des Grecs tout ce que ces derniers connaissaient sur les opérations de crédit, vinrent s'installer en France, et principalement à Lyon, où se tenait une foire célèbre, qui les attira ; et où on prit l'habitude de les désigner sous le nom de lombards. Ils firent rapidement école principalement à Cahors et c'est pourquoi quand on s'occupe d'opérations de banque au Moyen Age on parle toujours des juifs, des lombards et des cahorsiens.

En dehors des dépôts, et de ces sortes de chèques, les banquiers prêtèrent sur nantissements, et dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle on vit des banquiers s'installer à Paris.

Tous ces financiers se livraient, d'ailleurs, à des opérations variées : change de monnaies, dépôts, prêts sur nantissements et assurances. D'autre part ils jouaient le rôle de collecteurs d'impôts, dont ils centralisaient le montant, faisant ainsi les fonctions de banques de dépôts pour la monarchie. Quant aux virements qu'ils pratiquaient également nous aurons l'occasion de revenir sur les procédés qu'ils utilisaient à propos des foires de Champagne, de Lyon, de Lombardie et d'Espagne.

Enfin les religieux, après avoir utilisé successivement l'engagement immobilier et la constitution de rente pour éluder les interdictions du prêt à intérêt,

profitèrent de ce que Saint Thomas d'Acquin reconnaissait qu'une certaine rémunération du capital prêté pouvait se justifier par la privation de jouissance, pour constituer de véritables banques de dépôts.

Parmi tous les ordres, le plus célèbre à ce point de vue fut celui des Templiers. Ces derniers centralisèrent dans de véritables forteresses, des dépôts considérables, et ils furent les premiers à pratiquer les locations de coffres. Ce furent eux également, qui imaginèrent, afin de faciliter les règlements de place à place, des lettres missives, qui constituent les premiers modèles de lettres de change.

Mais en ce qui concerne les virements ils se perfectionnèrent surtout au Moyen Age sous l'influence des foires de change, et sous celle des banques d'Italie, de Hollande et d'Allemagne.

### *Les foires au Moyen Age*

Dans cette période il y eut un grand nombre de foires, dont les plus importantes furent en France: la foire de Lendit <sup>(24)</sup>, qui se tenait à Saint-Denis; les foires de Champagne, celle de Lyon et celle de Beaucaire; et à l'étranger les foires flamandes, celles de Lombardie et celles d'Espagne.

Toutes ces assemblées avaient pour caractéristiques de se tenir à des lieux donnés et à des périodes déterminées par des ordonnances émanant suivant les cas des rois ou des seigneurs.

D'autre part, elles comportaient en général deux

(24) Ce mot vient du latin : *indictum*, qui veut dire assemblée.

grandes divisions : des foires commerciales, où s'échangeaient des marchandises, et des foires de change, où se réglaient les opérations traitées soit à l'endroit où elles se tenaient, soit dans d'autres.

Nous n'entrerons d'ailleurs pas dans l'historique <sup>(25)</sup> détaillé de ces grandes manifestations, ce qui sortirait de notre sujet, mais il est certain que ces réunions périodiques jouèrent un rôle très important au point de vue de l'évolution du droit commercial et de celui des virements.

A l'imitation des traites royales qui, dès 1297 — d'après M. Jules Valéry, professeur à la Faculté de Montpellier — contenaient toutes les mentions de la lettre de change moderne, les professionnels du change avaient créé des effets de commerce réglables presque exclusivement par compensation.

Pour parvenir à ce résultat les changeurs notaient toutes leurs opérations sur des carnets assez semblables à ceux qu'utilisent les agents de change actuels pour les ordres de bourse, et à la fin de la journée chacun des banquierii commençait par compenser les sommes que se devaient réciproquement ses clients jusqu'à concurrence de la plus faible, ensuite réunis entre eux ils comptaient les sommes qu'ils se devaient réciproquement.

Il ne restait plus en définitive qu'un solde assez modique à régler en numéraire, et encore pour éviter de recourir à des espèces il arrivait souvent que ce solde

(25) Pour l'historique consulter Huvelin : « Essai historique sur le droit des marchés et des foires », et Bourquelot : « Etudes sur les foires de Champagne (1865-6), 2 volumes.

soit reporté pour règlement à un autre jour de la foire, ou même à une foire ultérieure.

Ce procédé, en évitant les règlements pécuniaires, permettait d'économiser le numéraire pour lequel les frais de transport étaient très élevés, et en plus il diminuait les risques de perte ou de vol tout en mettant obstacle à la circulation des fausses pièces de monnaie très nombreuses vu la multiplicité des types de pièces mises en circulation et le manque de netteté de la frappe.

Mais si ce système présentait de très grands avantages et s'il a été un précurseur des chambres de compensation, il aurait pu avoir l'inconvénient de permettre à des commerçants peu honnêtes d'acheter des marchandises sans les régler à l'échéance.

Afin de limiter ce risque au minimum le contrôle des foires était très sévère: d'une part, les obligations étaient rédigées par des notaires spéciaux et scellées par des gardiens de foire, et, d'autre part, pour les commerçants isolés le règlement était assuré par une hypothèque prise sur leurs biens jusqu'à complète libération, tandis que pour les négociants agissant en association, ou sous forme de groupements corporatifs, intervenait comme garantie du règlement le cautionnement réciproque de leurs membres.

Enfin les négociants qui n'avaient pu faire face à leurs obligations étaient exclus des foires ultérieures jusqu'à l'extinction totale de leurs dettes anciennes.

Tous ces procédés qui tendaient à supprimer le rôle de la monnaie dans les paiements furent favorables au développement du système des virements, qui de-

vait aller en progressant et en se perfectionnant pendant l'évolution des banques d'Italie, d'Allemagne et de Hollande.

### *Les banques italiennes*

Comme nous l'avons vu précédemment, les lombards furent avec les juifs les premiers à reprendre les opérations de crédit et à fonder de véritables banques.

Dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, on trouve, en effet, en Italie trois sortes de spécialistes des opérations bancaires : les *bancherii*, qui pratiquaient les opérations de banque proprement dites en utilisant pour leurs prêts soit leurs propres capitaux, soit celui des déposants; les *usurarii*, qui s'occupaient de prêts sur gages, et les *banchoriti*, ou *campsores*, spécialisés dans la pratique des changes.

Ces trois catégories de banquiers étaient organisées en guildes ayant à leur tête des maîtres, analogues aux maîtres des métiers, qui vérifiaient toutes les opérations effectuées. Mais bien que surveillées également par les pouvoirs publics, ces banques, par suite de fautes au point de vue technique, firent presque toutes faillite rapidement. C'est ainsi qu'en 1584, d'après M. Germain Martin, professeur à la Faculté de Droit de Paris, on constatait qu'à Venise, dans un espace de vingt ans, sur 103 banques créées 96 avaient effectué de mauvaises affaires.

Mais si ces banques eurent pour la plupart une durée assez courte, il n'en est pas moins vrai qu'elles servirent de support aux opérations commerciales, et

que, d'autre part, elles furent les premières à pratiquer, au Moyen Age, les virements de banque à banque. Ces virements de guilde à guilde furent repris par les foires de Lyon et les chambres de compensation.

En dehors de ces groupements se constituèrent des banques, qui eurent une durée beaucoup plus considérable, et dont la plus ancienne fut la banque de Venise, qui devait servir de modèle aux autres.

Elle fut fondée définitivement en 1587, mais ses origines étaient beaucoup plus anciennes, car avant sa création il existait déjà à Venise trois « monts » (26), qui, autonomes pour certaines opérations, mettaient au contraire leurs ressources en commun dans certains cas de plus en plus nombreux. La banque de Venise fut le résultat de la fusion de ces trois monts. Cette banque, pour atténuer les inconvénients résultant d'un trop grand nombre de types de monnaie — ce qui, comme nous l'avons déjà indiqué, favorisait la circulation des pièces fausses — et pour garantir ses clients contre les variations du change, fut la première à utiliser pour ses opérations une monnaie de compte, en laquelle étaient converties toutes les pièces remises à la banque.

Et cet exemple devait être suivi par la banque de Saint-Georges, à Gênes, fondée en 1407, et pour la-

(26) Ce terme de « monts » se retrouve avec un sens analogue dans l'expression « monts de piété ».

(27) On appelait ainsi une unité en poids d'or ou d'argent, qui n'existait pas sous une forme frappée ou coulée, mais par rapport à laquelle on réglait tous les comptes de la banque.

quelle la monnaie de compte dépassait d'environ 15 % la valeur des pièces en circulation.

Ces deux banques auxquelles il faut ajouter la banque de Naples, ayant employé pour leurs virements des procédés presque identiques, nous ne les séparons pas dans l'étude de leurs méthodes.

Dès qu'un nouveau client se présentait à l'une de ces banques, on lui ouvrait un compte au crédit duquel on portait son premier versement, et tous les versements ou virements ultérieurs après conversion des espèces remises en monnaie de la banque. Au débit de ce compte on portait tous les retraits effectués ou tous les ordres de virements qu'il donnait.

Ces retraits étaient effectués au moyen de polizze notati (note 1, page 26). On désignait sous ce nom à Naples (28) des billets en forme de chèques ou d'ordres de virements sur le vu desquels le banquier transférait tout ou partie du crédit du compte à une autre personne. A Venise, ces billets étaient désignés sous le nom de partida in banco et servaient en plus du rôle précédent à garantir une créance tout comme les warrants modernes.

En dehors de ces polices la banque, pour un dépôt d'au moins dix ducats, remettait au déposant un récépissé appelé *fedo di credito*, qui pouvait être remis à une autre personne et circuler de mains en mains jusqu'au retrait des fonds.

(28) Il banco di Napoli, partie I : Raccolta di documenti storici et statistici. Napoli, 1883, chap. II : Il servizio appodissario degli articlii, Bianchi, 116 et suiv.

Enfin pour les sommes inférieures à dix ducats le déposant recevait un titre spécial appelé pollizino.

Les polizze notati et les pollizini contenaient en plus du montant de la dette les causes et conditions pour lesquelles ces billets étaient donnés en paiement, et on désignait ces indications sous le nom de girata.

Or, comme ces pièces étaient rédigées par des notaires spéciaux attachés aux banques et qui étaient responsables des mentions inscrites dans ces polices, qui étaient d'ailleurs signées par eux et par le bénéficiaire, ces notaires se montraient très prudents. Aussi il n'y eut presque jamais de procès au sujet de l'interprétation des billets, ce qui contribua à leur assurer une très grande popularité.

Quant aux résultats obtenus par ces procédés, ils furent considérables, et en éliminant progressivement la monnaie, qui devenait inutile puisque la grande majorité des opérations étaient réglées par virements, les banques de Gênes et de Venise parvinrent, du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle, à éteindre la circulation monétaire dans ces deux républiques.

Aussi ces procédés devaient être repris par les banques d'Amsterdam, de Hambourg et de Nuremberg.

#### *La banque d'Amsterdam*

A Amsterdam, un des ports les plus importants de l'Europe, il y avait un grand nombre de pièces de monnaie tellement usées et rognées, que les commerçants trouvaient difficilement de la bonne monnaie pour régler leurs opérations.

C'est pour parer à cet inconvénient et aussi dans le but d'enrichir la ville, que fut fondée en 1609 la banque d'Amsterdam qui, dès son origine, fut une véritable banque d'état.

Reprenant à son compte l'idée des banques italiennes, elle créa une monnaie de compte: le florin banco, qui circulait par virements sur les livres de la banque.

Pour faciliter ces virements quand un nouveau client se présentait, ses pièces de monnaie étaient reprises pour ce qu'elles valaient intrinsèquement, et après avoir converti la valeur de ce versement en monnaie de banque, ce qui correspondait à une retenue de 5 % environ sur la valeur réelle, on lui ouvrait un compte et on lui délivrait en même temps un récépissé du dépôt effectué.

Quand ce déposant voulait régler une opération quelconque à un autre client de la banque, il pouvait ou bien faire opérer le transfert du récépissé de dépôt sur les livres de l'établissement de crédit, ou encore délivrer des assignations à son créancier. Que ce soit par l'un ou par l'autre de ces deux procédés, le compte du déposant ci-dessus indiqué était débité et celui de son créancier crédité. Par conséquent, presque toutes les opérations étaient en définitive réglées par virements, ces derniers étant d'ailleurs favorisés par la difficulté de trouver de la bonne monnaie pour opérer des règlements au comptant et aussi par les frais perçus par l'agio des banques quand on voulait convertir des florins banco en monnaie réelle.

Et au point de vue technique le procédé employé était bon, car la banque exécuta pendant longtemps

ses obligations de la façon la plus rigoureuse. C'est ainsi qu'au moment de l'invasion de la Hollande par les armées de Louis XIV, on retrouva intacts des certificats de dépôts datant des origines de la banque, ainsi que le montant de leur couverture.

Cependant au moment de la Révolution Française la banque commit l'imprudence de prêter clandestinement des fonds considérables aux Etats de Hollande, et elle ne put jamais se relever du discrédit causé par cette faute.

On peut citer également la banque de Hambourg, dont la monnaie de compte: le marc banco, circula en Europe comme une véritable monnaie jusqu'en 1870; ainsi que la banque de Nuremberg, mais il n'y a rien de particulier à dire sur ces deux établissements qui se contentèrent d'imiter la banque d'Amsterdam <sup>(29)</sup>.

### *L'Angleterre*

Dans ce que nous avons vu précédemment, les virements étaient faciles à effectuer entre clients de la même banque, mais, à part ce qui se passait dans les foires, entre clients de banques différentes, malgré quelques compensations, les opérations étaient presque toujours réglées au comptant, c'est-à-dire en numéraire.

Les Anglais, après avoir inventé, ou tout au moins perfectionné le chèque <sup>(30)</sup>, qui était initialement un

(29) Pour la Hollande, voir Haristoy, *op. cit.*, p. 86 s.

(30) Certains auteurs discutent encore la question de savoir si le chèque est d'origine anglaise, belge ou hollandaise. Bouteron, *op. cit.*, p. 4, § 3, et note II p. 5. Nous renvoyons d'ailleurs à cet auteur pour l'histoire du chèque qui nous entraînerait hors de notre sujet.

simple instrument de paiement destiné à tourner pour les banques privées le monopole d'émission de billets de banque de la Banque d'Angleterre, imaginèrent le Clearing house, qui nous intéresse directement, car ces chambres de compensation ont joué un rôle considérable en permettant d'effectuer de la façon la plus large des règlements par compensation entre toutes les banques qui en font partie, ou qui agissent par l'intermédiaire des membres des chambres de compensation.

Les Anglais attribuent la découverte de ce procédé de règlement aux garçons de recette de Londres, mais en réalité l'origine des compensations est beaucoup plus ancienne, car le système employé à Londres n'est autre, dans ses grandes lignes, que celui qui avait été utilisé lors des foires de Champagne et de Lyon au Moyen Age.

Cependant, comme ces foires avaient perdu de leur importance, la technique de leurs règlements avaient été oubliée et les employés des banques londoniennes eurent tout au moins le mérite de remettre en honneur d'une façon empirique les règlements par compensation.

Pour comprendre les avantages de ce système il faut tout d'abord examiner les méthodes en usage dans les banques avant le XVIII<sup>e</sup> siècle pour régler leurs créances respectives, méthodes encore en usage à l'heure actuelle dans les pays qui ne possèdent pas de chambres de compensation ainsi que dans les petites communes de pays qui en possèdent.

Supposons que la banque A possède des créances

sur les banques B, C, D, etc... L'encaisseur de A devra se présenter successivement aux guichets de B, C, D, pour toucher le montant des créances de sa banque sur les autres, et pendant ce temps les garçons de recette de B, C, D, iront de même faire le tour des autres banques pour se faire régler les créances dont ils sont porteurs.

Il y aura donc lieu, pour les garçons de recette, à des déplacements nombreux et qui font pour partie double emploi, et, d'autre part, les banques obligées de payer en espèces toutes les traites qui leur sont présentées, même quand elles sont créancières pour tout ou partie sur les autres banques, et ceci le plus souvent avant d'avoir reçu le montant de leurs créances, doivent conserver une encaisse métallique bien supérieure à celle qui serait nécessaire si les compensations pouvaient fonctionner.

Or, les déplacements des garçons de recettes sont en réalité bien plus nombreux que ceux que nous avons indiqués, car certains effets peuvent donner lieu à des contestations et à des vérifications entraînant de nouvelles courses.

Toutes ces pertes de temps frappèrent les employés anglais, et pour y remédier ils décidèrent au lieu de faire le tour de toutes les autres banques de se réunir à la même heure dans un endroit déterminé. Au lieu convenu ils se remettaient mutuellement les effets dont ils étaient porteurs, et après avoir fait vérifier dans les différentes banques les titres de créance, dans une seconde réunion ils compensaient tout

ce qui était possible, et le surplus seul donnait lieu à un règlement en espèces.

Ce procédé fut d'abord mal vu par les directeurs des banques, mais ils se rendirent bientôt compte que ce système leur éviterait de payer des employés pour des courses inutiles, et tout en supprimant des risques de perte ou de vol ; et que, d'autre part, en étant forcé de conserver une encaisse métallique beaucoup plus faible qu'auparavant ils pourraient placer les excédents monétaires disponibles, ce qui leur produirait des intérêts.

Aussi en 1775 les directeurs des plus grosses banques d'Angleterre, après avoir repris à leur compte l'idée de leurs employés, fondèrent le Clearing House de Londres, c'est-à-dire une association entre un certain nombre de banquiers pour compenser les uns par les autres leurs comptes respectifs <sup>(31)</sup>.

Les banques, qui font partie de la chambre de compensation y délèguent chacune deux représentants : un délégué sédentaire, et un messenger.

A l'ouverture de la séance chacun des délégués sédentaires possède devant lui le montant détaillé des créances de sa banque sur les autres, et ces créances sont portées par les messagers aux délégués sédentaires des autres banques. Par conséquent à la fin de la première séance les délégués sédentaires ne possèdent plus que le récapitulatif de leurs créances, mais, par contre, ils ont entre les mains sous forme d'ef-

(31) Nous empruntons cette définition à M. Piron : Note prise à son cours d'Economie politique à la Faculté de Droit de Paris, en 1926-27.

fets le montant des créances des autres banques sur la leur.

A ce moment la première séance est terminée, et les délégués mobiles : les messagers vont porter les effets aux banques, dont ils sont les représentants pour faire vérifier la régularité des titres présentés.

Ceci fait la seconde séance commence. Les délégués sédentaires, sur les indications des délégués mobiles, rectifient leurs chiffres en laissant de côté les chèques sans provision et les créances douteuses. Après avoir balancé ensuite le total des débits et celui des crédits chacun d'eux appelle le solde créateur ou débiteur de sa banque sur l'ensemble des autres. Car, en Angleterre, il n'y a pas lieu de rechercher exactement les débiteurs et les créanciers vu la personnalité morale dont est investie la caisse de compensation. C'est elle, en effet, qui devient créancière ou débitrice, ce qui ne l'engage à rien, car si les calculs sont faits d'une façon exacte les opérations doivent se balancer exactement.

Maintenant, pour les sommes qui n'ont pas pu être compensées afin d'éviter un règlement en espèces on oblige tous les membres de la chambre de compensation à posséder un compte à la Banque d'Angleterre, et, par suite, ce dernier règlement s'effectue entre les banques par virements de la Banque d'Angleterre tout comme pour les virements entre particuliers.

Les points importants à retenir en ce qui concerne le clearing house de Londres, c'est que le nombre de ses membres est très faible, et que par suite chacun

d'eux est chargé de représenter un grand nombre d'autres banques, et que, d'autre part, le Clearing House est doté de la personnalité morale, qui en fait l'intermédiaire entre les banquiers.

L'importance des opérations traitées par les chambres de compensation est considérable. Pour en donner une idée avant guerre le Clearing House de Londres compensait pour plus d'un milliard d'effets par jour, et la chambre de compensation de New-York, qui fonctionnait d'après les mêmes principes, effectuait pour plus de deux milliards par jour.

#### LES CHAMBRES DE COMPENSATION EN FRANCE

Aussi devant l'importance de ces résultats l'idée devait venir aux banquiers français de créer également des chambres de compensation dans notre pays, ce qui fut réalisé en 1873 pour Paris.

D'après l'article 2 des statuts de la Chambre de compensation des banquiers de Paris celle-ci a pour objet de « faciliter à ses adhérents, par compensation journalière entre eux, le règlement des versements, chèques, mandats, effets à échéance, avals, etc... qu'ils ont chaque jour les uns sur les autres » et ces statuts précisent d'une façon très claire les avantages, que nous avons d'ailleurs déjà indiqués résultant de ce procédé en indiquant que par ce procédé « chaque membre peut éviter d'envoyer chez ses confrères, et même chez les centaines d'agences de ces confrères, de nombreux encaisseurs qui perdraient en courses un temps précieux et dont il faudrait vé-

rifier la recette en fin de journée ; il réalise des milliards d'encaissements avec deux employés seulement, et, quelle que soit l'augmentation de ses encaissements, il n'aura jamais plus de deux employés ».

Et d'après ce que nous avons vu précédemment tout se résume en définitive à substituer au règlement en numéraire de toutes les dettes des banques les unes sur les autres la compensation de toutes ces sommes avec recours pour le solde non compensable à un virement effectué par la Banque de France, à laquelle tous les membres de la chambre de compensation sont affiliés <sup>(32)</sup>.

Cependant pendant longtemps il y eut de grandes différences entre les chambres de compensation de Paris et de Londres, car tandis qu'à Londres le Clearing House possédait la personnalité juridique, l'institution française ne la possédait pas ce qui forçait chacun des membres à appeler le montant de ses créances et de ses dettes sur tous les autres.

Il en résultait que la chambre de compensation de Paris ne pouvait comprendre un grand nombre de banques, car chaque nouveau membre aurait été la cause d'une augmentation de plus en plus considérable du travail de la chambre. C'est ainsi que M. Georges Picot indique que si le nombre des membres, qui était de 12 jusqu'en 1917, avait augmenté de 25 % ou de 50 % le travail qui en serait résulté se serait accru respectivement de 59 % et de 131 %, ce qui eut été prohibitif.

(32) Consulter M. Ch. Georges Picot : « La Chambre de compensation ».

On pourrait objecter qu'en Angleterre il n'y a actuellement que onze membres du Clearing House, ce qui n'empêche pas ce dernier de donner satisfaction à toutes les banques du pays. Mais ceci résulte d'une organisation différente grâce à laquelle chaque membre du Clearing House représente un grand nombre de confrères, qui sont crédités le soir même, et sans frais tout comme les membres de la chambre, ce qui empêche l'augmentation du nombre des membres en enlevant tout intérêt à en faire partie.

En France, au contraire, il est presque impossible d'opérer des compensations sans faire partie du groupement, et il en résultait que les demandes d'admission étaient très nombreuses. Aussi il sembla nécessaire d'examiner le mécanisme de travail employé à New-York, où les membres sont au nombre de 56 pour étudier les simplifications à apporter au système français ; dans ce but fut créée une commission d'étude.

Cette commission se rendit aux Etats-Unis en 1917 et c'est à la suite de ses travaux que fut adopté définitivement le système de compensation en vigueur actuellement.

Dans la méthode actuelle pas plus que dans l'ancienne la chambre de compensation ne jouit de la personnalité juridique.

Quant au travail la grosse simplification apportée consiste dans l'adoption par tous les membres de fiches, et de feuilles d'écritures rigoureusement identiques.

D'autre part le travail est préparé à l'avance, ce

qui est normal, par chaque banque intéressée, dans un service spécial nommé « service chambre de compensation ».

Dans ce poste les effets sont divisés en deux catégories : ceux relatifs aux recettes, et ceux qui ont trait aux dépenses, c'est-à-dire aux versements à effectuer.

Ces derniers sont inscrits sur un imprimé modèle n° 3 d'après le règlement et dont nous donnons ci-dessous la reproduction.

**CHAMBRE DE COMPENSATION**  
**DES BANQUIERS DE PARIS**

Modèle N° 3

Paris, le ..... 193

**N° 45 SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS**

**VERSEMENT DE FRs**

*en faveur de* .....

*de frs* .....

*d'ordre de* .....

*pour compte de* .....

*et au crédit de* .....

**Reçu double S. V. P.**

**SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS**  
R. C. Seine 84 112

Dans cet imprimé, par conséquent, seule change entre les banques la raison sociale, et pour simplifier encore le travail chaque membre possède un numéro distinct.

En ce qui concerne les effets ceux-ci après avoir été classés en deux paquets concernant l'un les recettes, et l'autre les dépenses, sont à leur tour sub-

divisés en quatre catégories : 1° chèques et effets sur les sièges des établissements adhérents ; 2° chèques et effets sur les agences des établissements adhérents ; 3° chèques sur la province première zone ; 4° chèques sur la province deuxième zone.

Modèle N° 1

CHAMBRE DE COMPENSATION  
DES BANQUIERS DE PARIS

---

Séance du .....

Effets présentés par  
N° 45 Société Nancéienne  
de Crédit Industriel et de Dépôts

à .....

(Fiche à conserver)

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

Après ce triage il est établi pour chaque chèque ou effet une fiche : imprimé modèle I, dont la couleur varie avec les catégories sus-indiquées, par l'établissement créancier. Cette fiche contient le détail des

effets et le total. Et ce total est à son tour repris sur une fiche (modèle n° 10) permettant de savoir le montant exact des effets dont l'établissement remettteur devra être crédité. (Voir modèle ci-dessous.)

Modèle N° 10

**CHAMBRE DE COMPENSATION DES BANQUIERS  
DE PARIS**

---

N° 45 SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS

prie M..... de le

**CRÉDITER de Frs :** .....

**DÉBITER de Frs :** .....

pour opérations de la.....Séance du.....193 .

Ces fiches comme nous le montrerons ultérieurement serviront de moyen de contrôle une fois que la banque aura remis les effets aux autres banques.

Quant aux versements qui ont déjà été inscrits sur les fiches modèle n° 3 ils sont repris à leur tour sur des bordereaux récapitulatifs modèle n° 2, auxquels correspondent les mêmes fiches n° 10, qui peuvent servir tant pour le débit que pour le crédit.

Une fois ce travail préparatoire accompli le distributeur, c'est-à-dire l'employé qui sera chargé de présenter aux autres représentants des membres de la chambre les effets de son établissement, prend

en charge les effets et les inscrit sur une feuille spéciale (imprimé modèle n° 8) dont nous ne reproduisons d'ailleurs pas le modèle, car cette feuille se rapproche beaucoup des feuillets des livres de comptabilité.

Modèle N° 2

CHAMBRE DE COMPENSATION DES BANQUIERS DE PARIS

Séance du .....

**Versements à effectuer par**

**N° 45 SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET DE DÉPÔTS**

à .....

le .....

| POUR LE COMPTE DE | SOMMES |
|-------------------|--------|
|                   |        |

Cette feuille, dite feuille du distributeur, est divisée en sept colonnes : la première rappelant le numéro d'ordre des banquiers membres de la chambre de compensation, la seconde indiquant leur nom, les troisième et quatrième consacrées l'une au total du débit

de la banque sur chacune des autres, l'autre à celui des crédits, la cinquième rappelant le numéro d'ordre, la sixième consacrée aux visas et la septième et dernière aux agences, qui ont lieu d'être indiquées le cas échéant.

D'autre part la feuille comprend autant de lignes qu'il y a de membres de la chambre de compensation, plus une ligne pour la Banque de France.

Tout ceci étant fait les deux représentants de chacune des banques se rendent à la chambre de compensation située boulevard des Italiens, et au début de la séance le receveur de chaque banque est assis à sa place avec devant lui son distributeur.

Au signal donné par l'inspecteur chargé d'assurer la bonne marche des opérations, les distributeurs se déplacent d'un rang pour remettre au receveur de la maison voisine les effets dont ils sont porteurs sur cette banque, et par déplacements successifs ils reviennent à la fin de la séance en face du receveur de leur maison après s'être déchargés de tous les effets qui étaient en leur possession. Le receveur de chacune des banques a, au contraire, en sa possession, tous les effets qui lui ont été présentés par les distributeurs des autres banques.

Ce receveur, d'après la feuille de son distributeur, inscrit sur une feuille dite « feuille du receveur » : au débit de la chambre de compensation le total des chèques et effets que possède sa banque sur les autres ; et au crédit de cette dernière le montant des versements à effectuer par sa banque.

Cette feuille comprend en conséquence la nomen-

clature de tous les membres de la chambre avec pour chacun d'eux autant de divisions en débit et crédit qu'il y a de séances de compensation par jour, c'est-à-dire trois les jours ordinaires, et quatre à chaque échéance.

Ceci fait il reçoit les liasses qui lui sont remises par les distributeurs, les émarge, et contrôle la concordance des chiffres inscrits sur la feuille présentée avec les fiches n° 10, qu'il détient. Ces fiches qu'il reçoit des autres banques lui permettent en effet de compléter sa feuille de receveur en portant au crédit de chaque adhérent le montant des effets remis, et au débit le montant des versements effectués par ces derniers.

Modèle N° 6

## CHAMBRE DE COMPENSATION DES BANQUIERS DE PARIS

Séance du .....

N°

| DÉBIT DES MEMBRES | CRÉDIT DES MEMBRES |
|-------------------|--------------------|
|                   |                    |

Toutes ces écritures faites le receveur fait le total des débits et des crédits et remet à l'inspecteur une fiche reproduisant les deux totaux (fiche modèle n° 11). L'inspecteur après avoir fait additionner à la machine tous les totaux des fiches 11, vérifie si les totaux obtenus au débit et au crédit sont égaux. Dans ce cas il déclare la première séance levée, sinon il y a lieu à des vérifications pour retrouver les erreurs.

Entre la première et la deuxième séance le distributeur porte à sa banque les effets qu'il a reçus des autres banques afin de les faire contrôler, et de permettre au receveur d'écarter les chèques sans provision et effets douteux.

Puis commence la deuxième séance, qui a lieu d'après le même système, sauf que le receveur ajoute à ses opérations le report de la première séance après rectifications.

Enfin la troisième séance est consacrée à la compensation des chèques et effets impayés et au règlement définitif de la journée. A la fin de cette séance l'inspecteur reçoit des différents receveurs une fiche semblable à la fiche 11 sauf qu'elle porte en plus l'indication du solde créditeur ou débiteur de la banque, et c'est d'après ces fiches que l'inspecteur établit la feuille définitive de compensation.

Pour effectuer cette dernière les membres débiteurs créditent la chambre de compensation par virement de la Banque de France tandis que l'inspecteur crédite les banques créancières, par ordres de virements qu'il signe. Voir ci-dessous les deux modèles utilisés.

COMPTE }  
à .....  
DÉBITER }

**VIREMENT pour Frs** 

Paris, le ..... 19 ..

LA BANQUE DE FRANCE portera au Crédit de la  
CHAMBRE DE COMPENSATION la somme de.....  
.....Frs,  
dont elle débitera notre compte sus-indiqué.

Modèle de Virement établi par les membres débiteurs

CHAMBRE DE COMPENSATION.....  
.....

**VIREMENT pour Fcs** 

Paris, le ..... 19 ..

LA BANQUE DE FRANCE portera au Crédit de  
.....  
la somme de .....  
dont elle débitera le compte de la CHAMBRE DE  
COMPENSATION.

L'Inspecteur de la Chambre de Compensation,

Modèle de Virement établi en faveur des membres créditeurs

Mais le mécanisme que nous avons indiqué ne concerne que les chèques et effets payables par les sièges. Pour les effets des trois autres catégories ils nécessiteraient des correspondances, ou des déplacements trop nombreux, aussi ils ne sont remis qu'en vue de séances ultérieures ; et ces effets qui après visa du receveur sont conservés par le distributeur sont compensés seulement le lendemain pour les agences, et le quatrième ou sixième jour seulement pour les effets provinces première et deuxième zones.

Ce système d'ailleurs est inférieur aux procédés anglais, grâce auxquels les correspondants de province sont crédités ou débités le jour même sauf des réserves donnant lieu à des rectifications ultérieures pour les effets revenant impayés.

En dehors de Paris se sont constitués en province des organismes semblables, qui se rapprochent beaucoup plus du modèle anglais. Fondés, en effet, à l'instigation de la Banque de France, ils se réunissent dans les locaux mêmes des succursales de province de cette banque, et c'est la Banque de France elle-même qui joue le rôle de chambre de compensation.

Néanmoins en 1913 le montant des compensations effectuées à Paris n'atteignait que quatorze milliards et demi dans l'année, ce qui était peu par rapport aux 365 milliards de Londres et aux 730 milliards de New-York, mais ce qui est explicable si l'on tient compte du fait qu'en France, à part les grands centres, les effets sont réglés en espèces tandis qu'en Angleterre et en Amérique tous les effets sont réglés par compensation grâce aux membres de ces cham-

bres agissant comme intermédiaires des autres banquiers.

En 1926 la chambre de Paris a atteint un chiffre record avec 547 milliards, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque il ne s'agissait plus que de francs-papier, ce qui diminue l'importance de cette somme. En 1927 la chambre de Paris retombait au chiffre de 308 milliards, tandis que dans la même année Londres compensait pour 42 milliards de livres sterling soit 5.200 milliards de francs, et New-York pour 502 milliards de dollars, soit 12.000 milliards de francs.

Il est vrai que pour la France il y a lieu de tenir compte des compensations effectuées en province, qui, en 1927, dernière année normale avant les premiers symptômes de la crise mondiale, s'élevaient à 1.400 milliards, et des virements postaux, qui atteignaient 328 milliards <sup>(33)</sup> et <sup>(34)</sup>.

En dehors des procédés indiqués il y aurait lieu de parler des procédés actuels, mais nous avons trouvé que cette étude serait plus à sa place dans la partie consacrée à l'étude technique des virements en banque.

### *Conclusion de l'histoire*

De tout ce que nous avons vu il nous semble que nous pouvons tirer les conclusions suivantes.

(33) Nous reproduisons ces chiffres d'après les notes prises au cours de M. Germain Martin en 1926-27.

(34) Avant la loi du 26 janvier 1917, les compensations étaient entravées en partie par le fisc, qui prétendait à la perception d'un droit spécial pour les domiciliations des effets en banque. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question dans la partie V,

Les virements, sauf à Rome, ont été d'origine bancaire et leur développement a suivi celui des dépôts en banque, qui eux-mêmes ont été motivés à l'origine par les risques de perte ou de vol auxquels s'exposaient les particuliers en conservant leur argent à domicile.

Et ce sont les mêmes risques qui ont motivé l'emploi des virements, car il fallait trouver un moyen pratique d'utilisation des dépôts.

D'un autre côté les virements ont eu tendance à se généraliser par suite des économies de frais de transport de monnaie qu'ils permettaient de réaliser.

Enfin les chambres de compensation ont achevé et consacré le progrès des virements en permettant aux banques de réaliser des économies d'encaisse et de personnel.

Une cause du développement des virements consiste dans la preuve économique qu'ils procurent pour les opérations effectuées ; et d'ailleurs sans les virements tout l'or du monde même en circulant le plus vite possible n'aurait pas été suffisant pour régler toutes les transactions, même au Moyen Age, où si le montant des affaires était faible les stocks d'or étaient presque épuisés.

## DEUXIÈME PARTIE

### Etude technique des virements en banque

#### SOMMAIRE

Dans cette seconde partie nous supposerons que le donneur d'ordre et le bénéficiaire ont tous deux la capacité juridique nécessaire pour effectuer un virement.

Ceci étant donné nous nous proposerons d'examiner les virements proprement dits, et ensuite les virements pour ordre.

Et en ce qui concerne les virements proprement dits nous étudierons successivement : 1°) les différents instruments qui servent à opérer des virements en France et à l'étranger ; 2°) les procédés employés au point de vue comptable pour exécuter les ordres de virement ; 3°) les moyens de contrôle utilisés par les banques pour éviter des erreurs.

Relativement aux comptes d'ordre, auxquels s'appliqueront tous les renseignements donnés précédemment, nous nous occuperons surtout d'expliquer leurs raisons d'être.

## LES VIREMENTS PROPREMENT DITS

Le procédé le plus simple pour effectuer un virement, et c'est d'ailleurs celui qui fut utilisé dans les débuts, consistait pour le donneur d'ordre à venir en personne donner au banquier l'ordre de virer telle somme au crédit d'un autre client du même établissement, et ce bénéficiaire, étant également présent, déclarait accepter d'être réglé par ce procédé.

Cependant si le moyen employé était pratique parce qu'il permettait au banquier de s'assurer du consentement des parties, il présentait le grave inconvénient de nécessiter le déplacement des deux intéressés. D'autre part comme cet ordre était donné verbalement dans les débuts il fallait également dérouter des témoins, aussi ce système a été abandonné depuis longtemps.

D'ailleurs, et le cas se présente encore assez souvent dans la pratique, si les deux parties intéressées se trouvaient ensemble à la banque, cette dernière exigerait néanmoins un ordre écrit constituant pour elle un titre de preuve, qui lui est d'ailleurs imposé au point de vue fiscal.

A l'heure actuelle, par conséquent, tous les ordres de virements sont donnés par écrit, et on peut distinguer dans ces écrits ceux qui ne peuvent être réglés que par virements ou compensations comme les chèques de virement et les mandats rouges de la Banque de France ; et ceux qui, de leur nature, constituent plutôt des instruments de paiement pouvant servir également à opérer des virements et compen-

sations comme les chèques simples, et les chèques barrés.

*Les mandats rouges de la Banque de France,  
et les ordres de virement des autres banques*

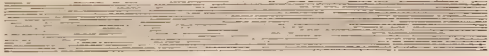
A tout dépositaire de fonds à la Banque de France — et celle-ci n'admet d'ailleurs de dépôts qu'à partir d'une certaine somme variable suivant les époques — il est remis, sur simple demande, un carnet de virement analogue comme format aux carnets de chèques. Ces billets sont surtout utilisés par les banquiers et les agents de change auxquels ils permettent de régler par virements à la Banque de France les dispositions fournies sur eux, comme, par exemple, les lettres de change et les chèques.

Les autres banques ont imité la Banque de France, et délivrent également à leur clientèle des ordres de virement, qui moyennant une provision suffisante permettent de régler toutes les sommes dues à un autre client de la même banque, et ceci par simples virements.

Ces écrits sont rédigés de la façon suivante :

B. P. F. 

A ..... , le ..... 193 ..

Veuillez créditer le compte de M .....  
par le débit du compte de .....  
de la somme de 

(Signature du donneur d'Ordre)

Sur le vu de cet ordre le banquier exécute le virement s'il y a provision suffisante,

Mais en dehors de ces procédés, si l'on met à part les chèques postaux sur lesquels nous reviendrons, il n'existe en France aucun autre type de formule permettant d'exécuter exclusivement des virements.

Il n'en est pas de même à l'étranger, et en particulier en Allemagne.

Ce pays possède, en effet, depuis la loi du 11 mars 1911, le Verrechnungsscheck, ou chèque de compensation.

Dans la forme, et c'est ce qui diffère ces formules des mandats rouges, il s'agit d'un chèque ordinaire sur lequel, d'après l'article 14 de la loi précitée, a été portée de la main du tireur ou de celle de tout porteur, la mention inscrite sur le recto du titre « *nur zur Verrechnung* » (seulement pour compensation).

Un semblable chèque ne peut en aucun cas être payé en espèces, et le porteur ou le tireur ne peuvent se libérer qu'en faisant créditer le compte du bénéficiaire du montant du chèque. Et ce fait, que ce chèque ne peut être réglé que par virement, le différencie du chèque barré français, qui peut être acquitté en espèces à un banquier, un notaire ou un agent de change. Et pour renforcer cette garantie il est interdit de supprimer ou de rayer la mention « *nur zur Verrechnung* ».

Ce chèque a été admis également en Suisse en mê-

me temps que le chèque barré, et il a été réglementé par les articles 1086 à 1090 du C. O. (1).

En France plusieurs propositions de loi ont été déposées à ce sujet ; et, en particulier, par M. Achille Fould et M. Guy de Montjou, en date du 16 mars 1925, mais on a objecté, avec juste raison, selon nous, que le nombre des comptes courants étant trop peu développé, le chèque destiné exclusivement aux virements n'aurait guère d'applications pratiques.

Le tireur devrait, en effet, s'occuper avant de porter la mention « seulement pour compensation » de savoir si le bénéficiaire possède un compte en banque, et ce dernier à son tour ne pourrait l'endosser qu'à un autre possesseur de compte, ce qui limiterait la circulation du chèque.

Du reste en Angleterre, où le chèque de virement est inconnu, ceci n'empêche pas la plupart des opérations de se régler par virements et compensations grâce au chèque ordinaire et au chèque barré, tandis qu'en Allemagne le chèque de virement est resté d'un emploi limité, et n'a nullement augmenté les dépôts en banque, comme l'espéraient les auteurs du projet.

La loi, en effet, peut servir à développer et à préciser une institution, mais la force créatrice de la loi est très faible. Les usages peuvent être réglementés, mais la loi ne crée pas l'usage. C'est ainsi que la loi de 1907 sur le bien de famille est restée à peu près lettre morte.

(1) Le chèque barré par Marc Tapernoux, Saint-Maurice, 1930, p. 43, § 2.

2° *Procédés employés au point de vue comptable pour exécuter les ordres de virement.*

Dès que le comptable de la banque a entre les mains l'ordre de virement, il rédige les fiches qui permettront de l'exécuter, et classe ensuite l'ordre de virement, qui peut faire foi en justice, dans les pièces comptables.

Les fiches d'après lesquelles le teneur de livre positionnera les écritures portent l'indication : débit ou crédit, et sont en général de couleurs différentes suivant qu'il s'agit de l'une ou l'autre de ces catégories.

Pour comprendre le mécanisme même des virements supposons que DUPONT, qui possède un compte

|                                                          | Valeur X jours  |
|----------------------------------------------------------|-----------------|
| <b>Virement B. P. F.</b>                                 | <b>1.000 20</b> |
| <b>DÉBIT</b>                                             |                 |
| <i>Doit DUPONT à Paris</i>                               |                 |
| <i>Virement timbré à l'ordre de DURAND à Paris .....</i> | <b>1.000 »</b>  |
| <i>Coût timbre de virement</i>                           | <b>0 20</b>     |
|                                                          | <hr/>           |
|                                                          | <b>1.000 20</b> |
| Paris, le 1/3 1932                                       |                 |

Fiche de débit (Figure I)

|                                              | Valeur      |
|----------------------------------------------|-------------|
| <b>Virement B. P. F.</b>                     | <b>0 20</b> |
| <b>CREDIT</b>                                |             |
| <b>P. P.</b>                                 |             |
| <i>Récupération du timbre virement... ..</i> | <b>0 20</b> |
| Paris, le 1/3 1932                           |             |

Fiche de crédit (Figure II)

de dépôts à Paris, ait donné l'ordre de virer à Durand, possesseur d'un compte client à la même banque, la somme de 1.000 francs, et supposons que l'or-

dre a été exécuté le premier mars 1932. Les fiches seront au nombre de deux pour le crédit (figures 2 et 3) et il n'y en aura qu'une pour le débit. Il s'agit, en effet, de récupérer le timbre de virement en supposant que Dupont ne possède pas de carnet de virements, et, par suite, il ait été obligé de donner l'ordre à la banque même.

Valeur X jours

Virement B. P. F. 1.000 »

CREDIT

*Clients DURAND à Paris*

*Virement timbré ordre*

*DUPONT à Paris..... 1.000 »*

Paris, le 1<sup>er</sup> Mars 1932

Au cas où il s'agirait du titulaire d'un carnet il aurait été débité du montant des timbres au moment où on lui a donné, et il n'y aurait plus lieu dans ce cas à une fiche de récupération, ni aux vingt centimes figurant à la fiche débit (figure I) en plus des 1.000 francs.

En plus de la récupération du timbre, qui est pratiquée de la façon indiquée sur les figures, qui en disent plus qu'un long texte, les banques doivent trouver un bénéfice dans l'opération, d'où l'indication Val. signifiant valeur, placée en haut des fiches.

Les banques font porter intérêt au virement inscrit au compte du bénéficiaire seulement un ou plu-

sieurs jours après que l'écriture a été affectée au compte, mais comme cette valeur peut être variable avec les banques, et même avec les clients, nous l'avons représentée seulement par X jours. Si nous supposons que la valeur appliquée est celle du lendemain notre fiche étant du 1<sup>er</sup> la valeur sera pour le bénéficiaire : Val. 2 mars 1932.

Comme, au contraire, le donneur d'ordre voit les intérêts débiteurs courir contre lui de un ou plusieurs jours avant la passation de l'écriture on conçoit que ce décalage en plus ou en moins permette à la banque de réaliser des bénéfices d'intérêts qui, au total, peuvent être de deux à plusieurs jours.

Mais après que ces fiches ont été rédigées, et que les écritures ont été portées aux différents comptes, il pourrait se faire que malgré tout le soin apporté par les employés de banque aux écritures, qu'ils passent en compte, des erreurs se produisent. Pour rendre ces dernières aussi rares que possible les banques se servent de différents procédés de contrôle qu'il nous reste à examiner.

### *3° Moyens de contrôle.*

Ce contrôle est exercé simultanément par le client et par les employés de banque.

En ce qui concerne les clients la banque adresse à chacun des intéressés un avis d'exécution des opérations effectuées, et sur cet avis on porte le solde créditeur ou débiteur du compte.

Cet avis permet, par conséquent, au client de contrôler, s'il a soin de conserver les avis successifs,

l'exactitude des opérations; et, d'autre part, comme ces lettres sont signées par un ou plusieurs représentants compétents de la banque, les lettres de position leur servent en même temps de moyen de preuve.

Cependant si les banques se fiaient seulement au contrôle exercé par les clients, celui-ci serait souvent illusoire, car, encore à l'heure actuelle, beaucoup de personnes, même parmi celles qui possèdent une certaine instruction, ne se rendent pas compte exactement des avis qui leur sont adressés. Et par suite, ces personnes lisent les avis d'une façon plus ou moins négligente et les jettent ensuite au panier.

Du reste, même si le contrôle exercé par la clientèle fonctionnait d'une façon efficace, les banques auraient néanmoins intérêt à retrouver les erreurs directement ; car, si les fautes commises se répétaient trop souvent à l'égard du même client, ce dernier en déduirait que l'établissement auquel il a confié ses affaires a une comptabilité mal tenue et qu'il n'est, par suite, pas sérieusement dirigé.

Le premier procédé utilisé par les banques consiste en fin de journée à pointer les écritures par rapport aux fiches. D'autre part comme, pour chaque virement, le total de la fiche ou des fiches de débit doit être égal au total de la fiche ou des fiches de crédit, l'employé, à la fin de chaque journée, fait le total de sa feuille récapitulative des opérations effectuées. Si les deux totaux sont égaux les fiches ont été inscrites correctement, sinon il y a lieu de rechercher l'erreur commise, soit en vérifiant si les fiches sont rédigées correctement, soit en examinant si elles ont été bien

recopiées sur la feuille récapitulative. Cette dernière joue du reste plusieurs rôles importants. Comme l'employé, avant d'inscrire les virements sur les livres, doit recopier les fiches sur sa feuille, cette dernière permet en fin de journée de se rendre compte si des fiches n'ont pas été égarées. D'un autre côté, comme les fiches sont remises chaque jour à un service chargé de tenir le double des livres, en cas de contestations entre les deux services comptables, la feuille récapitulative permet de se reporter à la pièce incriminée en se la faisant adresser en communication, après avoir indiqué son numéro d'ordre et la date où elle a été passée.

Ce second service comptable, dont nous venons de parler, a principalement pour objet, en tenant les livres en double, de permettre à l'agence, ou au siège, suivant les cas, de suivre les opérations des bureaux qui en dépendent ; et il permet, d'autre part, à chaque fin de mois, ou de quinzaine, suivant les banques et suivant l'importance des catégories de comptes, d'effectuer un rapprochement entre les deux soldes au moyen de balances adressées périodiquement.

On conçoit aisément qu'avec toutes les précautions prises, quand les deux soldes sont d'accord, il y ait extrêmement peu de chance qu'une erreur aît pu se glisser dans les opérations.

En ce qui concerne les avis adressés au client il convient d'ailleurs d'indiquer que certaines écritures très faibles comme importance ne donnent pas lieu à des avis, qui entraîneraient trop de frais et, d'un

au autre côté, les intérêts ne sont portés en compte que tous les trimestres ou tous les semestres.

Pour permettre aux clients de suivre tout le détail de leurs opérations les banques ont pris l'habitude de leur adresser le relevé trimestriel ou semestriel des opérations effectuées en priant les clients de leur adresser leur accord. En cas où ces derniers ne se donnent pas la peine de l'envoyer, il est présumé avoir lieu tacitement, et nous aurons l'occasion de revenir sur cette question au sujet de la preuve des virements.

Jusqu'à présent nous ne nous sommes préoccupés que des clients remettant des ordres de virement. Il peut se faire, au contraire, que le client au lieu d'un ordre de virement remette un chèque à la banque, et nous aurons plusieurs cas à envisager suivant que tireur et bénéficiaire sont clients de la même banque, ou d'agences différentes d'une même banque, ou enfin de banques différentes.

Dans le cas où tireur et bénéficiaire sont clients de la même banque le virement sera effectué de la façon suivante : comme fiche de débit on conserve tout simplement le chèque sur le verso duquel on porte la mention suivante « payé par le débit du compte », ce qui empêche le chèque de pouvoir servir ultérieurement. Cette mention nous servira plus tard à prouver que le virement doit être assimilé à un paiement. Pour le crédit on se sert d'une fiche semblable au modèle de la page 36 en remplaçant dans le libellé le mot virement timbré par : reçu à votre ordre chèque de M..., n°... Il n'y aura pas lieu à une

fiche P. P. (profits et pertes) car le timbre des chèques est perçu au moment de la remise des carnets.

S'il s'agissait d'un client d'une autre succursale ou agence de la même banque la fiche de crédit porterait comme indication le nom du bénéficiaire, et en plus l'indication de la succursale ou agence.

Suivant les règlements de chaque banque ces virements peuvent, le cas échéant, passer obligatoirement par l'intermédiaire du siège social, mais ceci concerne davantage le mécanisme administratif des établissements de crédit, qu'une étude générale sur les virements.

Pour les clients d'une même banque, que l'opération donnant lieu à virement ait sa source dans un chèque ou dans un ordre de virement, les deux clients sont avisés de façon identique, bien qu'il puisse arriver, à la suite de conventions prises avec les clients, que le tireur du chèque ne reçoive pas de lettre de position, car il peut savoir que l'opération a eu lieu en ne recevant pas de réclamations du bénéficiaire.

S'il s'agit de clients de succursales différentes, ils sont avisés séparément chacun par la succursale dont ils sont les clients, mais la banque qui opère le virement doit prévenir l'autre succursale de l'opération.

Enfin si tireur et bénéficiaire sont clients de banques différentes le virement simple ne peut fonctionner qu'en cas où les deux banques jouent le rôle de correspondants réciproques les unes des autres, car, dans cette hypothèse, les relations d'affaires étant suivies, elles peuvent procéder entre elles à des compensations.

Dans les autres cas trois procédés peuvent être envisagés, mais certains d'entre eux nécessitent l'emploi de la monnaie :

1° Si la banque du tireur est située sur la même place, et qu'il n'existe pas de chambre de compensation en ce lieu, le chèque sera présenté à l'encaissement à la banque du tireur, et le bénéficiaire sera crédité du montant par fiche de caisse.

2° Si la banque du tireur est située sur une place différente le chèque sera accepté comme remise. Le bénéficiaire sera crédité de son montant, et le chèque sera expédié attaché au bordereau de remise, ou à une lettre, soit par l'intermédiaire d'agence ou de correspondants, soit directement, au lieu du paiement, où il pourra suivant qu'il existe une chambre de compensation ou non être compensé ou encaissé. Le bénéficiaire sera débité ultérieurement des agios provenant de l'opération.

Il est à noter que les banques acceptent fréquemment les chèques comme remises, car le chèque étant payable à vue les risques sont réduits au minimum ; et un pareil chèque peut être porté avant encaissement au crédit d'une personne solvable même si elle ne bénéficie pas d'un crédit d'escompte.

3° Si cependant le bénéficiaire n'inspire pas confiance à la banque relativement à sa solvabilité, on peut craindre, dans ce cas, que malgré le délai très court qui s'écoulera entre la présentation du chèque au guichet de la banque, où ce client possède un compte, et celle qui aura lieu à la banque du tireur,

ce client ne puisse pas rembourser l'effet porté en compte, si celui-ci revient impayé.

Dans ces conditions le chèque ne sera pas porté directement en compte, mais accepté seulement à l'encaissement. Le bénéficiaire n'aura donc la libre disposition du montant du chèque qu'après encaissement.

Or les comptes « effets à l'encaissement » faisant partie des comptes d'ordre, nous allons essayer d'indiquer les raisons d'être de ces derniers, en examinant assez rapidement — pour éviter des répétitions — les moyens utilisés pour les créditer ou les débiter.

### LES COMPTES D'ORDRE

Au début de notre étude nous avons indiqué qu'il existait certains comptes au sujet desquels les virements, qui y figuraient, ne pouvaient pas, du point de vue juridique, porter ce nom, puisque le compte du donneur d'ordre et celui du bénéficiaire appartenaient tous les deux à la même personne, ou, encore, parce que ces comptes concernaient des opérations mises provisoirement en suspens avant une affectation définitive.

De ces explications, dont la dernière n'avait pas figuré dans notre introduction, il résulte qu'on peut définir les comptes d'ordre, qui sont au nombre de ces comptes spéciaux, des comptes appartenant en propre à la banque, ou, et c'est le cas le plus fréquent, des comptes provisoires, où figurent, pour des néces-

sités de contrôle, certaines opérations de banque, par virements ou par caisse, soit en attendant une affectation définitive, soit en attendant que le compte soit nivelé.

L'existence des comptes d'ordre provient du fait que, dans une banque bien tenue, tout ce qui entre ou sort, comme espèces, effets de commerce, titres ou coupons, doit être enregistré sur des livres, dont certains peuvent faire dans un but de contrôle, ou de centralisation, double emploi.

C'est ainsi qu'en ce qui est relatif aux souscriptions de titres, ces dernières figureront au compte d'ordre avant affectation définitive tandis qu'à la réception des titres ceux-ci seront inscrits au livre d'entrée des titres avant de figurer à la sortie au moment de leur livraison aux clients.

Les chèques et effets de commerce, qui sont payables sur une place donnée, doivent donc être inscrits sur un livre à leur arrivée ; et c'est d'autant plus nécessaire qu'en ce qui concerne les effets de commerce ces derniers parviennent aux banques chargées des recouvrements plusieurs jours, parfois même un mois, avant l'échéance.

C'est pour cela qu'en plus d'un livre d'entrée, où ces effets sont mentionnés au fur et à mesure de leur arrivée, les banques ont encore créé des comptes d'ordre spéciaux permettant, d'une part, de suivre et de contrôler les mouvements du portefeuille, et, d'autre part, de prendre les effets en charge sous bonne valeur.

C'est ainsi que la banque qui a remis les effets en

sera créditée provisoirement par le débit du compte « effets en recette » jusqu'à l'échéance.

A ce moment on peut distinguer deux cas différents suivant que les effets remis par les autres banques concernent des clients de l'établissement envisagé ou non.

Dans le premier cas, si une provision suffisante existe au compte, et si le client est d'accord, la banque créditera le compte « effets en recette » par le débit du compte de chacun des clients.

Dans le second cas la banque n'agit plus pour son propre compte, mais en qualité de correspondant d'autres banques, il n'y a donc pas lieu d'utiliser les règlements par virements ou compensations, car si elle a été chargée d'effectuer les encaissements c'est parce que les gens sur lesquels les effets sont tirés n'ont pas de banquiers (2). Sinon la banque adresserait les effets directement aux banquiers des tirés.

Si l'effet est payé à l'échéance le compte « effets en recette » sera crédité par fiche de caisse, ce qui annulera le débit antérieur de ce compte.

Si, au contraire, l'effet revient impayé, le compte « effets en recette » sera crédité par le débit d'un autre compte d'ordre « effets non payés ». Quant à ce dernier il sera crédité soit par l'encaissement ultérieur de l'effet impayé, soit par le débit du compte huissier, soit enfin par le retour pur et simple de l'effet à la banque qui l'a adressé, et qu'on débite du

(2) Il y a une exception à ce principe quand la banque agissant comme correspondant des succursales, bureaux et agences de la même société, reçoit de ce fait tous les effets en provenance de ces sociétés à encaisser sur la place.

montant. Ceci est possible grâce à la clause, que nous verrons ultérieurement, qui permet d'extourner les écritures concernant les remises revenues impayées, même quand elles figurent, ce qui n'est pas le cas ici, à un compte courant.

Le compte huissier à son tour sera crédité soit par le paiement, soit par le débit de la banque à laquelle on retournera l'effet protesté.

Sans insister davantage on voit que ces comptes sont bien des comptes provisoires destinés à se solder plus ou moins fréquemment.

D'autre part ces comptes permettent aux services de contrôle de vérifier à tout moment si l'existant des effets de commerce, timbres, carnets de chèques timbrés, etc... correspond bien aux soldes des livres, et par suite le contrôle peut s'assurer qu'il n'y a pas de pertes ou de détournements ; et comme ils doivent se solder périodiquement l'examen des livres montrera si, à ce point de vue, il n'y a pas de retard ou de négligence de la part de l'employé.

En dehors des comptes d'ordre (3) il peut d'ailleurs exister d'autres circonstances où les virements effectués ne peuvent être considérés comme tels au point de vue juridique.

Si, par exemple, une même personne possède si-

(3) Les banques possèdent également d'autres comptes appelés comptes généraux et comptes d'amortissements ; mais ces derniers ne diffèrent des comptes d'ordre proprement dits que par le fait que les opérations, qui y figurent, ne sont pas des opérations de passage, et qu'elles concernent exclusivement la banque. La classification est, du reste, très délicate à faire entre ces comptes, et ils peuvent changer de rubrique suivant les banques, et même dans une banque donnée ils peuvent passer d'une catégorie dans l'autre.

multanément plusieurs comptes dans le même établissement, les opérations effectuées entre ces comptes ne sont pas des virements, et sont dispensées du droit de timbre.

Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question au point de vue fiscal, et nous montrerons également dans notre troisième partie que l'ouverture de plusieurs comptes à la même personne peut amener des difficultés quand, un des comptes étant débiteur, la banque veut le régulariser par virement de tout ou partie des soldes créditeurs des autres comptes en invoquant le principe de l'unité des comptes courants.

#### LES VIREMENTS HORS BANQUE

A Rome les virements eurent lieu au début sans l'intermédiaire des banques, et encore actuellement deux commerçants se devant de l'argent réciproquement, et ne possédant ni l'un ni l'autre de comptes en banque, pourraient, après accord préalable, compenser leurs créances réciproques, et opérer entre eux directement des virements sur leurs livres.

Mais ce mode de règlement devient de plus en plus rare et comme, d'autre part, l'article 1134 du C. Civ. stipule que les conventions font la loi des parties les modalités d'application peuvent être extrêmement variables, et leur étude nous entraînerait hors de notre sujet.

Mais en dehors de ces virements entre particuliers après accord préalable l'Etat a pris l'initiative par la

loi du 7 janvier 1918 de créer un service de comptes courants et de chèques postaux, qui devait par son extension jouer un rôle considérable en facilitant les règlements par simples écritures.

Au point de vue terminologique le terme de chèques postaux est, du reste, impropre <sup>(4)</sup>, car le texte de 1918 précise lui-même que les prescriptions de la loi du 14 juin 1865 ne sont pas applicables aux chèques postaux.

Si, en effet, le chèque postal doit être signé, tout comme le chèque ordinaire, par le tireur ou par celui qui a été spécialement autorisé à cet effet ; et si, d'un autre côté, il doit être daté en toutes lettres, et porter l'indication de la somme pour laquelle il est tiré, en toutes lettres et en chiffres, il n'est pas transmissible par voie d'endossement, et au point de vue fiscal, bien que non domicilié dans une banque, il est dispensé du timbre proportionnel des effets de commerce.

Enfin, tandis que le chèque, en cas de non-paiement, est protestable immédiatement, le chèque postal ne peut être protesté en aucun cas, et si la poste refuse de le payer elle se contente de le retourner au tireur avec les motifs du refus.

Enfin, le délai de validité est de dix jours, et le montant du chèque postal ne peut dépasser cent mille francs.

Néanmoins, bien que n'étant pas un chèque, le chèque postal peut, suivant la nature des formules em-

(4) Le terme de comptes courants postaux est aussi discutable et nous reviendrons sur cette question dans notre étude juridique.

ployées, servir soit à retirer des fonds au tireur, s'il tire le chèque à son ordre (chèque nominatif), ou au bénéficiaire (chèque d'assignation) ; soit surtout, dans le cas qui nous intéresse, à opérer des virements entre les titulaires de comptes courants postaux (chèques de virement).

Quant aux formalités nécessaires pour ouvrir un compte courant postal, elles sont assez simples. La demande doit être transmise au bureau de poste de la résidence de celui qui la formule, soit directement, soit par l'intermédiaire du facteur ; et on doit indiquer dans quel bureau de chèques postaux doit être tenu le compte (5), et, le cas échéant, le nom des personnes qui sont autorisées à signer les chèques.

L'administration a le droit d'accepter ou de refuser l'ouverture du compte. En cas d'acceptation cette dernière est transmise au demandeur avec l'indication du numéro de son compte courant. Ce dernier dans les trois jours de la réception doit effectuer un versement de garantie de cinquante francs.

Pour le fonctionnement du compte les chèques de virement, qui sont les seuls qui nous intéressent, sont remis au titulaire sous forme de carnets à souches, chacun des feuillets se divisant en quatre parties, dont l'une reste attachée à la souche afin de permettre au titulaire de se souvenir des opérations effectuées, et dont les trois autres sont adressées au bureau de chèques postaux, qui en conserve une partie,

(5) Les bureaux de chèques postaux ne sont pas à confondre avec les bureaux de poste ordinaires. Ils n'existent que dans les centres importants, et fonctionnent pour plusieurs départements.

remet la seconde au bénéficiaire, et adresse la troisième au tireur pour lequel elle constitue un avis d'exécution.

Pour en expliquer le fonctionnement supposons que Durand, titulaire du compte courant postal Lyon 60-99 veut virer 10.000 francs le 4 janvier 1932 au compte de Dupont, titulaire du compte Nancy 80-77.

Durand portera sur les différentes parties du chèque les indications suivantes : montant du chèque ; nom, adresse et n° du compte courant postal de l'expéditeur ; nom, adresse et n° du compte courant postal du bénéficiaire, lieu de création du chèque postal, date et signature et le tout sera adressé au bureau de chèques postaux sous enveloppe spéciale (que le bureau adresse par paquets sur demande) et qui est dispensée du timbre d'affranchissement. La partie qui reste à la poste constitue la preuve de l'ordre de virement. Il est à noter qu'au verso de la partie destinée au bénéficiaire on peut mettre de la correspondance sans avoir à subir de majoration des frais <sup>(1)</sup>, qui s'élèvent à vingt-cinq centimes par virement, et dont le bureau débite le compte postal. Ce droit de timbre était initialement de dix centimes. En dehors de ces frais il y a à compter le prix d'acquisition des carnets de chèques postaux et des enveloppes, mais ces frais sont minimes, surtout si on les compare à ceux, qu'à défaut de virements postaux, entraîneraient les autres modes d'envoi par mandats-poste ou par plis chargés. Les dépenses occasionnées par les virements postaux sont même plus faibles que celles des chè-

(6) D'après la dernière loi des finances le droit est porté à cinquante centimes, en cas de correspondance au verso.

ques ordinaires, qui coûtent les mêmes frais de timbre, mais en plus s'ils sont adressés par la poste doivent payer les frais d'envoi de plis recommandés (7). Au cas où les chèques sont remis directement aux banques il convient d'indiquer que très souvent les frais d'envoi n'existent plus pour les particuliers, car les banques, expédiant aux autres banques presque tous les jours une nombreuse correspondance, les frais d'envoi de un ou plusieurs chèques passent dans les frais généraux de la banque qui les récupère lors de la perception des agios sur le bénéficiaire du chèque.

Mais si les virements postaux sont un des moyens les plus pratiques et un des plus économiques de régler des dettes, pour que leur usage soit pratique pour les particuliers il faut que ceux-ci aient un mouvement d'affaires assez important nécessitant l'utilisation fréquente des chèques postaux ; sans cela le procédé devient onéreux, car les comptes courants postaux, qui ne peuvent jamais être débiteurs, ne servent aucun intérêt pour les sommes déposées. D'autre part, mais la même prescription a lieu pour les comptes en banque, si, pendant dix ans, le compte est resté sans opérations, le solde du compte est acquis au Trésor Public.

Les virements postaux ont permis de régler par simple jeu d'écritures des centaines de milliards en France, et toutes les banques s'en servent journellement.

(7) D'après la toute récente décision de la Cour de Paris parue dans les journaux, mais pas encore dans la *Gazette du Palais*.

Mais en dehors de leur utilité entre bureaux français (8) ils rendent également de très grands services entre clients de pays différents, quand une convention est intervenue entre les gouvernements des Etats, dont ils sont les ressortissants.

C'est ainsi que la France a passé des conventions de ce genre avec les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche, la Ville libre de Dantzig, le Grand Duché de Luxembourg etc...

La rédaction de ces virements internationaux est la même que celle des virements ordinaires, sauf qu'ils doivent porter en gros caractères la mention « International ». Le montant des virements peut être, au gré de l'expéditeur, exprimé en francs français ou en monnaie du pays destinataire. Dans le premier cas, le bureau de chèques du débiteur français détermine la somme en monnaie étrangère à inscrire au compte du bénéficiaire ; dans le second cas, il fixe la somme en francs français dont doit être débité le compte du tireur.

Tandis que les virements entre titulaires de comptes courants postaux français ne peuvent dépasser 100.000 francs, les virements internationaux ne sont soumis à aucune limitation, ce qui rend leur emploi très avantageux, car la taxe perçue qui s'élève à cinquante centimes par cinq cents francs, avec un minimum de perception de un franc, est assez faible sauf si on la compare à celle des chèques ordinaires.

(8) En 1930, le montant total des chèques postaux s'est élevé à 201.606.956.370 francs 53 centimes, et sur cette somme il y a eu 163.878.686.234 francs 63 centimes, soit 81 % du montant des opérations, qui ont été réglées par virements.

On peut enfin, comme par exemple avec l'Afrique Occidentale Française, envoyer des virements postaux télégraphiques, mais dans ce dernier cas les frais sont beaucoup plus élevés.

#### PROCÉDÉS MODERNES POUR RÉALISER LES VIREMENTS

D'après ce que nous avons indiqué, le virement nécessite l'emploi d'un certain nombre de personnes pour préparer les fiches de virements, les positionner, c'est-à-dire les inscrire aux comptes des intéressés, aviser les clients de l'opération réalisée, et faire figurer ensuite les écritures au livre journal et au grand livre. Si d'ailleurs le virement intéresse deux banques différentes, ou deux succursales de la même banque, il faudra encore aviser l'autre banquier, et enfin il y aura lieu à des pointages.

Or, avec le machinisme moderne, on a réussi à réaliser en une seule fois la rédaction de toutes les pièces à part celles concernant le livre journal, et le grand livre, qui doivent être inscrites à la main ou au moyen de machines à écrire spéciales puisque, d'après la loi, le livre journal doit être tenu sous la forme d'un livre relié coté par premier et dernier feuillets par le président du Tribunal civil du ressort.

La base du procédé employé consiste à établir à la machine en une seule fois toutes les indications qui peuvent être communes à toutes les fiches en laissant une case en blanc qu'on remplit ultérieurement. Ce système a été utilisé à la Banque d'Alsace-Lorraine

avant sa disparition, et l'est encore par la banque Renault, de Nancy.

Pour le client, qui conserve les pièces qui lui sont adressées par la banque, le système est avantageux, car avec une reliure à perforations il possède à domicile la reproduction exacte de son compte en banque.

Pour les banques le procédé permet de diminuer le personnel en faisant d'un coup le travail, qui autrement nécessiterait plusieurs employés ; mais il importe de bien confronter le travail effectué avec les pièces, car l'erreur ne pourrait plus se retrouver puisqu'elle se reproduirait sur tous les exemplaires établis en même temps.

Cependant un contrôle sérieux peut supprimer ces inconvénients, qui existaient déjà en partie avec l'ancienne méthode, car si la fiche initiale était mal rédigée toutes les écritures ultérieures étaient faussées sauf en ce qui concerne les avis de paiement de traites, pour lesquels en comparant la somme portée sur l'avis, d'après l'effet lui-même, à celle figurant sur les livres au moment d'indiquer la situation du compte, on peut retrouver l'erreur.



## TROISIÈME PARTIE

### Etude juridique des virements en banque

#### SOMMAIRE

- 1° Capacité juridique des parties ;
- 2° Consentement des parties ;
- 3° L'objet des virements en banque ;
- 4° La cause dans les virements en banque ;
- 5° Capacité technique ou étude des conditions requises pour qu'il y ait provision préalable au compte débité ;
- 6° La preuve dans les virements en banque ;
- 7° Effets juridiques :
  - a) le virement constitue-t-il un payement ?
  - b) étude des comptes courants par rapport aux virements,
  - c) étude de la théorie de la novation par rapport aux virements,
  - d) responsabilité des banques.

## 1° LA CAPACITÉ JURIDIQUE DES PARTIES

Les banques étant généralement constituées en sociétés et pourvues, par suite, de la personnalité juridique la question de capacité n'avait pas à se poser <sup>(1)</sup>. Depuis que l'Etat, pour donner des garanties aux épargnants, entreprend de contrôler l'exercice de la profession de banquier <sup>(2)</sup> il pourrait en être différemment, mais, en tout cas, si une banque s'était constituée illégalement cette dernière, sans capacité juridique du point de vue civil, serait responsable par une sorte de quasi délit vis-à-vis de ses clients (article 1382 et suiv. du C. civ.), et serait par suite condamnée à rembourser les sommes encaissées indûment. Il est vrai que, quand une banque se constitue clandestinement, il est à présumer qu'elle ne possède pas beaucoup de capitaux, et que, par conséquent, elle serait hors d'état de rembourser.

### *La capacité des clients*

Comme il est nécessaire, tant pour donner que pour bénéficier d'un ordre de virement, de posséder un compte en banque, il faut posséder au moins la capacité requise pour se faire ouvrir un compte de dépôts à la banque.

Mais tandis qu'un dépôt en banque — à condition de l'effectuer dans une banque jouissant d'une bonne

(1) C'était l'opinion de M. Chapoutot, *op. cit.*, p. 74.

(2) Loi du 19 juin 1930.

réputation — peut-être considéré comme un acte conservatoire, le virement est, au contraire, un acte, qui pouvant rentrer dans les limites d'actes de simple administration, quand le virement ne porte que sur le montant des revenus, peut également, tout comme les retraits de fonds, constituer un acte de disposition permettant de régler une transaction ou d'effectuer une donation.

C'est pourquoi les virements doivent être soumis aux mêmes règles que celles qui concernent l'administration des biens des incapables, et les actes de disposition dans les formes où ces dernières sont autorisées.

Il convient, d'ailleurs, de préciser que les banques n'accepteront en fait de traiter avec les incapables ou leurs représentants qu'à la condition d'être couvertes soit par une présomption de capacité, soit par des autorisations en règle précisant les actes autorisés ; et c'est pourquoi, surtout en ce qui concerne les femmes mariées, la loi est souvent restée lettre morte par le fait des banques, qui n'ont pas voulu être rendues responsables d'actes faits en dépassement de la capacité légale.

Nous allons maintenant examiner les différents cas qui peuvent se présenter en essayant de concilier ou tout au moins d'expliquer les solutions de la loi, et les applications qui en sont réalisées par les banques.

### *Les mineurs non émancipés*

- a) Les mineurs sous la puissance paternelle;
- b) Les mineurs en tutelle.

*a) Les mineurs sous la puissance paternelle.*

En général les mineurs ne possèdent rien en propre et les premiers biens importants proviennent normalement pour eux de la succession de leurs parents.

Cependant le mineur peut avoir des biens provenant de dons et legs, et il peut être également héritiers de ses frères et sœurs, qui, s'ils sont morts, après leur majorité, peuvent avoir acquis des biens par suite de leur travail.

Dans tous les cas où le mineur, enfant légitime ou légitimé, possède des biens le père en devient l'administrateur légal tant que la mère existe, et cela jusqu'à la majorité de l'enfant ou son émancipation (3).

En cas d'absence ou d'interdiction du père, la mère le remplace avec les mêmes pouvoirs, et sans avoir besoin de l'autorisation maritale.

L'administration légale ne cesse que par la mort du père ou de la mère, cas dans lequel elle est remplacée par la tutelle; par l'émancipation du mineur, ou par l'arrivée de sa majorité.

D'autre part, le père, jusqu'à ce que le mineur ait atteint dix-huit ans, possède le droit de jouissance légale, à moins qu'il n'en ait été formellement exclu par l'acte de donation, ou par le testament, qui a été fait en faveur du mineur.

Le père, sauf dans le cas d'exclusion précité, a par conséquent le droit de disposer librement des revenus du mineur jusqu'à ce que ce dernier ait atteint l'âge de dix-huit ans; ensuite il doit rendre compte de l'emploi des revenus.

(3) Cod. civ., art. 389 modifié par la loi du 6 avril 1910.

En tant qu'administrateur le père a le droit de faire seul les actes de pure administration, et en plus il est capable d'effectuer seul des actes de disposition jusqu'à concurrence de quinze cents francs.

Il en résulte que le père peut faire ouvrir un compte en banque à son fils mineur, et que dans les limites des revenus, et pour les capitaux à condition de ne pas dépasser la somme de quinze cents francs, le père peut librement effectuer des virements sur le compte de son enfant.

Cependant, il résulte des explications sommaires que nous avons données que pour que le banquier puisse opérer sans danger, relativement à un compte concernant un mineur, il devra se procurer les pièces d'identité, qui établissent la filiation légitime du mineur et l'identité du père. Cette pièce lui permettra en outre de connaître l'époque où le mineur aura dix-huit ans, et celle où il sera majeur.

D'un autre côté, pour s'assurer que le père ne dépasse pas ses pouvoirs, le banquier devra surveiller attentivement les retraits effectués par le père, et si ceux-ci se renouvellent trop souvent, le banquier devra refuser de les laisser effectuer. Le mineur devenu majeur pourrait, en effet, reprocher au banquier d'avoir laissé dilapider ses biens en sachant pertinemment que de nombreux retraits ou virements de quinze cents francs constituaient par leur répétition fréquente des actes de disposition interdits au père agissant seul (4).

(4) Pour être couvert le banquier devra exiger une autorisation judiciaire. C'est l'opinion d'ailleurs de M. Cordier, inspecteur des

Pour des retraits ou virements espacés, et en dessous de la limite autorisée le banquier serait pleinement couvert, même dans le cas où le mineur ayant plus de 18 ans le père devra rendre compte de ses actes, par l'article unique de la loi du 6 avril 1910, qui dit, paragraphe 7, *in fine* « ...sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion ». Cependant pour les virements le mineur serait en droit de dire que la somme étant virée à un autre compte déterminé le banquier en effectuant ce dernier savait qu'il ne s'agissait pas d'un remploi, et qu'il a par suite commis une faute, s'il ne s'est pas informé du caractère d'acte d'administration du virement accompli.

Ce dernier, en effet, peut être effectué pour régler une facture concernant l'entretien des biens du mineur. S'il s'agit, au contraire, de grosses réparations, le père serait forcé de demander l'homologation du tribunal, et c'est seulement par suite de décision de justice que le virement pourrait avoir lieu.

Les virements concernant les remplois de titres, et ceux servant à régler les frais des banques peuvent aussi figurer au compte.

Cependant les banquiers sont tenus avec de semblables comptes à une surveillance attentive, car, surtout dans les grandes villes, il pourrait arriver qu'un des deux parents vienne à décéder sans que le banquier en soit avisé. En particulier, si le père survit, le

banquier ne constatera aucune différence dans la personne qui gère le compte; et le père pour conserver ses pouvoirs d'administrateur, qui sont plus étendus que ceux d'un tuteur, aura intérêt à dissimuler le décès.

Dans le cas où les virements peuvent avoir lieu le père signera l'ordre de virement en faisant précéder sa signature des mots « *ès qualité* ».

Si, au contraire, le mineur est bénéficiaire d'un virement, celui-ci pourra être porté en compte par le banquier, et le père étant avisé l'acceptera, ou le refusera s'il n'est pas d'accord sur le montant.

Nous constaterons, du reste, que toutes les fois qu'il s'agit de recevoir de l'argent, ou de créditer un compte d'une certaine somme, les banquiers peuvent toujours exécuter l'opération et cela sans encourir de responsabilité. Si, au contraire, on veut opérer un retrait de fonds, ou un virement, le banquier doit examiner les titres de celui qui demande l'exécution de l'opération.

#### *b) Les mineurs en tutelle.*

Sans insister sur les différentes sortes de tutelle, qui peuvent exister, il est certain que le tuteur d'un mineur peut faire ouvrir un compte en banque au nom de ce dernier, mais l'ouverture et le fonctionnement du compte donnent lieu à des difficultés beaucoup plus grandes que celles concernant le compte ouvert par le père agissant comme administrateur des biens de son enfant.

Le banquier pour ouvrir le compte doit réclamer :  
1° l'acte de naissance du mineur; 2° la preuve de la

qualité du tuteur (5); 3° la justification, par procès-verbal de la délibération du conseil de famille, de la nomination du subrogé tuteur; 4° le dépôt de la signature du tuteur, et même de celle du subrogé tuteur.

Mais le compte ainsi ouvert ne pourra donner lieu qu'à des opérations assez faibles, car le compte sera créateur de sommes peu importantes vu l'obligation de remploi.

D'un autre côté le tuteur n'a pas le droit même à concurrence de quinze cents francs, de retirer les capitaux du mineur sans autorisation; et comme cette formalité peut entraîner des complications, il en résulte que le plus souvent le tuteur conservera par devers lui les fonds qu'il est autorisé à garder pour l'entretien du pupille et des biens de ce dernier, et que par suite les dépenses seront réglées directement sans l'intermédiaire des banques, et par versements directs.

Cependant les virements peuvent avoir lieu à la suite de remploi de titres, et un tiers a toujours la faculté de créditer le compte du mineur. Cette opération ne présente, en effet, aucun inconvénient, car la banque en passant l'écriture ne peut pas substituer sa volonté à celle du tuteur, qui sera toujours libre d'accepter ou de refuser le virement; et comme, d'autre

(5) Cette dernière en cas de tutelle légale sera suffisamment prouvée par l'acte de notoriété, ou par l'intitulé d'inventaire dressé par le notaire après le décès du père ou de la mère du mineur; en cas de tutelle dative par l'extrait de la délibération du conseil de famille; enfin en cas de tutelle testamentaire par l'expédition du testament. Si la mère étant tutrice se remarie le banquier devra s'assurer qu'elle a été maintenue dans ses fonctions de tutrice par le conseil de famille (C. civ., art. 395) et que son second mari a été nommé co-tuteur par ce dernier (C. civ., art. 396).

part, le mineur ne peut pas disposer de lui-même de l'argent porté au crédit de son compte, le virement effectué par le tiers en question ne risquera pas d'être nul en vertu de l'article 1241 du Code civil qui déclare que le paiement fait à un créancier n'est pas valable s'il était incapable de le recevoir, sauf si le débiteur prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier (preuve très difficile à fournir).

Une autre objection à la validité des opérations effectuées par virements, quand un des comptes crédités ou débités appartient à un mineur, viendrait du fonctionnement des comptes courants. Ceux-ci, en effet, produisent, comme nous le montrerons ultérieurement, un effet novatoire, et d'après l'article 1272 du C. civ. la novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

Mais cette objection repose à notre avis sur une confusion produite par la terminologie courante, qui range sous le vocable de comptes courants tous les comptes ouverts en banque. Or nous espérons arriver à démontrer ultérieurement que les comptes de dépôts ne peuvent pas être compris au nombre des comptes courants.

Cependant en pratique les virements en banque sont très rares quand il s'agit de comptes de mineurs, et cela pour des raisons de fait tenant d'une part à la faible importance des sommes figurant au compte du mineur, et, d'autre part, à l'habitude des tiers de traiter les affaires directement avec le tuteur.

D'ailleurs, malgré la loi du 27 février 1880, qui décharge les tiers de toute responsabilité à l'égard de

l'obligation pour le tuteur de remployer les fonds, les banquiers ont pris l'habitude (de peur d'engager leur responsabilité) de faire intervenir le subrogé-tuteur, tant pour le règlement du compte après décès, que pour les dépôts d'une certaine importance, ce qui complique les opérations (6).

Cependant certains virements sont néanmoins possibles comme ceux, par exemple, qui concernent les opérations sur titres, et la récupération par la banque de ses frais.

D'ailleurs si le tuteur est un des deux parents du mineur les virements peuvent avoir bien plus facilement grâce au droit de jouissance dont nous avons déjà parlé antérieurement.

*c) Les mineurs émancipés.*

Quand le mineur est émancipé la loi lui donne le droit de percevoir seul ses revenus, et de faire librement les actes de pure administration, mais il est nécessaire qu'il soit assisté de son curateur (nommé par le conseil de famille) pour partager une succession (art. 480 du C. civ.) et pour recevoir un capital mobilier et en donner décharge (art. 482 du C. civ.).

Pour les autres actes comme aliénation de valeurs mobilières (loi du 27 février 1880, art. 4), conversion au porteur (d°, art. 10), cautionnement et emprunt

(6) Cette crainte manifestée par les banquiers n'est pas fondée, car la loi du 27 février, art. 6, est formelle, et la jurisprudence a confirmé la portée de la loi : Tribunal de Saint-Dié, 22 juin 1882, « que les tiers qui ont un paiement à faire entre les mains du tuteur ne peuvent pas exiger que celui-ci justifie de l'emploi qu'il fera des fonds » (Cité par *Banque*, p. 101).

(C. civ. 483), ils restent soumis aux formalités prescrites pour les mineurs.

Ceci étant donné sans s'occuper de la controverse, qui divise les juristes, au point de vue de savoir s'il existe des différences entre les actes d'administration et ceux de « pure » administration le fait que le mineur doit être assisté de son curateur pour donner décharge d'un capital mobilier rendra les virements, dont il peut être bénéficiaire, assez compliqués, car virer une somme donnée à un compte peut être considéré comme une opération concernant une réception de capitaux sauf dans le cas où le virement porterait comme indication, qu'il s'agit, par exemple, du règlement d'un terme de loyer arrivé à échéance. Ce qui démontre que des difficultés peuvent se présenter, tout au moins dans des circonstances assez semblables, c'est le fait que « Banque », *op. cit.*, p. 157, indique que « le mineur émancipé ne pourra encaisser un chèque sans l'assistance de son curateur ; en conséquence, pour tous retraits, capitaux ou titres, il ne faudra effectuer de remises entre les mains du mineur émancipé que s'il est assisté de son curateur, et exiger de celui-ci, seul responsable de l'emploi des fonds, qu'il signe à côté du mineur ».

Or si en ce qui concerne le mineur en tutelle nous avons pu conclure que le virement ne présentait pas de danger puisque seul le tuteur pouvait retirer les fonds, ici le mineur émancipé a le droit de retirer lui-même les sommes provenant des intérêts échus ainsi que celles provenant de loyers et fermages, et par suite les sommes portées en compte risqueraient d'être

retirées par le mineur. Et il peut arriver que le mineur émancipé indiquant que la somme, dont son compte a été crédité, représente des revenus provenant de rente, de loyer ou de fermage, retire celle-ci. Si la déclaration faite par le mineur est fausse la responsabilité de la banque pourrait être engagée (7). Aussi pour éviter ce danger les banquiers feront bien de ne régler au mineur émancipé que le montant exact de ses coupons; et pour lui verser sans courir de risques le montant des loyers et fermages ils feront bien de ne les verser qu'en présence du curateur, ou tout au moins d'après une liste dressée par ce dernier.

Quand il s'agit de chèques, nous avons vu que ceux-ci ne peuvent être payés au mineur émancipé que s'il est assisté de son curateur.

Cette solution, si on l'appliquait sans exceptions, serait excessive, car il peut arriver que le montant du chèque représente le montant de coupons domiciliés dans une banque. C'est ainsi que, par exemple, les actions de la Société des Eaux Minérales ayant été émises par le Crédit Lyonnais, et les titres étant nominatifs, la Société règle les coupons par chèque barré sur le Crédit Lyonnais. Et dans ce cas, comme une lettre, adressée à l'appui du chèque, donne le détail des coupons réglés, sur présentation de cette lettre le chèque pourra être porté au compte du mineur,

(7) Le donneur d'ordre de virement pourrait, en effet, être condamné à payer une seconde fois, et se retourner contre la banque, qui aurait dû prendre les précautions nécessaires pour que le virement effectué fut valable.

et encaissé par lui sans la présence du curateur puisqu'il s'agit de revenus.

Pour l'ouverture du compte le banquier devra s'assurer de l'identité du mineur, et réclamer à ce dernier l'acte d'émancipation, et la nomination du curateur. Une fois en possession de ces pièces le banquier pourra ouvrir le compte, mais il devra se montrer particulièrement prudent car, d'après la loi, s'il est constaté que le mineur émancipé se soit livré à des dépenses excessives, ces dernières peuvent être annulées en partie, et le mineur remis en tutelle.

### *Le mineur commerçant*

Si le mineur émancipé est habilité à faire le commerce, les banquiers peuvent ouvrir le compte beaucoup plus facilement, car si le mineur autorisé à faire le commerce reste un simple mineur émancipé pour les opérations de caractère purement civil il est réputé majeur pour tous les actes relatifs à son commerce (C. civ., art. 487). Il y a donc en théorie un doublement de la capacité du mineur suivant la nature des actes auxquels il se livre, et cette situation pourrait être dangereuse pour les banquiers, et pour les tiers. Mais en pratique, grâce à la théorie de l'accessoire, les actes accomplis par le mineur commerçant sont réputés avoir lieu pour les besoins de son commerce, et bénéficient, par conséquent, d'une présomption de commercialité.

Quant aux formalités nécessaires pour ouvrir le compte, elles sont très simples, comme l'indique la

note (8) ; elles pourraient même se réduire à une seule démarche : celle de consulter le registre du greffe ; mais pour conserver les pièces au dossier du client, les banques préfèrent se faire remettre par le mineur émancipé toutes les pièces justificatives, y compris le certificat d'inscription et de publicité.

Une fois ces justifications fournies, le compte pourra fonctionner comme celui d'un majeur. Il n'y a à ce principe qu'une exception, car il est interdit au mineur émancipé d'entrer dans une société en nom collectif s'il n'a obtenu au préalable une autorisation expresse, car dans une semblable société le mineur répondrait non seulement de ses engagements propres, mais encore de ceux de ses co-associés. C'est d'ailleurs dans ce sens que c'est prononcé le Tribunal de Commerce d'Alger (9) en décidant qu'une autorisation spéciale était nécessaire au mineur commerçant pour entrer dans une semblable société, à peine de nullité. Voici d'ailleurs la fin du jugement : « ...que le mineur serait remis au même état que s'il n'y avait pas eu de société, qu'il devrait non seulement reprendre ses apports, mais être indemnisé de tout ce qu'il avait pu déboursé dans l'intérêt de la Société ; et qu'en outre, il ne saurait être tenu vis-à-vis des tiers des obliga-

(8) D'après l'article 2 du Code de commerce, il faut pour cela quatre conditions : 1° Il faut que le mineur soit émancipé ; 2° Il faut qu'il soit âgé de 18 ans révolus ; 3° Il faut qu'il soit autorisé à faire le commerce par son père, ou à son défaut par la mère et s'il n'existe plus d'ascendants par le conseil de famille ; 4° Il faut que l'acte d'autorisation soit inscrit sur un registre spécial tenu au Greffe du Tribunal de commerce, et affiché dans l'auditoire du Tribunal de commerce, ou à défaut de ce dernier au Greffe du Tribunal civil.

(9) *Revue de Droit bancaire*, 1924, p. 451.

tions contractées dans la société entachée d'une nullité d'ordre public ».

Nous pouvons conclure de cet arrêt que quand une société en nom collectif demande l'ouverture d'un compte en banque, les banquiers doivent s'assurer, avant de s'engager, de la capacité juridique des différents membres de cette société.

Maintenant, au cas où le père commerçant voudrait s'associer son fils mineur, bien que la solution soit discutée en doctrine <sup>(10)</sup>, il nous semble que l'autorisation ne pourra être donnée que par le conseil de famille, car si le père donnait lui-même l'autorisation il serait à la fois juge et partie, ce qui est contraire à tous les principes du droit <sup>(11)</sup>.

Jusqu'à présent nous n'avons parlé en fait de tutelle et d'émancipation que des enfants légitimes, car c'est le cas le plus fréquent. Cependant, si un enfant naturel voulait ouvrir un compte en banque, il le pourrait également avec la différence que c'est le Tribunal civil qui ferait pour lui office de conseil de famille. Quant aux enfants assistés ne possédant en général aucun bien il n'y a pas lieu d'envisager pour eux l'ouverture d'un compte en banque; si toutefois le cas se produisait le conseil de famille est constitué par la commission de l'hospice.

En dehors des mineurs, et des femmes mariées, qui

(10) Lyon-Caen et Renault, t. I, et Alauzet, t. II.

(11) On sait que quand le tuteur veut louer ou vendre un des biens au mineur, c'est le subrogé-tuteur, qui est chargé de représenter le mineur, le tuteur étant intéressé à l'acte. Nous citons ce cas qui ne donne lieu à aucune contestation, car il présente des analogies avec celui où le père autorise son enfant à fonder avec lui une société en nom collectif.

feront l'objet d'un chapitre séparé, il existe d'autres incapables qui sont les aliénés interdits et les prodigues. Pour les premiers la décision qui les frappe d'interdiction est prononcée par le Tribunal civil à la suite d'une enquête, et le ministère public ayant été entendu en ses conclusions à peine de nullité. Aussi pour ouvrir le compte à un interdit ou à un prodigue, il est nécessaire de demander communication du jugement avec justification qu'il est devenu définitif, et que la publicité ordonnée par l'article 501 du C. civ. a eu lieu. Pour l'interdit, il faut en outre réclamer la justification de la nomination du tuteur.

Comme au point de vue des banques la tutelle des interdits est soumise aux mêmes règles que celle des mineurs (art. 509 (1) du Code civil) nous n'y reviendrons pas.

Pour le prodigue, le conseil de famille, nommé à la suite du jugement, doit désigner un curateur, et le prodigue est mis dans une situation analogue à celle du mineur émancipé non commerçant, et nous renvoyons à ce que nous avons dit à ce sujet.

### *Les femmes mariées*

Jusqu'à la loi du 13 juillet 1907, la situation des femmes mariées était très nette pour les banquiers puisque d'après l'article 217 du Code civil « La femme

(1) En droit civil les grosses différences entre les deux tutelles sont indiquées dans les articles 510 et 511 du C. civ. : les biens de l'interdit doivent servir avant tout à le soigner et à le guérir, aussi le tribunal acceptera-t-il facilement dans ce but de vendre et d'hypothéquer les biens. D'autre part, l'interdit peut avoir des enfants à doter; et le tuteur peut se démettre de ses fonctions au bout de dix ans.

même non commune ou séparée de biens ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit », ce qui, en d'autres termes, signifiait qu'une femme mariée ne peut accomplir seule aucun acte de disposition, et qu'elle ne peut accepter seule une donation ou une succession. Par conséquent, la femme, quel que soit le régime matrimonial adopté, ne pouvait agir sans l'autorisation de son mari (art. 217 du C. civ.) ou en cas de refus injustifié de celui-ci (d° art. 284), de son état de minorité (d° art. 224), d'interdiction (d° art. 222), ou d'absence (art. 863 Proc. civ.), sans l'autorisation de justice. Et la jurisprudence, faisant une application stricte de la loi, avait décidé — par plusieurs arrêts de la Cour de Cassation — que l'autorisation du mari doit être exprimée clairement, et que, par suite, le seul fait par le mari de signer un acte déjà signé par la femme n'impliquant pas nécessairement qu'il a donné à cette dernière l'autorisation maritale, car cette signature a pu être apposée après coup pour régulariser un acte nul. Pour que la signature du mari indique nettement la volonté de ce dernier, il faut qu'elle soit précédée de la formule « Bon pour autorisation maritale ».

Les banquiers avaient déduit de ces textes, et de ces décisions que si — suivant le régime matrimonial adopté — la femme pouvait avoir plus ou moins de pouvoir en ce qui concerne l'administration de ses biens, elle ne pouvait, en aucun cas, se faire ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari. Une fois l'autorisation donnée le banquier devait,

en outre, demander le contrat de mariage pour connaître les pouvoirs de la femme, et, dans les cas où elle pouvait administrer ses biens, elle pouvait disposer de ses revenus librement par retraits ou par virements.

Cependant, pour ces derniers, il peut, même dans le cas où la femme a été autorisée à se faire ouvrir un compte, se présenter des difficultés.

La loi interdit, en effet, aux femmes mariées, si elles n'ont pas reçu une autorisation spéciale, de recevoir des libéralités de la part des tiers.

Or les virements portés au compte d'une femme mariée, ou proviennent d'un acte à titre onéreux, et sont valables, ou n'indiquent pas leur cause.

Sans avoir trouvé de solution dans la jurisprudence il nous semble que la banque, dans ce dernier cas, devrait prévenir la femme qu'elle avisera le mari de l'opération effectuée.

Maintenant si les actes accomplis par la femme dépassait le cadre d'actes d'administration <sup>(13)</sup> pour lesquels — si le régime matrimonial adopté ne s'y oppose pas — une autorisation générale est suffisante, il faudrait chaque fois, avant d'opérer, réclamer au mari une autorisation, qui, dans ces cas, doit être spéciale à peine de nullité.

Mais si la situation des banques était assez nette avant la loi du 13 juillet 1907, cette dernière aurait pu amener de très grandes modifications tant aux conditions d'ouverture des comptes qu'à leur fonctionne-

(13) Ceci résulte de l'analogie qui existe entre les article 223 et 1538 du C. civ.

ment. Cette loi donne, en effet, à la femme, quel que soit le régime matrimonial, pleine capacité tant pour l'administration que pour les actes de disposition des biens provenant des produits de son travail, à condition que sa profession soit distincte de celle du mari.

Et les conditions exigées par la loi pour que la femme puisse invoquer le bénéfice de la loi de 1907 sont au nombre de deux : 1° il faut qu'elle ait un salaire personnel résultant de l'exercice d'une profession ou d'un métier différent de celui du mari; 2° que les biens qu'elle prétend aliéner proviennent bien de son travail, ou des économies réalisées sur ses biens réservés. L'article 1<sup>er</sup>, § 5, stipulait que la validité des actes accomplis par la femme est subordonnée à la seule justification par un acte de notoriété qu'elle exerce personnellement une profession différente de celle de son mari, et la loi ajoutait, que si la justification de l'origine des biens est nécessaire « la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification n'est pas engagée ».

D'après ce texte, les banques, en ce qui concerne les biens réservés, auraient pu se considérer suffisamment garanties par les deux justifications que nous avons indiquées, et par suite ouvrir dans ce cas des comptes aux femmes mariées, qui auraient pu fonctionner comme ceux appartenant à des personnes possédant leur pleine capacité. Cependant, par crainte de fraudes possibles, elles n'ont accepté d'ouvrir ces comptes qu'avec l'autorisation préalable du mari, ce qui a rendu sans portée pratique la loi du 13 juillet 1907.

Si d'ailleurs cette loi n'a pas produit les effets prévus, il faut admettre que les moyens de preuve proposés étaient trop vagues.

Si la loi est appliquée à la lettre, la femme n'a pas, en effet, à fournir la preuve de l'importance des biens, qu'elle peut acquérir par son travail propre, et, si ses dépenses paraissent absolument disproportionnées avec le montant probable de ses salaires, le mari ne serait-il pas en droit de demander à la banque le remboursement des sommes versées à sa femme, en déclarant que la banque ne pouvait pas ignorer que la femme en question ne pouvait pas se procurer par son travail des ressources correspondant aux retraits et opérations effectuées par cette dernière.

D'un autre côté, et nous aurions déjà pu faire la même remarque pour les comptes des autres incapables, la banque est en droit et a même le devoir de procéder avant l'ouverture d'un compte à une petite enquête, mais elle ne peut pas se transformer en tribunal d'inquisition sous peine, en vexant la clientèle, de la perdre.

Cependant la loi de 1907 était faite dans un but très louable, et il nous semble qu'avec quelques retouches elle pourrait être acceptée facilement par les banques.

Il suffirait de décider, par exemple, que la femme sera tenue de justifier le montant de ses salaires, soit par la déclaration ou par un certificat donné par l'employeur, soit par la déclaration faite aux contributions directes. Dans ce dernier cas surtout, la déclaration devrait constituer une preuve assez sûre, car il

est peu probable qu'une personne donnée fasse aux contributions directes une déclaration en excédent sur ses revenus.

Et on pourrait décider que dans les limites de ces sommes, et de celles placées à la banque, les années antérieures, la banque ne saurait être tenue responsable même si la justification fournie au sujet du montant des salaires était fausse.

Mais si, soit du point de vue juridique, soit du point de vue des habitudes bancaires, la femme, même séparée de biens, ou exerçant une profession distincte, reste une incapable pendant toute la durée du mariage, la situation peut se modifier quand la femme est séparée de corps, ou habilitée à faire le commerce.

### *La femme séparée de corps*

La capacité juridique de la femme séparée de corps est régie par l'article 311 du C. civ., tel qu'il a été modifié par la loi du 6 février 1893. Cet article, dans ses paragraphes 2 et 3, précise que « la séparation de corps emporte toujours la séparation de biens » et qu'elle « a, en outre pour effet, de rendre à la femme le libre exercice de sa capacité civile sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation de son mari ou de justice ».

Par conséquent, le banquier pourra, sans danger, ouvrir un compte à une cliente séparée de biens s'il prend la précaution de s'assurer que le jugement rendu est bien définitif en réclamant dans ce but la production : 1° d'un extrait du jugement; 2° un certificat de signification de jugement; 3° un certificat de

non opposition ni appel et le cas échéant un certificat de non pourvoi en cassation si le compte est ouvert avant que les délais d'appel ou d'opposition soient expirés. Nous rappelons pour mémoire que ces délais sont normalement de deux mois, sauf si le mari, ayant fait défaut, était parti dans des colonies lointaines, ou même s'il n'avait laissé aucune trace de domicile ou de résidence, car dans ces deux cas les délais seraient beaucoup plus longs.

En dehors de ces pièces, le banquier, en cas de jugement par défaut, devra encore s'assurer que la publicité prescrite par la loi a été accomplie, et enfin il devra exiger l'état de liquidation des reprises, car le mari conserve, sauf insertion contraire mentionnée dans le jugement, l'administration des biens communs jusqu'à la liquidation de la communauté.

Si la femme séparée de corps demandait l'ouverture d'un compte avec garantie hypothécaire, le banquier devrait en outre demander la production du contrat de mariage, car si la femme séparée de corps était mariée sous le régime dotal ses biens resteraient en ce qui concerne la dot inaliénables, incessibles et insaisissables, et, par suite, l'hypothèque prise sur de pareils biens serait sans valeur.

A part ces réserves, le banquier peut procéder avec une femme séparée de corps, à toutes les opérations qu'il peut accomplir avec un majeur disposant de la pleine capacité, et par suite les virements pourront fonctionner librement.

*La femme mariée autorisée à faire le commerce*

D'après l'article 4 du Code de commerce, la « femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari ». On admettait d'ailleurs que l'autorisation à la différence de ce qui se passe pour le mineur commerçant pouvait être tacite. Cependant depuis la solution de plusieurs arrêts rendus par la Cour de Cassation en matière civile relativement aux conditions nécessaires pour qu'il y ait autorisation maritale, il est préférable d'avoir une autorisation écrite du mari. Cette autorisation une fois donnée, et tant qu'elle ne sera pas révoquée d'une façon expresse, la femme commerçante jouira pour son commerce d'une capacité complète, et n'aura besoin d'aucune autorisation spéciale pour les actes qu'elle peut accomplir. Elle pourra donc se faire ouvrir un compte en banque, et donner des ordres de virement, qui seront valables avec la seule signature de la femme (art. 5 du Code de commerce).

Cependant si la femme autorisée à faire le commerce voulait former une société en nom collectif avec une ou plusieurs autres personnes, il faudrait obtenir le consentement du mari donné d'une façon expresse. Nous avons d'ailleurs rencontré un cas analogue pour le mineur commerçant, et nous indiquons une fois de plus que les banques, avant d'ouvrir un compte à de semblables sociétés, doivent se renseigner sur la capacité juridique des membres, qui les composent.

### *Les personnes capables*

Nous avons réservé pour la fin le cas le plus courant, car les remarques que nous aurons à formuler sur certains cas spéciaux nous ont semblé devoir être mieux comprises après les explications fournies sur le fonctionnement des comptes des incapables.

En principe, tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis, et toutes les Françaises non mariées, veuves <sup>(14)</sup> ou divorcées à partir du même âge, possèdent la pleine capacité civile à part les exceptions examinées antérieurement, et concernant les incapables.

Par conséquent, les personnes ainsi désignées peuvent valablement se faire ouvrir un compte en banque, et opérer librement des virements.

Cependant, en ce qui concerne les ouvertures de compte, les banquiers devront prendre certaines précautions pour s'assurer que la personne qui veut entrer en relations avec eux est pleinement capable.

S'il s'agit d'un homme il suffira au banquier, dans le cas où le compte ne comprend ni facilité de caisse, ni crédit d'escompte, de demander une pièce d'identité, si possible avec photographie; pour permettre au banquier de correspondre avec le client, il devra naturellement lui demander son adresse, et en plus pour les ordres qu'il peut avoir à donner sans se déplacer un exemplaire de signature. Il est bon en plus de ré-

(14) Si une femme s'est mariée étant encore mineure, elle a été émancipée définitivement par le mariage, et si elle devient veuve avant sa majorité elle aura la situation de mineure émancipée.

clamer pour les personnes arrivées depuis peu dans le pays, et sur lesquelles on ne possède pas de renseignements, de réclamer un acte de naissance de date récente, qui permettra de savoir si la personne est majeure, et qui sert en outre par ses mentions marginales à connaître si la personne est pleinement capable.

Pour les femmes cette production d'un acte de naissance récent est indispensable, sauf si sa situation peut être connue de façon certaine, car c'est par cet acte que le banquier pourra savoir si la femme n'est pas mariée, et par suite pleinement capable.

Quant à la femme divorcée, le banquier devra réclamer les mêmes pièces et le même état de liquidation des reprises que pour les femmes séparées de corps. Si toutes ces conditions sont remplies, la femme divorcée possède la même capacité que si elle n'avait jamais été mariée.

### *Cas spéciaux*

Une personne se présente au banquier comme étant pleinement capable. Ce dernier lui ouvre un compte et accepte de virer une certaine somme au crédit d'une autre personne <sup>(15)</sup>. Un moment après la banque apprend que la personne, qui s'était déclarée capable, était en réalité incapable; et comme conséquence, la banque est poursuivie en remboursement des sommes versées par elle à l'incapable, ou virées sur son ordre

(15) Nous envisageons cette hypothèse parce qu'elle nous intéresse directement, mais les solutions adoptées seraient les mêmes s'il s'agissait de retraits de fonds ou de titres, et par réciprocité la jurisprudence relative à ces retraits peut nous donner des indications utiles en ce qui concerne les virements.

à un autre compte. Aucun doute n'est possible en ce qui concerne la femme mariée, qui se prétend veuve ou non mariée, ou encore en ce qui concerne le prodigue ou l'interdit. Ces personnes étant l'objet de publicités spéciales, par mention en marge de l'acte de naissance prévue par l'article 49 du Code civil, tel qu'il a été modifié par la loi du 17 août 1897, si le banquier n'a pas cru devoir se renseigner, comme il en avait le droit, avant d'effectuer le virement il en subira les conséquences sauf par lui à prouver que le virement effectué a tourné au profit de l'incapable (art. 131. du C. civ.).

C'est ainsi qu'une femme s'étant déclarée veuve, l'opération accomplie fut annulée, et comme l'autre partie étant lésée réclamait, des dommages-intérêts basés sur la réparation du préjudice causé par cette fausse indication, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi en déclarant que la victime aurait dû s'assurer de la capacité de la personne avec laquelle elle contractait (C. civ., 4 avril 1898, R. 98, I, 305).

Mais il peut arriver que le banquier traite une affaire soit avec une femme à laquelle il a ouvert un compte quand elle était jeune fille, veuve ou divorcée, et qui ne l'a pas prévenu de son mariage, ou encore qu'il ait à verser de l'argent ou à opérer un virement sur l'ordre d'une personne ayant plus de vingt et un ans, mais appartenant à une nationalité étrangère, où l'âge de majorité est fixé à vingt-cinq ans par exemple.

Dans des affaires de ce genre, bien que la femme soit incapable, et bien que le mineur étranger le soit

également puisque, dans ce dernier cas, on applique les règles du statut personnel, les tribunaux français ont pu rendre ces personnes responsables en considération des procédés employés dans le but de tromper les gens sur leur capacité, et qui furent considérés comme constituant des quasi-délits. On sait, en effet, qu'une personne incapable au point de vue civil est, du point de vue pénal, responsable des conséquences de ses délits et quasi-délits, quand elle peut avoir tout au moins un discernement suffisant.

Ces décisions, bien que ne concernant pas toutes des opérations de banque, nous semblent intéressantes par les principes juridiques qu'elles mettent en jeu. On peut citer :

1° La décision rendue par la Cour de Cassation sur arrêt de la Cour de Paris (Cour de Paris, 17 juillet 1894, S. 1899, I, 225; Cour de Cass., 15 novembre 1898 et 21 mars 1899, S. 1899, I, 225) relativement à des lettres de change tirées sur un mineur français. Ce dernier avait postdaté son acceptation de telle sorte qu'on pouvait supposer qu'il était majeur au moment de l'acceptation. La Cour de Paris faisant application pure et simple de l'article 1307 du C. civ. avait décidé que les lettres de change étaient nulles. Cependant, la Cour de Cassation considérant que les éléments de fait relevés par la Cour de Paris constituaient un véritable délit civil, appliquant en conséquence l'article 1310 du C. civ., a cassé l'arrêt rendu par la Cour de Paris.

2° Un étranger (un Espagnol) était venu à Paris, et avait effectué des achats importants chez un bijoutier,

auquel il avait semblé avoir plus de vingt et un ans. Comme il n'avait pas réglé ses achats il fut poursuivi, et pour échapper à toute condamnation il invoqua sa loi personnelle d'après laquelle il n'était majeur qu'à vingt-cinq ans accomplis. Tout comme dans le cas précédent, les tribunaux invoquant d'ailleurs un motif assez vague, « raison d'ordre public international », ont condamné le mineur étranger à des dommages-intérêts (16).

Enfin, il convient d'ajouter que la femme, même sous le régime dotal, peut s'exposer sur ses biens dotaux à des dommages-intérêts pour ses délits et quasi-délits.

Nous pouvons donc en conclure que même pour les incapables, dans la mesure où les éléments de fait permettraient de tourner l'incapacité civile en invoquant la responsabilité délictuelle, les banquiers trompés par leurs agissements, seraient peut-être en mesure d'obtenir réparation du préjudice causé, mais comme les frais à engager sont élevés et les résultats aléatoires, nous ne pouvons trop insister sur la prudence avec laquelle les banquiers doivent entrer en relations avec de nouveaux clients; et si, pour éviter de perdre un nouveau client, le banquier peut, dès la première entrevue, traiter à ses risques et périls des affaires modiques avec ce client, avant de s'engager à fond avec lui il fera bien de procéder à une enquête.

Après en avoir ainsi fini avec l'étude de la capacité des personnes physiques, il nous reste, pour être com-

(16) Note prise au cours de M. Bartin, professeur à la Faculté de Droit de Paris, année 1925-26.

plet, à nous occuper des personnes morales : sociétés et associations.

### *Les Sociétés et les Associations*

D'après l'article 1832 du C. civ., « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice, qui pourra en résulter ».

Cette définition permet, d'une part, de distinguer la société de l'association, car si la première se propose de partager des bénéfices, la seconde, au contraire, poursuit un but moral ou philanthropique pour lequel la notion de gain n'est pas considérée comme un but, mais comme un moyen de réalisation de l'œuvre entreprise; et, d'autre part, en précisant que la société est un contrat, elle nous permet tout de suite de conclure que quand une banque veut entrer en relations avec une société, le banquier devra demander qu'on lui présente le contrat, qui est à la base de la société.

C'est, en effet, par la lecture de ce contrat que le banquier pourra connaître la forme de la société, son but, le nom des personnes qui sont responsables pécuniairement de l'affaire, et le nom de ceux qui la dirigent.

Cependant, le Code civil ne s'occupait que des sociétés civiles, qui sont en voie de disparition. Elles présentaient l'inconvénient de mettre les biens en état d'indivision, et de ne pas pouvoir être constituées pour une durée assez longue.

En dehors de ces dernières, il existe, au point de vue commercial, cinq types de sociétés : 1° les sociétés en

nom collectif; 2° les sociétés en commandite simple; 3° les sociétés en commandite par actions; 4° les sociétés à responsabilité limitée (loi du 7 mars 1925), et enfin les sociétés anonymes.

Ces différents types peuvent se ramener d'ailleurs à deux, qui sont : les sociétés en nom collectif d'un côté, et les sociétés anonymes de l'autre. Les autres formes des sociétés sont intermédiaires entre ces modèles extrêmes.

Ajoutons qu'en France les sociétés n'ayant d'existence légale qu'après certaines mesures de publicité, le banquier devra se préoccuper de savoir si la publicité a été effectuée.

Comme nous n'avons pas l'intention de faire une étude détaillée des sociétés, mais seulement de les examiner au point de vue des virements, nous nous contenterons de rappeler les caractéristiques générales de chaque type, et d'indiquer ensuite les cas spéciaux, qui peuvent se rencontrer pour chaque type de société.

### *Les sociétés en nom collectif*

Ces sociétés se composent en général d'un nombre très faible de personnes, qui ne se sont associées que parce qu'elles se connaissent mutuellement, et qui sont responsables solidairement sur tous leurs biens personnels des dettes sociales.

Quand il n'y a pas de conventions spéciales dans les statuts, les associés ont des pouvoirs identiques pour la gestion des affaires communes, et possèdent tous la signature sociale.

Cependant, et seuls les statuts peuvent renseigner le banquier à ce sujet, il peut arriver que certains des associés ne gèrent pas la société, on se soient divisés la gestion de l'affaire suivant leurs connaissances et aptitudes particulières. D'autre part, certains d'entre eux peuvent posséder seuls la signature sociale.

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer que pour que de pareilles sociétés soient reconnues comme valables au point de vue juridique, il fallait que leurs différents membres soient pleinement capables de contracter, et que, par suite, seraient nulles les sociétés constituées avec des mineurs ou des femmes mariées, qui n'ont pas obtenu dans ce but une autorisation spéciale.

D'autre part, même entre majeurs, la jurisprudence déclare nulles les sociétés constituées entre le mari et la femme en considérant que de pareilles sociétés contreviennent au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales (17).

Enfin, pour être valable, la société doit avoir un but licite, et avoir fait procéder à la publicité ordonnée par la loi du 24 juillet 1867, article 55 et suivants, et qui consiste, d'une part, dans le dépôt de l'acte sous seings privés constitutif de la société, ou de son expédition notariée aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établi la société dans le délai d'un mois à partir de la

(17) Civ. 5 mai 1902, 23 janv. 1912. Les arrêts de la Cour de Cassation, ce qui est important pour les banquiers et pour tous les tiers, maintiennent d'ailleurs la société de fait entre les époux pour la période d'exploitation écoulée (Civ. 5 mai 1902, Req. 11 avril 1906 et 19 mai 1908).

constitution de la société; et, d'autre part, dans la publication d'un extrait de cet acte dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales.

En ce qui concerne le but licite des sociétés, il est par exemple interdit de créer en France une société ayant pour but l'exploitation d'une maison de jeu. Il n'en est pas de même dans tous les pays, et le casino de Monte-Carle est parfaitement valable.

D'ailleurs, cette mesure concerne toutes les formes des sociétés et associations, et il existe en fait une large tolérance à ce point de vue, ce qui permet aux villes thermales ou climatiques de se constituer en sociétés valables, bien que les gains réalisés par les salles de jeux des casinos constituent un appoint sérieux pour couvrir les dépenses engagées.

Les mesures de publicité sont prescrites à peine de nullité pour la société, mais néanmoins l'absence d'une des formalités de publicité n'est pas opposable aux tiers, et par suite aux banquiers.

Quand la société est constituée valablement, le ou les gérants n'ont que des pouvoirs d'administration, mais cependant la jurisprudence a admis à plusieurs reprises que le gérant pouvait outrepasser ses pouvoirs à la seule condition de prouver que ses agissements se rattachaient au but social (Cass., 30 oct. 1887, 3 déc. 1889, Trib. Com. Seine, 12 janv. 1897) <sup>(18)</sup>.

En ce qui concerne les virements, si les ordres pro-

(18) Cependant, les statuts peuvent restreindre les pouvoirs des gérants, et s'ils agissent seuls dans une matière où ils n'ont pas été habilités à contracter seuls, les tiers n'ont aucun recours contre la société, sauf ratification ultérieure par les co-associés (Douai, 7 mars 1900, Cass., 5 nov. 1900).

viennent d'un de ceux qui sont autorisés dans ce but par la société, ceux-ci sont pleinement valables, et si certains actes, particulièrement graves, comme la vente des immeubles sociaux, leur mise en hypothèque, ou l'emprunt de sommes importantes, nécessitent le concours de tous les associés, ces différentes mesures concernent plutôt les précautions à prendre avant de consentir une ouverture de crédit, que le fonctionnement des virements.

Pour ces derniers, le principal danger à craindre c'est qu'un de ceux, qui sont chargés de diriger la société, utilise la signature sociale pour régler ses affaires personnelles par le débit du compte de la société. Mais la jurisprudence, considérant l'intérêt des tiers, a posé le principe dans de nombreux arrêts, que même dans le cas où le gérant a utilisé la signature sociale à des fins personnelles, la société serait néanmoins obligée (Cass., 20 janv. 1880, 21 mai 1889, 12 juillet 1899).

Pour tourner cette jurisprudence, un certain nombre de sociétés ont alors pris l'habitude d'insérer dans les statuts qu'elles n'entendent répondre, même sous la signature sociale, d'aucun engagement étranger à la société. Comme cette clause, si elle a été rendue publique, est valable, le banquier, qui ouvrirait un compte à une pareille société, commettrait une grave imprudence; aussi les banquiers ont pris l'habitude, avant d'ouvrir le compte, d'exiger que tous les associés renoncent en leur faveur, par écrit et d'avance, à se prévaloir de cette clause.

Enfin, si des associés se retirent, le changement sur-

venu est valable s'il a donné lieu à une nouvelle publicité; et avec ce changement les garanties présentées par la société peuvent être fortement modifiées et, par suite, les banquiers doivent se tenir au courant en consultant les annonces légales des changements survenus.

## *2° Sociétés en commandite simple*

Aux termes de l'article 23 du Code de Commerce, « La société en commandite (simple) se contracte entre un ou plusieurs associés responsables et solidaires, et un ou plusieurs associés, simples bailleurs de fonds, que l'on nomme commanditaires ou associés en commandite. Elle est régie sous un nom social, qui doit être nécessairement celui d'un ou de plusieurs des associés responsables et solidaires ».

Il résulte de cette définition que les sociétés en commandite simple comprennent deux sortes d'associés: les uns responsables et solidaires de la même manière que les associés d'une société en nom collectif; les autres, ou commanditaires, responsables seulement des pertes jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les pouvoirs du gérant ou des gérants sont d'ailleurs les mêmes que ceux indiqués pour la société en nom collectif; et en ce qui concerne les commanditaires ces derniers peuvent contrôler l'administration de la société sans avoir le droit de s'immiscer dans la direction de l'affaire sous peine pour eux, au cas où des tiers auraient été trompés par leurs agissements, de devenir responsables à leur égard solidairement et indéfiniment avec les associés en nom,

### 3° *Sociétés en commandite par actions*

Ces sociétés ne diffèrent des sociétés en commandite simple qu'au sujet des droits de cession des commanditaires. En cas de société en commandite simple la cession est interdite tandis que dans la société en commandite par actions la vente peut avoir lieu de la même manière que pour des actions. Bien entendu, les associés en nom, qui sont responsables indéfiniment et solidairement, n'ont pas le droit de se retirer ou de céder les intérêts qu'ils possèdent dans l'affaire.

### *Les sociétés anonymes*

A la différence des types de sociétés étudiées antérieurement, et qui sont, tout au moins dans les organes responsables, des sociétés de personne, la société anonyme peut se définir (Dalloz, Rép. n° 2311) « une société dépourvue de raison sociale, dont le capital se divise en un certain nombre de parts négociables ou tout au moins cessibles, dans laquelle aucun des associés n'est tenu au delà de son apport, c'est-à-dire au delà du montant nominal des actions par lui souscrites ou acquises ».

Il s'ensuit que, d'une part, les banquiers n'ont comme garanties que le montant des biens sociaux, c'est-à-dire du capital social augmenté des produits de l'activité de la société; et que, d'autre part, il n'y a pas de personnes spécialement responsables, et désignées à l'avance pour diriger la société.

Les directeurs et administrateurs tiennent leurs pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires sauf

réserve statutaire donnant les fonctions de premiers administrateurs aux fondateurs de la société pour une durée de trois ans (19).

Par conséquent, les banquiers devront, après chaque assemblée générale, se renseigner au sujet des changements, qui ont pu être réalisés dans le personnel dirigeant.

D'ailleurs, si un administrateur était révoqué sans que la décision ait été rendue publique, les banquiers, et, d'une manière générale, les tiers de bonne foi, pourraient se prévaloir des conventions passées à leur nom avec l'administrateur révoqué (Rouen, 6 avril 1909; Dalloz, rép. Sociétés n° 3023).

Quant aux pouvoirs des administrateurs, ces derniers, qui doivent en général, d'après les statuts, posséder pour être nommés au moins un certain nombre d'actions de la société, n'ont, comme leur nom l'indique, que le droit de faire des actes d'administration, entendus, du reste, d'une façon assez large par la jurisprudence.

C'est ainsi que la Cour de Cassation a décidé (13 mars 1876) que si les administrateurs ne peuvent pas contracter seuls d'emprunt au nom de la société, ils peuvent néanmoins, sans approbation de l'assemblée générale, en contracter de modiques à condition qu'ils soient à court terme.

Pour les virements, ils ont le droit d'ordonner l'exécution de virements et de ratifier ceux dont le compte de la société peut être crédité, et il ne peut pas se pro-

(19) Art. 25, § 3, de la loi de 1867,

duire de difficultés à leur sujet sauf si la signature était fausse.

Il n'en serait différemment que si le compte devait fonctionner avec une facilité de caisse, ou un crédit d'escompte, car dans ce cas il faudrait examiner les statuts pour savoir si les administrateurs ont des pouvoirs suffisants pour contracter seuls.

### *Les sociétés à responsabilité limitée*

Ces sociétés fonctionnent de la même façon que les sociétés en nom collectif, et il n'y a rien de spécial à en dire au point de vue des virements, mais comme les banques n'ont de recours, comme les autres tiers, contre les associés, que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par les statuts, pour consentir des facilités de caisse ou des crédits d'escompte, elles ont pris l'habitude de demander aux associés de renoncer indirectement à la clause de responsabilité limitée en se portant solidairement caution à l'égard des banques sans limitation de somme.

Enfin, on peut citer les sociétés anonymes à capitaux et à personnel variables, qui, n'offrant pas de garanties stables, ne doivent être acceptées par les banques que sous autorisations, ou moyennant des garanties prises en dehors de la société.

### *Les associations*

Les associations sont réglementées par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 qui les définit dans son article I « l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon per-

manente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que le partage des bénéfices ».

Les associations peuvent exister sous trois formes : 1° les associations non déclarées ; 2° les associations déclarées ; 3° les associations reconnues d'utilité publique.

Sous la première forme elles sont licites contrairement à ce qui existait au XIX<sup>e</sup> siècle, mais ne possédant aucun droit, et ne pouvant disposer ni à titre gratuit, ni à titre onéreux, elles ne peuvent pas être acceptées comme clientèle par les banques. Elles n'offrent, en effet, aucune garantie puisque les biens qu'elles ont pu acquérir sont réputés être la propriété indivise de leurs membres.

Les associations déclarées, qui sont les plus nombreuses, ont, au contraire, la personnalité juridique restreinte d'ailleurs en ce qui est relatif au montant des cotisations qu'elles sont autorisées à percevoir, et en ce qui concerne le droit d'acquérir des immeubles.

Mais ces dernières associations peuvent se faire ouvrir un compte en banque, et pourront donner des ordres de virements ou en bénéficier.

Les banquiers n'auront comme précautions à prendre qu'à vérifier les clauses des statuts, à demander la justification de la publicité légale, et à contrôler par la délibération de l'assemblée générale la validité des pouvoirs des représentants de l'association.

Ces comptes donnent d'ailleurs lieu à peu d'opérations.

Quant aux associations reconnues d'utilité publique, elles ont des pouvoirs plus grands, notamment en ce

qui concerne le droit d'acquérir à titre gratuit ou onéreux, et leur fonctionnement est le même sauf le contrôle exercé par l'Etat, notamment en ce qui concerne les clauses des statuts et la comptabilité.

En résumé, on peut conclure que bien que certains actes soient interdits aux incapables, et bien que, d'autre part, certaines personnes capables peuvent offrir des garanties très faibles, les banques ne courent aucun danger tant que le compte est constamment créditeur par voie de versements ou de virements.

Mais dès qu'il s'agit d'ouvertures de crédit, ou d'ordres de débiter le compte, les banques doivent vérifier si le client offre des garanties suffisantes, ou si l'opération ordonnée n'est pas le résultat d'un faux. Par suite, la banque doit refuser d'exécuter un ordre qui lui paraît irrégulier, ou qui a été ordonné par un administrateur en dépassement de ses pouvoirs.

#### LE CONSENTEMENT

Pour qu'un virement soit valable, il faut que les parties soient d'accord tant sur son objet, que sur son montant; et c'est pourquoi dans l'Antiquité, les premiers virements, comme nous l'avons vu, devaient être effectués en présence des deux parties.

Ce système présentait l'avantage d'éviter des discussions ultérieures sur l'échange des consentements, mais il avait l'inconvénient d'obliger les parties à se déplacer, et de n'être, par suite, pas plus pratique que le paiement direct en espèces. Aussi, ce procédé a été abandonné depuis longtemps.

Pour examiner le consentement il faut d'ailleurs se placer successivement au point de vue du donneur d'ordre et à celui du bénéficiaire.

Pour le donneur d'ordre celui-ci ayant donné au banquier un ordre écrit et signé, il ne pourrait se produire de difficulté que dans le cas où le chèque ou ordre de virement aurait été lavé et changé comme montant en cours de route. Mais cette hypothèse ne peut guère être envisagée pour un ordre de virement, car il faudrait pour le moins la complicité d'un employé de banque, et, d'autre part, la fraude devrait se découvrir assez rapidement une fois le donneur d'ordre avisé de l'exécution. Le cas serait plus fréquent pour les chèques, mais celui qui aurait réussi à le changer viendrait l'encaisser, et non pas le passer en compte <sup>(20)</sup>.

Si le titulaire du compte débité n'avait pas donné d'ordre, et que la banque l'ait débité d'office pour régler une traite, il en serait différemment, et la banque pourrait courir le risque d'engager ainsi sa responsabilité, et nous aurons à étudier cette question en examinant la responsabilité des banques.

Pour le bénéficiaire il est d'usage de créditer le compte immédiatement, et par suite ce dernier n'est avisé qu'ultérieurement. Si le bénéficiaire n'est pas

(20) D'après l'arrêt tout récent de la Cour de Paris, on sait que les tireurs de chèques, et les banquiers peuvent être rendus responsables si les chèques (qui sont habituellement remis par les banques aux clients) ne sont pas établis sur du papier non lavable, si les chèques n'ont pas été rédigés à l'encre communicative, et si enfin, même étant barrés, ils n'ont pas été envoyés sous pli recommandé. Il est d'ailleurs à noter que cette jurisprudence rendant l'emploi du chèque plus compliqué, et plus onéreux, est à critiquer.

d'accord il n'aura qu'à demander à la banque d'extourner l'écriture, et en même temps il avisera le donneur d'ordre par lettre recommandée de son refus d'accepter le virement. Dans ce cas, la banque ne saurait encourir aucune responsabilité pour avoir passé le virement en compte, car le donneur d'ordre ne pourrait se prévaloir de l'acte accompli par la banque, qui n'a pu valider le virement en substituant son consentement à celui du bénéficiaire.

Cette solution est indiquée par *Banque* (n° de janvier 1928, réponse à une question dans la Petite Correspondance, page 28); et elle est d'autant plus logique que les virements pas plus que le chèque ne peuvent être imposés comme mode de règlement.

Quant aux vices du consentement, ceux-ci appliqués aux virements suivent les principes généraux du droit et comme ils ont eu lieu dans l'ordre lui-même, ils ne peuvent engager la responsabilité du banquier.

L'erreur sur la personne rend le virement nul, mais il faut faire la preuve de l'erreur.

Pour le dol, la forme la plus usuelle consisterait à laver le chèque, mais en général il ne serait pas porté en compte, mais encaissé par l'auteur de l'escroquerie.

La violence, par contre, ne peut presque jamais être invoquée, car celle dont on pourrait se prévaloir proviendrait de l'obligation de signer l'ordre de virement sous la menace de poursuites judiciaires. Mais ce cas n'est pas valable devant les tribunaux.

## L'OBJET DES VIREMENTS

L'objet des virements peut être très variable. Dans le cas le plus fréquent ils servent à régler une dette antérieure, mais ils peuvent permettre également de réaliser une libéralité. Dans tous les cas, le banquier chargé d'exécuter un virement n'a pas à se préoccuper des causes, qui l'ont motivé.

## LA CAUSE

Pour suivre l'ordre traditionnel nous avons tenu à parler de la cause bien que la majorité de la doctrine, se basant sur le caractère non formaliste du droit actuel, soit d'accord pour déclarer que la cause n'a plus de signification dans le droit moderne, et qu'elle se confond avec l'objet de l'obligation.

Il n'y aurait à s'occuper de la cause que dans le cas où le virement interviendrait pour rétribuer un acte illicite; mais même si un homme avait l'habitude de régler sa maîtresse par virement, le banquier n'aurait qu'à exécuter l'ordre sans se préoccuper des motifs qui ont pu l'inspirer.

## CAPACITE TECHNIQUE POUR EFFECTUER DES VIREMENTS EN BANQUE

Pour qu'un ordre de virement soit exécuté par le banquier, il faut que le donneur d'ordre possède une provision suffisante à son compte.

Pour les chèques, la provision doit exister au moment de l'émission, et elle doit être en outre disponible. Cependant, la loi du 14 juin 1865 et celle du 2 août 1917 ne se sont pas occupées de la provision pour les virements, et il nous semble que, pour eux, il est suffisant qu'elle existe au moment où le banquier reçoit l'ordre d'exécution.

Il existe, en effet, de profondes différences entre le chèque et le virement, car pour ces derniers, l'ordre de virement est remis non au bénéficiaire, mais en général au banquier, et surtout l'ordre de virement n'est pas destiné à circuler par voie d'endossements successifs.

Commé, d'autre part, c'est le banquier lui-même qui est chargé d'aviser le bénéficiaire de l'exécution de l'ordre, ce dernier ne se démunira des garanties qu'il peut posséder qu'après réception de l'avis; et si, par suite, le virement n'est pas exécuté, les parties seront dans la même situation qu'avant l'envoi de l'ordre de virement.

Pour les chèques, au contraire, la clause à ordre, et la faculté de le faire circuler par voie d'endossements, ont comme résultat de permettre de tromper successivement un grand nombre de personnes, si le chèque a été émis sans provision préalable. Aussi la loi, dans le but de développer l'usage du chèque, a voulu que ce dernier soit considéré comme l'équivalent de son montant en numéraire, et a édicté des peines sévères contre les personnes émettant des chèques sans provision.

D'autre part, celui qui reçoit un chèque peut se dé-

munir des garanties qu'il possédait antérieurement, et, par conséquent, en cas de non paiement il risque de ne pas se trouver dans la même situation qu'au paravant.

Il en résulte, selon nous, que le virement ne présentant pas comme le chèque l'inconvénient (qui est pour ce dernier un avantage) de circuler librement, ni celui en étant remis directement aux mains du bénéficiaire de lui faire abandonner ses garanties avant paiement, doit être soumis à des règles moins sévères.

Et ce qui nous semble prouver que la provision n'a pas lieu d'exister à l'émission d'un ordre de virement comme à celle d'un chèque, c'est la décision rendue le 16 mars 1917 par le Tribunal de commerce de la Seine (*Gazette des Sociétés et du Droit financier*, n° 6, de juin 1918, p. 87). Cette décision déclare, en effet, que le bénéficiaire d'un chèque de 2.000.000 avait un droit acquis sur la provision tandis que le bénéficiaire d'un ordre de virement émis à la même époque ne possédait qu'un droit éventuel dont il a été frustré par le règlement du chèque, qui avait épuisé entièrement la provision.

D'autre part, on voit par ce jugement que quand le montant de la provision n'est pas suffisant le virement peut être exécuté par tranches successives tandis que, dans les mêmes conditions, le chèque serait définitivement nul et protestable pour le montant de la somme qui n'était pas couverte par la provision.

Sans doute, le bénéficiaire est en droit de compter sur la promesse qui a pu lui être faite de le couvrir par virement; et en cas de non exécution il pourra

poursuivre l'auteur de la promesse en 'payement, d'une part, et, d'autre part, en dommages-intérêts, mais néanmoins ces derniers seront octroyés d'une façon moins large en cas d'inexécution de virement qu'au cas où il s'agit de chèque sans provision. Pour ces derniers, en effet, celui qui a reçu un chèque en payement peut à son tour l'endosser à une autre personne, et en cas de non payement il peut être atteint indirectement dans son honorabilité tandis qu'il ne saurait en être de même pour les virements.

Si d'ailleurs nous cherchons à déterminer ce qu'on entend exactement par provision, nous constaterons que dans l'opinion commune de la clientèle, la provision consiste en un solde de compte suffisamment créditeur pour permettre d'effectuer l'opération. Mais si les banques s'en tenaient à cette notion un peu rudimentaire, il est bien certain que beaucoup de virements ne pourraient être exécutés.

Pour nous, il y aura provision chaque fois que le solde du compte du donneur d'ordre sera créditeur, ou s'il est débiteur chaque fois qu'en ajoutant le montant du virement au solde du compte, ce dernier restera dans les limites des autorisations consenties sous forme de facilités de caisse ou avances sur titres.

Maintenant, si à la notion de provision existante on ajoute, ce qui est le cas pour les chèques, l'idée qu'elle doit être immédiatement disponible, le client qui posséderait un compte courant en banque ne disposerait jamais de provision d'après la jurisprudence sous le prétexte que les écritures portées en compte courant ne donnent droit qu'à un solde exigible à des dates

déterminées. C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Cassation (Cass., 24 mars 1890, D. 1891, I, 427; S. 1890, I, 247).

Il nous semble, du reste, que cette jurisprudence est dangereuse pour l'extension des chèques, car si les banquiers, qui sont en général en compte-courant avec la clientèle commerciale, se prévalaient de cette jurisprudence pour refuser le paiement des chèques, l'usage de ces derniers, devenu des plus incertain quant au règlement, tendrait à disparaître. Il est vrai que cette jurisprudence est déjà un peu ancienne, mais il nous semble plus logique d'admettre comme les banquiers qu'un compte possède une provision suffisante quand il est, une fois le chèque ou le virement passé, encore créditeur comme solde, ou soldé, ou encore quand après règlement de l'effet le solde reste dans les limites des autorisations consenties.

## LA PREUVE DANS LES VIREMENTS EN BANQUE

Etudiant les virements au point de vue technique, nous avons indiqué que le banquier n'effectuait cette opération qu'à la suite d'un ordre qu'il avait reçu, et qu'après l'exécution, le donneur d'ordre et le bénéficiaire étaient avisés de l'opération effectuée. Par conséquent, il existe normalement deux moyens de preuve pour les virements : l'un représenté par l'ordre de virement, l'autre par l'avis d'exécution.

Si le donneur d'ordre contestait le virement effectué le banquier pourrait lui opposer l'ordre daté, écrit et

signé de sa main. Si, par contre, les livres ne correspondaient pas aux avis d'exécution, les intéressés pourraient présenter comme premier moyen de preuve l'avis d'exécution signé du banquier lui-même, ou de ceux qui possèdent le droit de signer le courrier des banques.

Il résulte de cet examen sommaire que la théorie doit permettre des constructions assez faciles à établir en ce qui concerne les opérations de banque et en particulier les virements.

Mais malheureusement les moyens de preuve que nous avons indiqués ne sont pas toujours les seuls et, d'autre part, la preuve constituant une question de fait n'est pas, en général, justiciable de la Cour de Cassation, ce qui rend les décisions rendues dans les différents ressorts des Cours d'appel assez divergentes, et, par suite, assez difficiles à interpréter.

Parmi les autres moyens de preuve, qui peuvent être invoqués, on peut citer en premier lieu, en faveur des clients, les relevés trimestriels ou semestriels qui sont adressés trimestriellement ou semestriellement à ces derniers par les banques, et à la suite desquels ces derniers font connaître leur accord sur le solde.

Cette dernière preuve est en faveur des banques, et celles-ci admettent même comme principe qu'au cas où un client ne répond pas il est censé avoir donné un accord tacite.

D'un autre côté, les clients demandent souvent aux banquiers de leur délivrer des carnets individuels,

sur lesquels l'employé de la banque porte à chaque présentation le relevé des écritures effectuées.

Enfin les banquiers, d'après l'article 632 du Code de commerce, sont commerçants, et possèdent des commerçants dans leur clientèle, et il en résulte qu'en cas de contestations entre les clients commerçants et les banquiers, le juge pourra ordonner la production des livres, et ces derniers feront foi en justice à condition d'être tenus suivant les règles fixées par les articles 8 à 11 du Code de commerce.

Nous nous proposons donc d'examiner successivement ces différents moyens de preuve en recherchant dans les cas, où il peut y avoir contradiction entre les moyens de preuve invoqués, l'importance qu'ils ont respectivement.

Normalement, la preuve résultera comme nous l'avons indiqué de l'ordre de virement lui-même, et, d'autre part, de la lettre de position. Mais une première difficulté peut se présenter au cas où il n'y a pas eu à proprement parler de virement au point de vue juridique. C'est ce qui se produit, par exemple, quand un commerçant faisant domicilier ses traites à payer chez le banquier, remet à ce dernier la liste des effets à payer pour éviter des demandes de renseignements ultérieures. D'après le mécanisme que nous avons indiqué, le banquier, à la réception des effets, débite son compte d'ordre par le crédit du compte du banquier, qui a remis les effets, et à l'échéance il crédite son compte d'ordre : Effets en recette, par le débit du client. Dans ce dernier cas, si le client veut contester ultérieurement le règlement effectué par la banque,

celle-ci pourra lui opposer la liste des effets bons à payer, qui lui a été remise, et cet écrit pourra servir de moyen de disculpation pour la banque.

Mais il peut arriver que, surtout pour des effets d'un montant assez faible, dans le but d'éviter des frais aux clients, les employés de banque se fiant à une mention de domiciliation, ou encore à leur acceptation, les règlent en espèce ou débitent le compte de leur montant sans en aviser au préalable les clients. Or cette pratique peut présenter des dangers pour les banques. Car si, d'après l'article 177 du Code de commerce « l'acceptation suppose la provision. Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs », la banque qui règle l'effet n'a pas la qualité d'endosseur. Cependant l'article 117 *in fine* prévoit qu'en cas de contestation de la provision par le tiré qui a accepté, c'est le tireur seul qui sera tenu de prouver l'existence de la provision, et cette dernière partie se rapporte certainement au cas encore fréquent où des commerçants peu au courant des conséquences de l'acceptation à l'égard des endosseurs acceptent l'effet avant d'avoir reçu la livraison de la marchandise. Or si la marchandise n'a pas été reçue à l'échéance de l'effet on conçoit que responsable à l'égard des endosseurs, celui qui a accepté l'effet refuse de le payer, ce qui met le tireur dans l'obligation de prouver qu'il a livré la marchandise. Comme cette preuve, dans le cas que nous avons supposé, sera impossible à produire, celui qui a accepté l'effet pourra se retourner contre le tireur, et si celui-ci est solvable, se décharger sur lui des responsabilités qu'il a prises à sa charge du fait de

l'acceptation. Dans ce cas le banquier pourra retourner les écritures passées antérieurement, et se dégager de toute responsabilité. Mais si le tireur n'est pas solvable, celui qui a accepté l'effet reste responsable à l'égard des endosseurs, et le dernier endosseur, qui a été réglé par virement, l'a été d'une façon valable. Dans cette hypothèse on conçoit que la situation du banquier soit des plus difficiles car, d'une part, ayant payé sans l'ordre du titulaire du compte il ne peut avoir de recours contre lui; d'autre part le paiement effectué par virement au compte du dernier endosseur est valable, et comme le banquier n'est pas, quand il règle un effet, un endosseur, il n'a aucun recours ni contre les endosseurs précédents, ni avec la qualité cette fois d'endosseur contre celui qui a accepté l'effet. Enfin n'étant pas endosseur il ne peut de lui-même agir contre le tireur, que d'ailleurs nous avons supposé insolvable. A plus forte raison si un banquier, règle sans avis des effets non acceptés, mais simplement domiciliés, sa responsabilité serait encore plus fortement engagée.

Si le banquier délivre un carnet de compte au client cette pratique peut elle aussi engendrer des conséquences juridiques importantes tout au moins en ce qui concerne la preuve des versements <sup>(21)</sup>.

Le client d'une banque avait effectué un versement, et le bordereau avait été rédigé par l'employé de banque, mais signé par le client; d'autre part un reçu

(21) Tribunal de Commerce de Lyon, 9 octobre 1922. *Gazette judiciaire et commerciale de Lyon*, 1923, p. 530. Cour d'appel de Lyon, 29 oct. 1925, *op. cit.*, 1926, p. 153.

avait été délivré au client, et les indications portées sur le bordereau et sur le reçu étaient concordantes. Cependant le carnet de ce client était tenu à jour par l'employé de banque, qui avait l'habitude de le signer ou tout au moins d'y apposer le cachet humide de la banque; et ce carnet portait l'indication d'une somme différente pour le versement. Le Tribunal de commerce de Lyon avait décidé que le carnet ne peut être considéré dans les mentions, qui y sont portées, que comme constituant une simple présomption, et comme cette dernière était détruite par le bordereau de versement signé du client, ce dernier fut déclaré n'avoir versé que la somme portée sur le bordereau. Mais la Cour de Lyon a décidé, au contraire, que le carnet ne pouvait avoir d'utilité que s'il constituait un moyen de preuve, et considérant que le bordereau de versement, bien que signé par le client n'avait pas été rédigé par lui, déclara qu'il ne pouvait constituer une preuve suffisante. Par suite de cet arrêt la banque fut condamnée à porter au crédit du compte du client le montant de la somme figurant sur le carnet.

Cette jurisprudence, qui a probablement tenu compte de certains éléments de fait, était peut-être bonne dans le cas envisagé, mais contrairement à l'opinion de M. Chapoutot, *op. cit.* p. 93 et 94, nous estimons que cette solution est mauvaise au point de vue juridique, car si ne pas donner de force probante au carnet « serait faire supporter au titulaire du compte les conséquences des erreurs et des irrégularités commises par les employés de banque », cependant il nous semble qu'à moins de fournir la preuve formelle que

les mentions portées au bordereau *signé du client* étaient fausses, dès l'origine, ou, par suite, de ratures ou de surcharges faites ultérieurement à la signature, c'est cette pièce qui aurait dû faire foi plutôt que le carnet.

D'ailleurs l'idée que le carnet ne servirait à rien s'il ne constituait par lui-même un moyen de preuve, est inexacte; car le carnet servirait encore au client à vérifier, avant d'attendre le relevé trimestriel ou semestriel, les opérations effectuées; et quant à supposer qu'il doit constituer, même tacitement, un moyen de preuve nous semble constituer une allégation en contradiction formelle avec les habitudes bancaires. Il est, en effet, admis par les banques qu'une pièce quelconque pour faire foi doit présenter au moins deux signatures; et le carnet ne portait que la griffe humide, ou la signature du teneur de livre. D'autre part, comme nous l'avons indiqué dans notre étude technique, la position d'une écriture ne peut être considérée comme absolument juste qu'après pointage, et après confrontation à chaque fin de mois des soldes des livres de position tenus en double; et ce qui marque bien le fait, que les banques avant ce pointage n'entendent pas s'engager sans recours par des pièces analogues aux carnets, c'est le fait que quand un client demande, avant la fin du trimestre ou du semestre d'avoir un relevé de ses opérations le banquier prend la précaution d'indiquer sur ce dernier « sauf erreur ou omission ».

Enfin, et ce sera notre dernier argument, c'est un principe bien établi du droit que « l'erreur vicie tout »,

et nous ne pouvons, en conséquence, admettre qu'une erreur matérielle d'un employé puisse constituer un titre de créance de valeur supérieure comme preuve à une pièce portant en lettres et en chiffres l'indication d'une somme non conforme à celle du carnet, et signée par le client.

Quant à l'acceptation signée du client après examen du relevé périodique, qui lui a été adressé par la banque, les tribunaux, à notre connaissance, n'ont pas encore eu à se prononcer franchement sur la question, et les décisions qui ont eu lieu à ce sujet ont été basées sur d'autres éléments.

Il nous semble que pour le caractère probatoire du relevé de compte il y a lieu d'établir une distinction suivant que le relevé a été déclaré ou non conforme par le client.

En cas où le client a reconnu exact le solde, qui lui a été adressé, cet accusé de réception constitue un moyen de preuve d'autant plus nécessaire, d'ailleurs, que malgré toutes les précautions prises pour faciliter les recherches, il est assez difficile de retrouver des pièces déjà anciennes, et en cas où ces pièces auraient disparu il nous semblerait illogique de condamner les banquiers, quand ils ne peuvent fournir de justifications pour des pièces contestées par un client ultérieurement à l'accord qu'il avait donné.

Mais dans le cas où le client n'a pas répondu, l'idée d'un accord tacite qui est admise par les banques, nous semble plus difficile à justifier.

Pour que les banques soient, en effet, en droit d'invoquer l'accord tacite du client, qui ne leur a pas ré-

pondu, il faudrait qu'elles soient en mesure de prouver que la lettre contenant le relevé de compte a bien été envoyée, et qu'elle est parvenue aux mains du destinataire, et pour cela il faudrait que l'envoi ait lieu sous pli recommandé, ce qui n'a pas lieu en général dans le but d'éviter des frais. En cas d'envoi par lettre ordinaire les banques ne seraient en droit d'alléguer comme présomption de preuve, que l'envoi est parvenu aux mains du destinataire, que le fait que ce dernier étant habitué à recevoir son relevé vers une certaine époque, aurait certainement réclamé l'envoi de ce dernier, s'il ne l'avait pas reçu en réalité.

Cependant bien que n'ayant pas trouvé de solutions dans la jurisprudence il n'est pas certain que les tribunaux admettraient cette manière de voir, car ils pourraient être influencés dans leurs décisions par le fait que, dans la clientèle non commerciale des banques, beaucoup de personnes même parmi celles qui possèdent une certaine instruction, ignorent souvent absolument tout des méthodes bancaires, et peuvent par suite ne pas répondre parce qu'elles ignorent l'importance, qu'on peut attribuer à leur silence; ou encore donner leur accord à la légère parce qu'elles sont incapables de comprendre le relevé de leurs opérations, et en particulier le calcul des intérêts.

Mais si l'accord tacite nous semble devoir constituer un moyen de preuve très incertain à l'égard d'une partie des clients des banques, il n'en est pas de même pour la clientèle commerciale, qui est présumée avoir le sens des affaires, et être par suite en mesure de comprendre et le détail des écritures du relevé, et l'importance de ce dernier. D'ailleurs comme cette

clientèle connaît le moment où arrive en général l'arrêté des comptes, son silence peut être supposé constituer un acquiescement, et c'est le cas de dire pour ces derniers « que qui ne dit mot consent ».

Les tribunaux pour les commerçants posséderaient du reste le droit d'ordonner la production des livres en justice, ou tout au moins leur examen par des experts commis à cet effet, mais ce dernier mode de preuve est assez exceptionnel en dehors des cas de faillite des banques.

Du reste si nous nous sommes arrêtés sur la décision rendue par la Cour de Lyon relativement à l'importance que peut présenter un carnet comme moyen de preuve quand il s'agit d'un versement il est probable que s'il s'agissait d'un virement l'arrêt rendu aurait été sans doute différent.

Le virement met, en effet, en présence deux personnes principales : l'une dont le compte est débité, et l'autre dont le compte est crédité, et par suite en cas de contestation des écritures de la banque en se basant sur une erreur inscrite au carnet de compte, la banque aurait été en mesure de prouver l'erreur en produisant comme preuve l'avis adressé à l'autre client.

Du reste l'ordre de virement étant rédigé et signé par le donneur d'ordre lui-même ne pourrait pas donner lieu à contestation.

## EFFETS JURIDIQUES DES VIREMENTS EN BANQUE

### LE VIREMENT CONSTITUE-T-IL UN PAYEMENT ?

Le virement a pour effet de substituer au débiteur initial, qui est le donneur d'ordre, une autre personne, qui n'est autre que le banquier, pour les virements en banque. Il constitue donc une novation par changement de débiteur.

Or en droit romain la novation était parfaite, tout au moins dans les dernières périodes de ce droit, et, par suite, quand le délégataire avait accepté que le délégant se substitue le délégué, par le fait de cette acceptation le délégant était entièrement libéré à l'égard du délégataire, et ce dernier ne pouvait plus avoir de recours que contre le délégué.

Il en résultait qu'à cette époque le virement constituait un véritable mode de libération entre le débiteur et son créancier, et qu'on pouvait dire que le virement constituait un payement.

Mais en droit français on a repris les théories de Pothier, et admis par suite que le délégant n'est définitivement libéré que quand le délégué a rempli ses obligations. Pour qu'il en soit autrement d'après l'article 1275 du Code civil il faut que le créancier ait expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur, qui a fait la délégation. Et même dans ce cas l'article 1276 du même Code précise que « le créancier, qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la

délégation, n'a point de recours contre ce débiteur à moins que l'acte n'en contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne soit en état de faillite ouverte ou de déconfiture au moment de la délégation ». Il résulte de ces articles que la novation ne peut se produire qu'avec l'acceptation expresse du délégataire, et qu'encore, même dans ce cas, il est nécessaire que le délégué ne soit pas notoirement insolvable.

Le paiement produit par le virement n'est donc pas toujours valable, il est soumis à une condition résolutoire contrairement à ce qui a lieu pour le paiement comptant.

Mais si le droit français est hostile à la novation quand celle-ci a lieu entre simples particuliers, quand le délégué est un banquier la situation n'est plus la même, sauf dans le cas où ce dernier serait en état de faillite ouverte au moment de la délégation, mais ce cas est plutôt théorique, car il est bien évident qu'en cas de faillite ouverte du banquier le délégataire en sera informé et n'acceptera pas comme délégué une personne notoirement insolvable.

Ce qui nous incline à penser que, quand le délégué est un banquier, le droit français admet plus aisément la délégation parfaite, c'est le fait que, tout d'abord, celui qui ouvre un compte en banque accepte en général que celui-ci soit crédité ou débité par virement, sauf dans le cas où il ne serait pas d'accord sur le montant de ce dernier. Mais sauf cette réserve il a consenti par avance à accepter ce mode de règlement, et, d'autre part, quand il est crédité par virement on ne voit pas les raisons qu'il pourrait invo-

quer contre ce mode de règlement, car s'il a ouvert un compte dans une banque, c'est sans doute parce que cet établissement lui inspirait confiance, et par suite avoir le banquier comme débiteur devra lui sembler présenter toutes garanties quant au règlement.

On peut d'ailleurs ajouter que le versement en banque a pour conséquence de rendre le banquier débiteur dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un virement.

En somme quand un débiteur possédant un compte en banque veut régler sa dette à son créancier, qui en possède un également, il peut utiliser trois procédés pour parvenir à ce résultat. Il peut tout d'abord régler sa dette directement chez le créancier sans passer par l'intermédiaire d'une banque. Il peut aussi verser le montant en espèces de sa dette au caissier de la banque en le priant de créditer de cette somme le compte de son créancier. Il peut enfin donner l'ordre de débiter son compte du montant de sa dette par le crédit du compte de son créancier.

Or sauf le premier procédé, qui n'utilise pas les services des banques nous ne voyons pas, pour notre part, de différences importantes entre les deux derniers procédés, si ce n'est que le premier utilisant un règlement en espèces est moins perfectionné.

La seule difficulté, qui pourrait se présenter, serait relative au cas où le bénéficiaire n'accepterait pas le virement effectué, mais dans ce cas, que nous avons déjà examiné, il suffirait à la banque d'extourner les écritures en avisant le donneur d'ordre que le vire-

ment a été refusé, ce qui est possible, car la banque, en passant les écritures, n'a agi que comme intermédiaire, et n'a pas pu par ce fait matériel engager le consentement du bénéficiaire.

Dans la pratique on considère du reste que le virement constitue un mode libératoire à un tel point que, quand les banquiers effectuent des virements entre le compte d'ordre : effets en recette, et le compte de leurs clients, après l'opération ils adressent à ces derniers les effets payés pour eux en même temps que la lettre de position, et ils portent au dos des effets la mention « payé par le débit du compte ». D'un autre côté le bénéficiaire peut sitôt le virement effectué retirer la somme portée à son crédit.

Et la jurisprudence, réfractaire au début à l'idée de novation parfaite par virements, a adopté ce point de vue en se prononçant sur la question de savoir quel est le tribunal compétent pour connaître des règlements par chèques ou par virements <sup>(22)</sup>. Cette décision de la Cour de Nancy précise, en effet, dans ses attendus, qu'en cas de virement le tribunal compétent pour connaître des litiges étant celui du lieu de paiement est en définitive celui du siège de la banque, qui a effectué l'opération.

On peut en conclure que, si, dans la théorie, il y eut initialement des restrictions apportées aux règlements par virements, celles-ci ont été en s'atténuant, et qu'à l'heure actuelle quand il s'agit de virements en ban-

(22) Cour d'appel de Nancy, 27 juillet 1921 : *Gazette des Sociétés et du Droit financier*, n° 10, nov.-déc. 1921, p. 179 et 180.

que ces derniers sont considérés par tous comme des équivalents des paiements.

#### ETUDE DES COMPTES COURANTS PAR RAPPORT AUX VIREMENTS

Le virement ayant lieu entre titulaires de comptes en banque, si l'un de ces derniers possède un compte courant le virement viendra s'incorporer aux écritures de ce compte, et par suite aux effets propres du virement viendront s'ajouter ceux qui résultent des comptes courants.

Or beaucoup de personnes ont l'habitude de désigner les comptes en banque sous le nom général de comptes courants; et bien que plusieurs auteurs se soient déjà efforcés de réfuter cette erreur il nous a semblé utile d'indiquer, avant les effets produits par les comptes courants sur les virements, les conditions nécessaires pour qu'on ait réellement à faire à un compte courant.

Or si actuellement beaucoup de personnes ont tendance à désigner tous les comptes en banque sous le nom de comptes courants cela tient sans doute à ce qu'à l'origine ces derniers ne constituaient qu'un procédé de comptabilité indiquant au fur et à mesure toutes les opérations effectuées entre deux ou plusieurs personnes d'où la tendance à désigner sous le nom de comptes courants tous les comptes tenus sous la forme de ces derniers. Et si on trouve actuellement un désaccord entre le langage courant et le terme technique, cela tient à ce que le sens initial du mot,

en se précisant, s'est rétréci; et qu'à ce simple relevé d'écritures on a fait produire des conséquences juridiques, qui n'étaient pas dans les intentions des premiers usagers.

Néanmoins comme le notent Terel et Lejeune <sup>(23)</sup> le compte courant est resté un compte sur lequel figurent au fur et à mesure les recettes et les dépenses; le solde étant le montant de la différence entre ces deux séries d'opérations, et pouvant être par suite créateur ou débiteur. D'autre part, d'après le même auteur, le terme de « courant » indique que ce genre de compte nécessite une série prolongée d'opérations et qu'il est, par conséquent, à l'opposé de ce que les banquiers désignent sous le nom d'opérations de passage, ou encore d'opérations suspensives.

Mais il ne suffit pas qu'un compte, comme par exemple un compte de dépôt, existe, depuis de nombreuses années, dans une banque pour acquérir la qualité de compte courant, il faut encore que les opérations effectuées entre le banquier et le client possèdent un caractère de réciprocité rendant les deux parties alternativement créancières ou débitrices l'une de l'autre. Sans doute ce que nous venons de dire n'indique pas que le solde du compte doit être alternativement créancier ou débiteur, car dans ce cas nous devrions exclure des comptes courants certains comptes, qui restent continuellement créanciers ou débiteurs comme soldes comme certains comptes clients ou certains comptes garantis. Les comptes d'avances sur titres ne

(23) Terel et Lejeune: Opérations commerciales de banque, 4<sup>e</sup> édition, chap. 3, p. 37 et s.

sont pas des comptes courants, car les remises ou versements effectués par les clients ne peuvent être considérés dans ce cas que comme constituant des remboursements. Pour qu'il y ait un compte courant les opérations ne doivent pas, en effet, avoir seulement l'aspect de versements ou de remboursements suivis de retraits, il faut que le débit ne soit pas exactement la contre-partie du crédit précédent.

Et c'est en nous basant sur ce dernier caractère que nous estimons que comprendre les comptes de dépôts parmi les comptes courants comme le fait Terel et Lejeune est excessif. Celui qui dépose de l'argent en banque n'a, en effet, pas l'habitude d'y laisser ses capitaux en permanence vu le revenu assez modique qu'il pourrait en tirer, et, par suite, les opérations de banque effectuées par lui étant la conséquence de placements ou de remboursements présenteront d'avantage l'aspect de versements suivis de retraits que le caractère complexe des opérations concernant les comptes courants. Pour les comptes de dépôts nous partageons l'opinion de M. Chapoutot, qui dans sa thèse de doctorat s'élève avec justes raisons contre la généralisation trop grande qu'on attribue au mot comptes courants <sup>(24)</sup>. Comme le proclamait M. l'avocat général Desjardins dans le compte de dépôt : « il n'y a, d'un côté, que des avances, et, de l'autre, que des remboursements » <sup>(25)</sup>. Or le compte courant véritable doit

(24) Maurice Chapoutot, *op. cit.*, p. 68 et suiv.

(25) Civ., 2-7-90, D. 91, I, 377, avec les conclusions de l'avocat général Desjardins et note de M. Wahl. — S. 12, 1901. D. 1903, I, 601. Lyon-Caen et Renault, t. IV, 787, sur la nécessité de la réciprocité des remises.

comprendre des remises, qui ont pour conséquence d'entraîner des risques pour le banquier, risques qui, quand ils se réalisent, peuvent modifier du tout au tout la situation respective des parties; d'autre part ces remises doivent être réciproques, et faites en toute propriété.

Cependant, il y a certains comptes de dépôts qui peuvent être considérés normalement comme constituant des comptes courants. C'est en particulier ce qui peut avoir lieu pour des personnes exerçant une profession un peu à l'écart du commerce général, comme par exemple un médecin vendant des produits pharmaceutiques, ou encore un chirurgien dentiste, qui, bien que non commerçant, peut être appelé par des fournitures dentaires à faire acte de commerce.

Enfin il existe des commerçants faisant des affaires modiques, ou encore des rentiers, qui peuvent donner par des remises assez fréquentes un caractère de compte courant à un compte de dépôt.

Par contre certains comptes comme ceux qui existent entre les banquiers et les personnes chargées d'effectuer leurs recouvrements ne seront jamais des comptes courants, sauf si le recouvreur a reçu l'autorisation de régler ses recouvrements par des remises <sup>(26)</sup>.

D'ailleurs pour préciser la situation des parties les banques, se basant sur le fait que les comptes courants sont le résultat de conventions, exigent avant d'ouvrir les comptes que les futurs bénéficiaires signent une

(26) Cour de Paris, 2, 12, 98, D. 99, II, 89.

demande d'ouverture de compte courant, bien que cette pièce ne pourrait pas transformer en compte courant un compte qui en serait nettement distinct.

Et si la seule volonté des parties est inefficace à ce point de vue, c'est parce que le compte courant produit des effets importants, et que, par suite, une convention secrète de compte courant, si elle était valable, pourrait nuire aux tiers, qui n'auraient eu aucun moyen de se renseigner.

Le compte courant a pour premier effet de changer la nature, et les garanties propres des créances en les faisant, par une novation, perdre leurs caractères distincts pour se fondre dans les autres opérations et ne plus concourir qu'à la formation du solde.

En dehors de cet effet novatoire le compte courant a encore pour effet de former de toutes les écritures, qui le composent, un tout indivisible : c'est ce qu'on désigne sous le nom d'indivisibilité du compte courant.

La novation produite par le compte courant est plus complète que celle résultant des virements, car ces derniers, ne produisent qu'une novation par changement de débiteur, et le cas échéant par changement de créancier, quand le débiteur initial utilise pour régler son compte au créancier la facilité de caisse, dont il dispose sur une banque. La novation produite par le compte courant produit en plus un changement de cause avec, ce qui est le corollaire de la novation, l'extinction des garanties primitives de la créance. C'est ainsi qu'un commissionnaire ayant réglé les droits de douane relatifs aux marchandises, qu'il expédiait à

son commettant, n'a pu, ce dernier étant défaillant, invoquer l'article 2.029 du Code civil relatif à la subrogation des cautions parce que le prix de vente avait été réglé par compte courant (27).

D'autre part l'indivisibilité du compte courant entraîne pour conséquence que jusqu'au moment où ce dernier est réglé il n'y a pas à s'occuper de créances ou de dettes. La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens au sujet de la liquidation judiciaire d'une société en nom collectif (28).

Cette société était composée initialement de trois associés, puis l'un d'eux s'était retiré sans que la banque prenne la précaution élémentaire de faire arrêter l'ancien compte avant d'en ouvrir un nouveau à la société transformée. La nouvelle société ayant été mise en liquidation deux ans après, la banque, entre autres recours, se retourna contre l'associé, qui avait quitté la société après avoir fait effectuer la publicité légale, en prétendant qu'au moment où il s'était retiré de la société le solde en banque de cette dernière était débiteur; et que, par conséquent, pour la dette, qui existait au moment de son départ, il était tenu conjointement avec ses associés. La Cour de Chambéry et, ensuite, la Chambre des requêtes ont repoussé successivement cette prétention en décidant que le compte ouvert à la société était un compte courant, et que, par suite, jusqu'à l'arrêt de ce dernier il n'y avait pas lieu de parler de crédit ou de débit, et que, com-

(27) Cass. déc. 1859, D. 1860, I, 110.

(28) Cour de Chambéry, 20 janv. 1923 (D. H. 1925-188) et Req. 10 mars 1926 (D. H. 1926-193).

me conséquence, la banque n'était pas en mesure de prouver que l'ancien associé fût tenu envers elle de quoi que ce soit.

Donc quand un virement a lieu entre deux comptes courants il en résulte pour ceux qui possèdent ces comptes que la créance primitive est éteinte avec toutes ses garanties, et que la nouvelle créance fait partie d'un tout indivisible, qui empêcherait, par exemple, de pratiquer une saisie partielle.

Mais ces caractères réunis des virements, et des comptes courants pourraient entraîner des conséquences graves pour les banquiers, et nous avons à examiner les risques qui peuvent en résulter pour ces derniers et la responsabilité, qui est pour eux la suite de l'exécution des ordres de virements.

D'après ce que nous avons indiqué pour qu'il y ait compte courant il faut qu'il puisse y avoir lieu à des remises réciproques effectuées avec translation de propriété; et cette translation permet à la personne, qui a effectué une remise d'en disposer immédiatement du montant par retrait, ou par virement.

Supposons, par exemple, que X, dont le compte est presque soldé, ou a atteint au débit la limite de l'autorisation, qui lui avait été consentie, fasse une remise de vingt mille francs, à la suite de laquelle il adresse à la banque un ordre de virement de même somme à porter au crédit de Y. Par l'effet translatif de propriété des remises effectuées en compte courant le banquier a pris à sa charge les risques de non paiement, et comme la remise entrant dans le compte a perdu ses garanties, le banquier n'aura plus droit à

aucun recours contre les endosseurs, et contre le tireur en cas de non paiement. Si, par conséquent, les effets composant la remise reviennent impayés, le banquier aura perdu sa garantie, et comme le virement a eu lieu aussitôt après la remise, il se trouvera que le compte du client sera en dépassement sans garanties.

Si une solution n'avait pu être trouvée les risques auraient été trop grands pour les banques, et les banquiers, en refusant les remises, auraient pu entraver le fonctionnement normal de ces dernières, et par suite le crédit nécessaire pour le commerce.

Aussi pour parer à ce danger ont-ils pris l'habitude d'indiquer que la remise acceptée en compte était prise « sauf encaissement », et que, par suite, en cas d'impayés le montant de ces derniers donnerait lieu à une contre-passation des écritures. Cependant, dans le cas envisagé ce rétablissement d'écritures, si toute la remise revient impayée, fera apparaître sur le compte du client un dépassement de 20.000 francs. La banque aurait bien un recours contre ce dernier, mais il peut être dans l'impossibilité de rembourser cette somme. Quant au recours contre le tiré et les endosseurs, nous avons indiqué que normalement, une fois la remise passée au compte courant, ce recours ne pouvait avoir lieu. Cependant, la clause sauf encaissement permet d'exercer ce recours, car elle constitue une condition résolutoire, et quand l'effet est impayé, la situation doit être la même que quand la remise n'avait pas été portée au compte. Ainsi en

a décidé la Cour de Bordeaux <sup>(29)</sup>. Cet arrêt indique qu'il est d'usage d'utiliser la clause sauf encaissement pour les remises, et que cette clause même non indiquée aurait lieu de plein droit sauf stipulation contraire. On sait, en effet, qu'en matière commerciale les usages acquièrent force de loi, quand ils ne contreviennent pas à une disposition législative.

En dehors de ces risques, les banques peuvent, en outre, être reconnues responsables, si les employés en exécutant un ordre de virement n'ont pas pris la précaution de vérifier si l'ordre reçu ne constituait pas un faux.

Le cas s'est déjà produit et a donné lieu à un arrêt de la Cour de Douai infirmé en partie par la Cour de Cassation <sup>(30)</sup>.

La banque X avait reçu l'ordre de virer 58.000 fr. au compte qu'une personne possédait dans une autre banque. Or cet ordre était faussement signé, et était, d'autre part, rédigé d'une façon assez particulière : tapé à la machine il portait le cachet de l'étude (il s'agissait d'un notaire) apposé au composteur à lettres mobiles, et indiquait que l'avis de virement devait être adressé non à l'étude, mais à l'hôtel d'un pays assez éloigné.

Au vu de cet ordre, la banque avait avisé la banque du bénéficiaire, et le client de cette dernière était venu retirer les fonds. A la suite de la procédure engagée en responsabilité par le notaire, dont le compte

(29) Cour de Bordeaux, arrêt du 24 nov. 1925 (Banque Dupont et Cie, c. Caris et Cie, D. H. 1926, 123).

(30) Douai, 3 mai 1927. Cass., 28 janv. 1930. *G. P.*, 12 mars 1930.

avait été débité, bien qu'en réalité il n'avait jamais donné d'ordre de virement, les deux banques avaient été condamnées en appel, la première aux deux tiers et la seconde au tiers du montant de l'escroquerie.

Mais la Cour de Cassation a relevé la seconde banque de sa responsabilité en considérant qu'elle avait reçu de la première banque un ordre régulier, que le client lui-même était venu retirer les fonds, et qu'enfin, n'ayant pas eu en sa possession l'ordre de virement initial conservé suivant la règle par la première banque, elle n'avait pas pu connaître les particularités présentées par sa rédaction.

Quant à la première banque, la Cour de Cassation, en considération de la rédaction spéciale de l'ordre de virement confirmant l'arrêt de la Cour d'appel, retint à la charge de cette banque le fait d'imprudence, qui rendait cette dernière responsable envers son client.

Nous retiendrons de cet arrêt que les banquiers, avant d'exécuter un ordre de virement, doivent s'assurer de la rédaction régulière de l'effet, et en cas de doute demander l'avis du client, au besoin par téléphone avec confirmation écrite, avant d'effectuer les écritures.



## QUATRIÈME PARTIE

### Etude économique des virements en banque

D'après M. Haristoy (virements en banque), on peut estimer que tant par perte que par usure, le stock des métaux précieux existant dans le monde occidental avait été presque épuisé avant la découverte de l'Amérique.

Si, d'autre part, on tient compte qu'avec l'adoption presque générale de l'étalon or l'argent ne joue plus que le rôle de monnaie d'appoint, on peut estimer qu'il n'y a comme or en circulation dans le monde entier, d'après les statistiques publiées annuellement par les Etats-Unis d'Amérique, qu'environ vingt-cinq milliards de francs or, tandis que le commerce des différentes grandes puissances dépasse en moyenne, pour chacune d'elles, cent milliards.

Il en résulte que même en supposant que la monnaie circulant de mains en mains sans interruptions ait une circulation idéale, il est certain que le stock mondial serait nettement insuffisant pour régler l'ensemble des transactions; et, par suite, le premier rôle

des virements et des compensations c'est de permettre de régler sans monnaie des opérations, qui, autrement, n'auraient jamais pu être liquidées.

Un autre avantage, sur lequel nous avons déjà insisté dans notre historique, consiste dans l'économie des frais d'envoi de l'argent, et dans la diminution des risques de perte ou de vol.

Enfin, permettant d'utiliser sans se déplacer les dépôts effectués dans les banques, les virements ont favorisé la multiplication des dépôts. Or les dépôts, même de faibles sommes, constituent par leur nombre des capitaux considérables, qui, au lieu de rester improductifs à domicile, servent aux banques à aider le commerce et l'industrie.

Mais si les virements présentent l'avantage de favoriser les règlements, il ne faudrait pas croire, comme certains ont tendance à le faire, que par la multiplicité des virements on pourrait arriver à supprimer la monnaie, et par là guérir tous les maux économiques.

D'abord, même en admettant qu'on soit arrivé à un stade très évolué des procédés de règlements, il nous semble que la monnaie aurait toujours son rôle à jouer comme étalon des valeurs.

D'autre part, les règlements par virements peuvent conduire à l'inflation par crédits produisant des effets à peu près analogues à ceux résultant du cours forcé, et à son corollaire : l'inflation de papier.

Un exemple caractéristique a été fourni par l'Angleterre pendant la guerre. Le nombre des billets de banque n'a presque pas augmenté dans le pays, mê-

me en tenant compte des currency notes, mais si le client d'une banque voulait souscrire aux emprunts d'Etat, les banques lui avançaient le montant de la souscription et les titres étaient comme garantie conservés en nantissement par les banques. Comme l'intérêt servi par les emprunts était plus élevé que celui exigé par les banques pour les avances sur titres, presque toutes les souscriptions aux titres d'Etat furent basées en Angleterre sur le crédit des banques. Et comme ces dernières réglaient entre elles, et avec l'Etat leurs opérations par le mécanisme des virements, des compensations et des clearing-house, il en est résulté que si la monnaie anglaise paraissait saine en réalité tout le crédit anglais reposait sur des avances de banque sans contre-partie en argent ou en marchandises, et ultérieurement la livre sterling devait perdre sa parité par rapport aux monnaies saines, et en particulier par rapport au dollar ; aussi quand les Anglais décidèrent après guerre de rétablir la livre au pair, il en résulta ultérieurement pour eux la crise économique, qui les força à nouveau à abandonner l'étalon or.

Nous en tirerons la conclusion que si les virements sont indispensables pour régler les transactions, il est nécessaire que l'ouverture de crédit, à laquelle ils peuvent donner lieu, repose sur des valeurs stables : or ou marchandises, si l'on ne veut pas courir le risque de déprécier la monnaie par inflation de crédit.



## CINQUIÈME PARTIE

### Régime fiscal des virements en banque

Il arrive souvent que des employés de banque, dans l'incertitude où ils peuvent se trouver dans certains cas relativement au droit de timbre de vingt centimes, qui frappe les virements, préfèrent faire acquitter cette somme minime par le client, même dans les cas où elle n'était pas exigible, plutôt que de courir le risque d'une amende fiscale, qui serait supportée tant par l'établissement de crédit que par le client.

Cependant, la loi du 30 juillet 1913 est très précise, et, sauf quelques décisions de principe sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir pour les critiquer, pour qu'un ordre de virement soit soumis au droit de timbre, il faut que cet ordre concerne un virement à effectuer entre deux patrimoines distincts.

Il en résulte que si une même personne possède des comptes distincts à la même banque, ou dans les différentes succursales, bureaux ou agences d'un même établissement financier les virements effectués entre

ces différents comptes ne peuvent donner lieu à la perception d'aucun droit de timbre (1).

En appliquant la loi du 30 juillet 1913, il devrait, du reste, en être de même quand un client possédant des comptes dans deux établissements de crédit distincts donne l'ordre à un de ses banquiers d'effectuer un virement de son compte à celui qu'il possède chez un autre banquier. Cette solution, qui est la seule logique, car le texte de la loi ne s'occupe que de la personnalité distincte du donneur d'ordre et du bénéficiaire, qu'il y ait ou non des intermédiaires, pour exiger la perception du droit, fût d'ailleurs admise pendant longtemps par la plupart des directions de l'enregistrement.

Cependant, quelques directeurs voulaient voir dans cette opérations deux virements distincts. Si nous convenons de désigner par A le client, par X le premier banquier, et par Y le second, d'après ces directeurs sur l'ordre de virement donné par A à X il n'y avait pas lieu de percevoir de droit de timbre; mais comme ultérieurement pour réaliser le virement X devait aviser Y, cet ordre d'exécution donné par un banquier à son collègue concernait un virement ayant lieu entre deux patrimoines distincts (les patrimoines des deux banques intéressées) et par suite devait acquitter le droit de timbre. Malheureusement, cette solution, qui nous paraît aller à l'encontre de la loi, qui,

(1) La loi du 30 juillet 1913 qualifie, en effet, de virement (soumis par conséquent au droit de timbre) l'écrit par lequel « un particulier ou une collectivité donne à un banquier l'ordre de porter une somme au crédit du compte d'un tiers, et de le débiter de pareille somme ».

comme nous l'avons indiqué, ne prévoyait dans ce cas la perception d'aucun droit, a été confirmée par le Ministre des Finances dans une lettre du 3 mai 1930, répondant à une question posée à ce sujet par M. Méjean, sénateur.

Cette décision se base sur le fait que la banque X avisant la banque Y rédige en général la lettre de la façon suivante : « Nous avons l'honneur de vous informer que nous vous créditons de la somme de francs..., que veuillez bonifier à A, ordre de A ».

D'après le Ministre des Finances, il y aurait lieu à perception d'un droit de timbre, parce que bien que donné par A pour le compte de A, le virement se décomposerait en deux : ordre de virement de A à X, exécution du virement par X chez Y, et enfin virement nouveau par ce dernier à A. L'administration considère par conséquent que c'est Y, qui a touché le crédit du virement ordonné par A à X, et que pour en bonifier A, Y doit procéder à un nouveau virement. Or comme A et Y sont deux patrimoines distincts, c'est par cette subtilité que l'administration en arrive à essayer de justifier la perception des vingt centimes.

Si, au contraire, il s'agit de virements effectués entre deux patrimoines réellement distincts, le droit de perception de vingt centimes est absolument conforme à la lettre de la loi.

Cependant, dans ce cas, les clients peuvent s'en exonérer en utilisant pour le virement l'intermédiaire des comptes « nostro », c'est-à-dire des comptes appartenant en propre à la banque. Ceci résulte d'une

solution de l'enregistrement du 16 octobre 1913 (2). Dans ce cas, en effet, il s'agit en réalité d'un versement avec affectation spéciale tout à fait semblable au versement que pourrait effectuer la personne en priant le banquier d'en créditer le compte du bénéficiaire.

Maintenant si A possédant un compte chez X veut virer une certaine somme à B possédant un compte chez Y, les deux patrimoines étant distincts, la perception d'un droit de timbre est conforme à la loi. Mais l'enregistrement, recourant à la même méthode que précédemment, prétend à la perception de deux droits en décomposant l'opération en un double virement.

Cette solution nous paraît aussi illogique et aussi fausse, que celle dont nous nous sommes occupé précédemment. D'ailleurs, si, dans les virements, l'administration frappe de droit les intermédiaires, il n'y a pas de raison valable pour que dans le domaine des douanes elle n'applique pas les mêmes procédés pour les marchandises entrant en transit, car quand un virement nécessite le concours de plusieurs banquiers, on peut dire qu'il est en quelque sorte en transit chez ces derniers.

Les virements étudiés jusqu'à présent au point de vue fiscal étaient des virements simples, mais si un client dans un ordre unique indique que le compte d'une autre personne devra être crédité d'une somme déterminée à plusieurs dates successives, cette opération ne donnera lieu qu'à la perception d'un droit

(2) Inst. 3413, al. 25, 2°. R. E. 6.089, II.

unique de vingt centimes. Ces ordres qu'on désigne sous le nom d'ordres répercutés ne peuvent être frappés que d'un seul droit par application du principe que pour une opération donnée il ne peut jamais y avoir lieu à répétition dans la perception d'un droit.

Quant au timbre qui doit être apposé il est de vingt centimes par virement quel qu'en soit le montant, et il peut être perçu soit à l'extraordinaire comme pour les chèques, soit au moyen de timbres mobiles.

Dans ce dernier cas, les timbres doivent être apposés et oblitérés par le donneur d'ordre lui-même à peine pour ce dernier d'une amende de 90 francs, si le virement a lieu sur la place, et pour le cas où le virement a lieu de place sur place à peine d'une amende atteignant simultanément le souscripteur et le banquier et qui s'élève dans ce cas à 10,80 % du montant de l'effet. Pour le paiement de cette double amende le donneur d'ordre, et le banquier, qui a exécuté l'ordre irrégulier, sont solidairement responsables du paiement de l'amende et du droit de timbre, si ce dernier n'a pas été apposé <sup>(1)</sup>. Il n'y a d'exception à cette règle que dans le cas où le souscripteur habite l'étranger. Dans cette hypothèse, la banque aurait le droit d'apposer et d'oblitérer elle-même les timbres.

(1) Art. 98 du décret de codification des droits de timbre.



## SIXIÈME PARTIE

### Etude des virements en droit international et conclusion

Pour les virements effectués entre particuliers nous avons déjà eu l'occasion de parler des virements postaux internationaux, et nous n'y reviendrons pas.

Quant aux virements en banque proprement dits, ceux provenant de l'étranger ou destinés à l'étranger sont soumis pour la forme de rédaction dans tous les pays civilisés à la règle « *locus regit actum* », et il en est de même pour les conditions de validité.

Pour la perception des droits, nous ne pouvons nous occuper des droits perçus dans chaque pays, mais tous les virements rédigés en France à destination de l'étranger, et tous ceux en provenance de l'étranger, qui doivent être exécutés en France, sont soumis au droit de timbre français de vingt centimes. Pour les virements provenant de l'étranger ou d'un pays de protectorat, les timbres peuvent être d'ailleurs apposés et oblitérés par les banquiers français.

Si le virement est effectué en monnaie étrangère, le bénéficiaire peut se faire ouvrir un compte en mon-

naie étrangère, ou faire convertir le montant du virement en francs français. Quant à la question de savoir si le cours de conversion doit être calculé au jour de l'émission de l'ordre, ou au contraire au jour de réception de ce dernier, tout dépendra à ce point de vue de l'interprétation à donner à la volonté des parties.

Si, par exemple, le virement effectué en faveur d'un Français servait à couvrir le montant d'une créance, qu'il possédait sur l'étranger, si cette créance a été libellée elle-même en monnaie étrangère, le débiteur sera libéré par virement de la somme convenue, et si la monnaie étrangère a baissé de valeur, le risque sera subi par le bénéficiaire français. Si, au contraire, le montant de la créance était rédigé en francs français avec faculté pour l'étranger de se libérer par versement de l'équivalent en monnaie étrangère, si l'étranger réglait par virement en monnaie étrangère, il ne serait libéré que si la somme virée correspondait au moins à la somme en francs français, au jour de réception de l'ordre de virement.

C'est, en effet, à cette époque, qu'il faut, sauf conventions contraires, calculer la contre-valeur.

Mais en ce qui concerne les virements internationaux, la question la plus délicate est relative aux règlements à effectuer non entre individus étrangers, mais entre nations.

Autrefois, le procédé employé consistait en l'envoi d'or ou de marchandises et il n'a d'ailleurs pas complètement disparu puisque l'Allemagne, à la suite de

la dernière guerre, a été appelée à régler en nature une partie des réparations.

Mais ce procédé comporte des difficultés d'application, car si un pays règle ses dettes en nature, ce procédé peut nuire au pays créancier en constituant une prime pour l'industrie étrangère, et en entraînant, au contraire, un risque de chômage pour les industries du pays créancier.

Un pays peut également se libérer par achat de lettres de change, et remise de ces lettres au pays créancier. Ce moyen a été employé par la France pour régler une partie de l'indemnité due à l'Allemagne à la suite de la guerre de 1870, les lettres de change achetées étant presque toutes tirées sur la Banque de Hambourg, la présentation massive des effets aux guichets de cette dernière contribua à sa chute.

Un procédé plus pratique consisterait dans l'établissement d'une chambre de compensation internationale. On pourrait d'ailleurs revenir pour cette dernière au vieux système de la monnaie de banque avec fixation du taux de reprise des différentes monnaies. Ce procédé permettrait par simple jeu d'écritures d'éteindre les dettes internationales, la banque instituée pour opérer ces règlements n'ayant, vis-à-vis des Etats demandant des ouvertures de crédit, qu'à prendre des sûretés pouvant consister par exemple en l'affectation spéciale de telle ou telle source de revenus.

D'après M. Nogaro, ce système aurait pu fonctionner avec la Banque internationale des réparations, mais de nombreuses puissances ont craint par ce

moyen de constituer un super Etat; et, d'autre part, comme pour tout ce qui a lieu à Genève, toutes les puissances, à part la France et la Belgique, voulant utiliser les organismes internationaux à des fins nationales, l'accord est difficile à réaliser.

Aussi cette banque a joué jusqu'à présent un rôle beaucoup plus effacé : elle a pu émettre l'emprunt Yung, qui, malheureusement pour elle, ne donne pas toutes satisfactions à ses souscripteurs, mais elle n'a pas réussi à réaliser de transports de créances, et en particulier à mobiliser les titres des chemins de fer allemands.

Aussi si l'on peut souhaiter, ce qui n'est pas impossible, qu'on puisse donner à cette institution un caractère de chambre de compensation internationale tant pour les règlements privés que publics, il y a malheureusement peu de chances que cet organisme joue ce rôle dans un avenir rapproché.

En définitive, on peut conclure de cette étude que les virements ont permis de régler des opérations, qui n'auraient jamais pu être payées autrement tout en réalisant des économies de frais et en diminuant les risques.

Mais le virement doit être basé sur des opérations réelles ; ce n'est pas un remède contre les troubles financiers, car il peut conduire à l'inflation de crédit; mais permettant aux banques de recevoir des dépôts considérables, qu'elles ont pu mettre en partie à la disposition du commerce et de l'industrie, en rendant ces dépôts facilement utilisables par les déposants, les virements ont contribué aux progrès énormes réa-

lisés au cours des dix-neuvième et vingtième siècles.

Cependant, ils doivent être basés sur une monnaie saine, et, par suite, malgré le désir des Anglais de voir les nations abandonner l'étalon or, ce dernier est appelé à durer encore longtemps, et, du reste, la suppression de l'or comme monnaie ne serait pas à souhaiter, car cet événement troublerait de nouveau l'équilibre mondial.

|                       |                                       |
|-----------------------|---------------------------------------|
| <i>Vu : le Doyen,</i> | <i>Vu : le Président de la Thèse,</i> |
| BERTHELÉMY.           | Albert WAHL.                          |

*Vu et permis d'imprimer,*  
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,  
CHARLÉTY.



## Bibliographie

- ARISTOTE. — *Traité de la Politique*, livre I, et principalement chap. III.
- ALAUZET. — Tome II.
- Banque*, revue de droit et de pratique bancaires.
- Bill of exchange act*.
- BLANCHI. — *Il Banco di Napoli*, raccolta di documenti storici e statistici. Napoli, 1883.
- BOURQUELOT. — *Etude sur les foires de Champagne* (1865-1866), 2 vol.
- BOUTERON. — *Le Chèque théorique et pratique*, Paris, 1924.
- BEAUCHET. — *Histoire du droit privé de la République athénienne*, t. IV : Le droit des obligations. Paris, 1897.
- CAILLEMER. — Note sur la question de savoir si les Athéniens ont connu la lettre de change, dans les *Etudes sur les antiquités juridiques d'Athènes*. Paris et Grenoble, 1865, p. 90.
- CHAPOUTOT. — *Les dépôts de fonds en banque*, Nancy, 1928.
- Code civil français*.
- Code fédéral suisse*.
- Code de commerce français*.
- CUQ. — Etude sur les contrats de l'époque de la première dynastie babylonienne, dans *La Nouvelle Revue Historique de Droit Français et Etranger*, 1911, t. XXXIV, p. 4230.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique*.
- Le Digeste*.
- DONAT. — Ad terent : Adelphes.
- DELORME. — *Les manieurs d'argent à Rome*.
- Décret de codification des droits de timbre*.
- Gazette judiciaire et commerciale de Lyon*.
- Gazette des Sociétés et du Droit financier*.

HARISTOY. — *Les virements en banque.*

HUVELIN. — *Essai historique sur le droit des marchés et des foires.*

ISOCRATE. — *Trapézitique*, §§ 35 et 36, édit. Lanchnitz, 119.

*L'Illustration*, n° 4611, du 18 juillet 1931, p. 424, donnant la reproduction du plus ancien chèque connu.

LYON-CAEN et RENAULT, tome I.

POTHIER. — *Code civil.*

Georges PICOT. — *La Chambre de compensation.*

*Recueil Sirey.*

*Revue de Droit bancaire*, 1924.

Marc TAPERNŒUX. — *Le chèque barré*, St-Maurice, 1930.

TEREL et LEJEUNE. — *Opérations commerciales de banque*, 4<sup>e</sup> édition.

Albert WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers.*

## TABLE DES MATIERES

|                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Introduction .....                                                                           | 1   |
| <i>Première partie.</i> — Historique des virements en banque                                 | 5   |
| <i>Deuxième partie.</i> — Etude technique des virements en<br>banque .....                   | 59  |
| <i>Troisième partie.</i> — Etude juridique des virements en<br>banque .....                  | 85  |
| <i>Quatrième partie.</i> — Etude économique des virements<br>en banque .....                 | 155 |
| <i>Cinquième partie.</i> — Régime fiscal des virements en<br>banque .....                    | 159 |
| <i>Sixième partie.</i> — Etude des virements en droit inter-<br>national et conclusion ..... | 165 |
| Bibliographie .....                                                                          | 171 |





**BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU**

00 00 IMPRIMEURS - ÉDITEURS 00 00

00 42, QUAI GAILLETON, 42 00

00 00 00 00 LYON 00 00 00 00







